



## Programme AGORA – Agora programma

Rapport final

# PAUVRETÉ RURALE ET URBAINE STEDELIJKE EN PLATTELANDSARMOEDE

Pierre Marissal

Xavier May

Dayana Mesa Lombillo

Sous la supervision de Christian Vandermotten et Maarten Loopmans



## Table des matières

<b>RAPPORT FINAL.....</b>	<b>1</b>
<b>1. INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>LA SECTION 9 CONCLUT L'ÉTUDE.....</b>	<b>5</b>
<b>2. LITERATUUROVERZICHT.....</b>	<b>6</b>
2.1 INLEIDING.....	6
2.2 WAT IS HET PLATTELAND?.....	6
2.3 ARMOEDE, ACHTERSTELLING OF SOCIALE UITSLUITING.....	7
2.3.1 Armoede.....	7
2.3.2 Achterstelling.....	7
2.3.3 Sociale uitsluiting.....	8
2.4 ARMOEDE, ACHTERSTELLING EN SOCIALE UITSLUITING OP HET PLATTELAND.....	9
2.5 OORZAKEN VAN ARMOEDE EN SOCIALE UITSLUITING OP HET PLATTELAND.....	10
2.5.1 Woningmarkt.....	10
2.5.2 Transport.....	11
2.5.3 Aanbod aan diensten.....	12
2.5.4 Sociaal kapitaal.....	12
2.6 RISICOGROEPEN.....	13
2.6.1 Jongeren.....	13
2.6.1.1 Gebrek aan kansen en voorzieningen.....	13
2.6.1.2 Jongeren onder meer stringente, verstikkende controle.....	14
2.6.2 Ouderen.....	14
2.6.2.1 huisvesting.....	15
2.6.2.2 Sociaal kapitaal.....	15
2.6.2.3 Bereikbaarheid van voorzieningen.....	15
2.6.3 Etnische minderheden.....	15
2.6.3.1 Moeilijk toegankelijke huisvesting.....	17
2.6.3.2 Arbeidsmarkt.....	18
2.6.3.3 Toegankelijkheid diensten.....	20
2.6.3.4 Sociaal kapitaal.....	21
2.6.4 Gender.....	22
2.6.4.1 Vervoersarmoede.....	22
2.6.4.2 Toegang tot arbeid.....	23
<b>3. DONNÉES.....</b>	<b>24</b>
3.1 EU-SILC.....	24
3.2 LA BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE (BCSS).....	25
3.3 LES VARIABLES CONTEXTUELLES.....	27
3.3.1 L'indice socio-économique de la Politique des Grandes Villes.....	28
3.3.2 La desserte en transports en commun.....	28
3.3.3 L'accessibilité aux commerces de proximité.....	30
3.3.4 L'accessibilité aux écoles.....	31
3.3.5 L'indice synthétique d'accès aux soins médicaux.....	32
3.3.6 Le taux de chômage.....	33
3.3.7 Le coût du logement.....	34
3.3.8 Le revenu médian par secteur statistique.....	37
<b>4. TYPOLOGIE DE L'ESPACE.....</b>	<b>38</b>
4.1 VARIABLES REFLÉTANT L'APPRÉCIATION DES SERVICES LOCAUX PAR LES MÉNAGES.....	38
4.2 VARIABLES REFLÉTANT LES POSSIBILITÉS D'ACCÈS À DES PÔLES EXTÉRIEURS DE SERVICES.....	38
4.3 CONSTRUCTION D'UN INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DE RURALITÉ.....	39
4.4 MISE EN PLACE D'UNE TYPOLOGIE SPATIALE.....	39
<b>5. DÉFINITION DE LA PAUVRETÉ DANS EU-SILC.....</b>	<b>40</b>
5.1 INDICATEUR DE BUDGET DISPONIBLE.....	41
5.2 LES DETTES.....	41
5.3 INDICE SYNTHÉTIQUE DE PAUVRETÉ.....	42

<b>6. ÉTUDE DE LA PAUVRETÉ SUR BASE DE L'ENQUÊTE SILC.....</b>	<b>45</b>
6.1 LA PAUVRETÉ PAR TYPE D'ESPACE.....	45
6.2 RELATION ENTRE PAUVRETÉ ET REVENUS.....	48
6.3 SPÉCIFICITÉS DE LA PAUVRETÉ SELON LES TYPES D'ESPACE.....	49
6.3.1 <i>L'urbain dense</i> .....	50
6.3.2 <i>L'urbain</i> .....	51
6.3.3 <i>L'intermédiaire et le rural avec foncier élevé</i> .....	52
6.3.4 <i>Le rural et le rural profond</i> .....	53
6.4 LA PAUVRETÉ PAR RÉGION.....	53
<b>7. FACTEURS « EXPLICATIFS » DE L'INDICE SYNTHÉTIQUE DE PAUVRETÉ.....</b>	<b>55</b>
7.1 MÉTHODOLOGIE D'ESTIMATION.....	55
7.2 LES MÉNAGES DE PENSIONNÉS.....	56
7.3 LES AUTRES MÉNAGES.....	58
7.3.1 <i>L'urbain dense</i> .....	59
7.3.2 <i>L'urbain</i> .....	59
7.3.3 <i>L'intermédiaire</i> .....	60
7.3.4 <i>Le rural avec foncier élevé</i> .....	60
7.3.5 <i>Le rural</i> .....	60
7.3.6 <i>Le rural profond</i> .....	60
7.4 EXAMEN DES RÉSULTATS.....	61
<b>8. EXAMEN DE L'INDICE SYNTHÉTIQUE DE PAUVRETÉ OBTENU POUR TOUS LES MÉNAGES BELGES SUR BASE DU DATAWAREHOUSE DE LA BCSS.....</b>	<b>63</b>
8.1 TRAITEMENT DES PERSONNES POUR QUI LE STATUT SOCIO-PROFESSIONNEL EST INCONNU.....	63
8.2 COMPARAISON DES RÉSULTATS OBTENUS POUR L'INDICE SYNTHÉTIQUE DE PAUVRETÉ SUR BASE DES RÉGRESSIONS AVEC LES RÉSULTATS ORIGINAUX.....	64
8.3 COMPARAISON DES RÉSULTATS OBTENUS EN TERMES DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE SUR BASE DE LA BCSS ET DE EU-SILC.....	67
8.4 RÉSULTATS DÉTAILLÉS OBTENUS SUR BASE DES DONNÉES DE LA BCSS.....	68
8.5 REPRODUCTION DES RÉSULTATS DANS LE FUTUR.....	76
<b>9. CONCLUSIONS.....</b>	<b>77</b>
<b>10. BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>80</b>
<b>11. ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>91</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>92</b>
<b>1. LA DISTANCE MOYENNE PONDÉRÉE AUX DIFFÉRENTS SERVICES HOSPITALIERS.....</b>	<b>92</b>
<b>2. VARIABLES AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DE LA TYPOLOGIE RURALE.....</b>	<b>93</b>
<b>3. RÉSULTATS DES RÉGRESSIONS LINÉAIRES.....</b>	<b>95</b>
3.1 LES MÉNAGES DE PENSIONNÉS.....	96
3.2 LES AUTRES MÉNAGES.....	97
3.2.1 <i>Urbain dense</i> .....	97
3.2.2 <i>Urbain</i> .....	97
3.2.3 <i>Intermédiaire</i> .....	98
3.2.4 <i>Rural avec foncier élevé</i> .....	98
3.2.5 <i>Rural</i> .....	99
3.2.6 <i>Rural profond</i> .....	99
<b>4. CARTES DE LA PART DES PERSONNES DE PLUS DE 64 ANS ET DES INDÉPENDANTS.....</b>	<b>100</b>
<b>5. PART DES PERSONNES PAUVRES D'APRÈS L'INDICE SYNTHÉTIQUE DE PAUVRETÉ (SECTEUR STATISTIQUE) .....</b>	<b>101</b>
<b>6. ESTIMATION DU NOMBRE DE PERSONNES PAUVRES PAR COMMUNE.....</b>	<b>102</b>

## 1. INTRODUCTION

Cette étude a été réalisée et financée dans le cadre du programme 'AGORA' par la SPP Politique scientifique, à la demande du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

La pauvreté rurale a peu été étudiée en Belgique et la plupart des études existantes se sont focalisées sur les régions urbaines où la pauvreté est plus concentrée et davantage perceptible. Or, il est à présent établi que la problématique de la pauvreté ne se décline pas de la même manière selon que l'on habite en ville ou à la campagne. En milieu rural, le logement est moins cher mais le parc locatif est restreint et, de manière générale, l'accessibilité aux services et aux emplois est moins bonne (manque de transports publics, éloignement des écoles et des commerces, nécessité de disposer d'un véhicule, ...).

Ce projet AGORA a dès lors pour objectif d'étudier et de mesurer la pauvreté en Belgique et plus spécifiquement dans le monde rural pour lequel il existe peu de données. À l'inverse de beaucoup d'autres études, ce projet privilégie une analyse quantitative du phénomène de la pauvreté.

En Belgique, seul l'atlas des quartiers défavorisés en Flandre et à Bruxelles de Kesteloot *et al.* (2008) aborde la problématique de la pauvreté à une échelle locale pour toute la Flandre et Bruxelles et, par conséquent, également pour le monde rural. Vandermorten *et al.* (2006) a produit un atlas des quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges.

Ces études déterminent des quartiers défavorisés (ou plutôt des secteurs statistiques défavorisés<sup>1</sup>) sur base d'une combinaison d'indicateurs calculés à l'échelle de l'entité territoriale qui reflètent des difficultés sociales au sein d'un secteur statistique. Cette approche fournit de meilleurs résultats en milieu urbain car la pauvreté y est généralement plus concentrée dans certains quartiers. Lorsqu'un secteur statistique réunit des quartiers fortement hétérogènes, les résultats d'une telle approche doivent être lus avec précaution. Ce problème est d'autant plus délicat dans les zones rurales où l'on sait que la pauvreté est spatialement plus dispersée en raison d'une contrainte de coût du foncier moins forte. De plus, ces deux études exploitent principalement les données de la dernière enquête socio-économique générale qui ne sera plus reconduite à l'avenir.

En Europe, d'autres pays ou régions ont également cherché à se doter d'indicateurs pertinents pour mesurer la pauvreté à une échelle territoriale fine qui prenne en compte les difficultés spécifiques aux zones rurales. Parmi ceux-ci, l'Irlande et le Royaume-Uni ont entamé une réflexion sur les meilleurs instruments pour mesurer la pauvreté à une échelle locale. L'expérience la plus aboutie dans ce domaine semble celle menée en Écosse qui dispose d'un indice multiple de pauvreté d'existence. Cet indice multiple de pauvreté d'existence, qui a régulièrement été amélioré depuis sa création en 2003, classe ordinalement les 6505 entités territoriales qui composent l'Écosse de la plus défavorisée à la plus favorisée. Un indicateur relativement complexe a en outre été mis au point pour évaluer l'accessibilité de chaque entité. Celui-ci intègre la durée du trajet pour se rendre à différents services (médecin, école, commerces, bureau de poste et station essence) en voiture et en transports en commun.

---

<sup>1</sup> Le secteur statistique est la plus petite entité administrative en Belgique, c'est-à-dire le niveau territorial le plus petit pour lequel des données sont disponibles. Plus de détails sur les secteurs statistiques en Belgique sont fournis à la section 3.3.

Étant donné que la pauvreté est davantage dispersée en milieu rural, nous avons choisi de travailler avec des données individuelles pour étudier la pauvreté à une échelle locale pour l'ensemble de la Belgique. Une telle approche permet de quantifier le nombre de personnes considérées comme pauvres au sein d'une entité spatiale et non de qualifier l'entité spatiale elle-même. À notre connaissance, cette étude est la première à exploiter des données individuelles pour mesurer la pauvreté rurale.

Schématiquement, cette recherche sera effectuée selon deux grandes étapes. Dans un premier temps, nous nous concentrons sur la compréhension approfondie de la pauvreté rurale et de ses spécificités par rapport à la pauvreté urbaine. Cette étape est fondée en grande partie sur l'analyse de l'enquête EU-SILC qui contient des informations très complètes sur les revenus et les conditions de vie de 6300 ménages en Belgique.

Dans un deuxième temps, nous utilisons la compréhension de la pauvreté en milieu rural acquise précédemment pour attribuer à chaque ménage belge un indice de pauvreté. Cet indice sera calculé au moyen des données individuelles de sécurité sociale contenues dans le datawarehouse de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS) et de variables contextuelles reflétant les spécificités du lieu de résidence (en termes de services, d'emploi, de logement, de transport public, ...).

En pratique, ce projet est structuré de la manière suivante. La section 2 présente une revue détaillée de la littérature relative aux spécificités de la pauvreté rurale, ses causes et les groupes à risque.

La section 3 décrit les principales données utilisées ; à savoir l'enquête EU-SILC, la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale et une série de variables contextuelles destinées à prendre en compte les spécificités de la pauvreté rurale. Ces dernières sont le fruit d'un important travail de collecte et d'élaboration de nouvelles données estimées le plus souvent à l'échelle des secteurs statistiques.

La section 4 définit une typologie de l'espace qui propose une division de l'espace en 6 catégories : l'urbain dense, l'urbain, l'intermédiaire, le rural avec foncier élevé, le rural et le rural profond. Cette typologie est construite de manière spécifique en fonction de la problématique étudiée sur base d'une série de déficits en matière de services et d'accessibilité.

La section 5 examine diverses notions de pauvreté proposées dans la littérature. Au vu des problèmes soulevés par les mesures envisagées, une nouvelle mesure de pauvreté est définie (appelée indice synthétique de pauvreté) sur base des données contenues dans EU-SILC. Cet indice synthétique de pauvreté a comme caractéristique de prendre en compte un très large éventail de manifestations de pauvreté (ou de non pauvreté) tout en attachant davantage d'importance à celles qui sont concentrées chez les bas revenus.

La section 6 analyse la pauvreté au moyen de l'enquête EU-SILC dans les différents types d'environnement définis. Nous examinons d'abord les catégories de ménages les plus touchées et ensuite les spécificités de la pauvreté dans chacun des différents environnements

La section 7 utilise l'enquête EU-SILC pour déterminer les variables permettant d'expliquer l'indice synthétique de pauvreté des ménages. Ces variables explicatives seront de deux types : d'une part les variables de sécurité sociale (revenu, statut socioprofessionnel, composition du ménage, ...) et d'autre part les variables contextuelles (présence des services, desserte en transports en commun, ...).

La section 8 exploite les relations mises en évidence à la section précédente pour les appliquer à l'ensemble de la population belge grâce aux données individuelles contenues dans la base de données de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS). De la sorte, on obtient une prévision de l'indice synthétique de pauvreté pour chaque ménage belge. Par la même occasion, grâce au calcul des revenus des ménages, nous pouvons comparer les résultats de la pauvreté estimée au moyen de l'indice synthétique de pauvreté avec ceux de la pauvreté monétaire.

La section 9 conclut l'étude.

## 2. LITERATUUROVERZICHT

### 2.1 INLEIDING

Deze literatuurstudie behandelt het fenomeen van plattelandsarmoede in internationaal (vooral Europees) perspectief. Achtereenvolgens worden de begrippen platteland en armoede, achterstelling en sociale uitsluiting gedefinieerd. Vervolgens wordt de eigenheid van plattelandsarmoede geduid door 1) een discussie van meetproblemen van plattelandsarmoede 2) een analyse van specifieke uitsluitingsmechanismen op het platteland en 3) een bespreking van hoe deze mechanismen bij specifieke doelgroepen voor specifieke risico's op armoede en sociale uitsluiting zorgen.

### 2.2 WAT IS HET PLATTELAND?

In internationale definities van het platteland worden verschillende soorten indicatoren gebruikt (Bailey et al., 2003).

De meest eenvoudige, en meest gebruikte is die van bevolkingsdichtheid (OECD, 1994; De Ferranti et al. 2005).

Een andere indicator is de afstand tot een grotere stad, die eigenlijk een indicator vormt voor toegankelijkheid tot voorzieningen. De gevonden classificaties definiëren afstand tot een kern echter niet op basis van het gemeten voorzieningenaanbod maar op basis van bevolkingsaantal (Scottish Executive 2004; De Ferranti et al. 2005).

Ook landgebruik wordt soms als indicator aangenomen, met name het verschil tussen aaneengesloten bebouwing en open landschap (Walsh, 2000); al zijn in sommige landen de grenzen tussen de twee types landgebruik niet altijd scherp en rest dan de vraag naar de minimale grootte van een kern met aaneengesloten bebouwing om die te onderscheiden van het omringende platteland. Een piste die daarbij wel eens wordt gevolgd is een classificatie niet op basis van bevolkingsgrootte, maar op basis van niveau van het voorzieningenaanbod.

Een vierde indicator die soms wordt gebruikt is tewerkstelling in de primaire sector (Leavy, 2001; Frawley et al., 2005).

Geen van deze indicatoren gaat echter in op factoren die direct relevant zijn voor armoede of sociale uitsluiting (al zou afstand tot voorzieningen, indien direct gemeten hiermee wel in verband kunnen worden gebracht. Haase & Walsh (2007) geven daarom ook aan dat dergelijke indelingen tussen stad en platteland in de eerste plaats nuttig zijn voor een algemene beschrijving van de context en een provisoire ruwe typologie kunnen opleveren, maar dat voor een analyse met betrekking tot plattelandsarmoede toch specifiekere indicatoren moeten worden gevonden.

Een definitie van ruraliteit in Europe moet echter rekening houden met de sterke onderlinge verwevenheid van stad en platteland. Stedelijke en plattelandsgebieden zijn door een verbeterde transport- en communicatietechnologie in toenemende mate met elkaar verbonden door stromen van mensen, geld, goederen, diensten en grondstoffen (Giarchi 2006, Lowe and Speakman 2006, Shucksmith et al. 2006, Milbourne 2007). De contrasten tussen plattelandsgemeenten zijn soms groter dan tussen stad en platteland (Manthorpe et al, 2004; Pugh, 2004; Chakraborti and Garland, 2004; Labrianidis, 2004).

## 2.3 ARMOEDE, ACHTERSTELLING OF SOCIALE UITSLUITING

### 2.3.1 Armoede

Armoede wordt over het algemeen beschouwd als een gebrek aan materiële bestaansmiddelen (inkomensarmoede). Armoede-onderzoekers kwamen al vroeg tot de vaststelling dat armoede een te eenzijdige kijk geeft op een brede waaier aan met elkaar verbonden problemen. Daarom zijn in de afgelopen decennia een aantal andere concepten in voege getreden.

### 2.3.2 Achterstelling

Een eerste uitbreiding van het concept armoede kwam er met de introductie van het concept 'achterstelling' (deprivation). Vooral de definitie van Townsend (1993) heeft in Europa een belangrijke invloed gehad en het concept achterstelling ingang doen vinden.

Townsend benadrukt daarin het *relatieve karakter* van achterstelling door de levenssituatie van mensen te vergelijken met een sociale consumptienorm die in een bepaalde regio als norm voor een 'menswaardig leven' wordt beschouwd (zie ook Coombes et al., 1995). Een latere, verfijnde versie van zijn originele formulering stelt:

*"Deprivation takes many different forms in every known society. People can be said to be deprived if they lack the types of diet, clothing, housing, household facilities and fuel and environmental, educational, working and social conditions, activities and facilities which are customary, or at least widely encouraged and approved, in the societies to which they belong."* (Townsend (1987), p.126)

Townsend's definitie is *multi-dimensionaal* (men kan op verschillende vlakken achtergesteld zijn, bv. wel een aanvaardbaar dieet hebben maar geen aanvaardbare huisvesting) en veronderstelt dat het wordt gemeten op de verschillende dimensies; veelal wordt ook van meervoudige achterstelling gesproken.

Townsend's definitie is een die focust op een *brede definitie van levenskwaliteit*, en beperkt zich daarom niet tot het zuiver materiële, maar heeft het ook over sociale dimensies zoals werksituatie, activiteiten, opleidingsniveau, die meer betrekking hebben op sociale participatie.

Tenslotte definieert Townsend deprivatie ook op het *niveau van het individu*; de omgeving wordt in de meting niet meegenomen; dit in tegenstelling tot ruimtelijke achterstellingsmaten die het leven in een bepaalde omgeving ook als een mogelijke achterstellingsfactor definiëren (bv. Kesteloot et al., 1996).

Voor Townsend is achterstelling niet hetzelfde als inkomensarmoede. Hij benadrukt wel dat er een relatie bestaat tussen armoede en achterstelling, in de zin dat er een drempel bestaat in de inkomensverdeling vanaf dewelke men kan veronderstellen dat de kans om op verschillende terreinen achtergesteld te zijn significant toeneemt (Townsend et al, 1988). Niet iedereen is het met zo'n dichotome analyse eens; Piachaud (1987) en Ringen (1988) benadrukken dat de relatie meer continu is en dat er geen scherpe overgang waar te nemen valt.

Townsend benadrukt ook dat om 'inkomensarmoede' vast te stellen niet enkel het directe inkomen uit arbeid of uitkeringen, maar ook onrechtstreekse inkomens uit vastgoed, spaargeld of schulden moeten worden in rekening gebracht (zie ook Nolan & Whelan, 1996). Natuurlijk zijn deze onrechtstreekse inkomens vaak gerelateerd aan de mogelijkheid om in een voorgaande periode directe inkomens te accumuleren (bv. pensioensarmoede is heel vaak gerelateerd aan het arbeidsverleden), en geldt dit zelfs over generaties heen (wat generaties door kunnen geven aan indirecte inkomens is ook verbonden met wat de vorige generaties aan inkomsten uit arbeid hebben kunnen vergaren).

Een tweede vorm waarin 'inkomens' kan worden verruimd is door te kijken naar toegankelijkheid van overheidsvoorzieningen (waarvoor een deel van het inkomen werd gecollectiveerd); de ongelijke toegang tot gezondheidszorg, scholen, vervoer, etc. kan worden beschouwd als een ongelijke toegang tot geaccumuleerd indirect inkomen. Met een dermate ruime definitie komt men eigenlijk al op het terrein van de 'sociale uitsluiting'.

### 2.3.3 Sociale uitsluiting

'Sociale uitsluiting' is een term die meestal duidt op het multidimensionele en dynamische karakter van achterstelling. Er wordt een proces mee geduid, in plaats van een toestand, en het duidt eigenlijk ook al op oorzaken in plaats van enkel gevolgen (Room, 1995).

Sociale uitsluiting geeft ook, in vergelijking met achterstelling, meer gewicht aan de sociale of relationele dimensies van achterstelling in vergelijking met de materiele dimensies. Sociale uitsluiting wordt dan ook meestal gebruikt door auteurs die de nadruk willen leggen op de rol die sociale, culturele of politieke marginalisering speelt voor maatschappelijke achterstelling (Levitas, 1998; Hills et al, 2002). Bij deze auteurs speelt toegang tot betaald werk (en de daarmee gepaard gaande sociale netwerken, zelfachting, etc... zie (Burchardt et al., 1999; 2002.) een belangrijkere rol dan inkomen.

Andere visies op sociale uitsluiting leggen de nadruk op de interrelatie tussen uitsluiting en zelf-uitsluiting en spreken van een 'culture of deprivation' bij groepen die door de mazen van het net van wederzijdse rechten en verplichtingen in een maatschappij vallen (Room, 1995), deze auteurs benadrukken een meer 'morele' dimensie van uitsluiting (Philip & Shucksmith, 2003 noemen dit de 'no morals' dimensie).

Nadat sociale uitsluiting werd opgenomen als officieel EU-beleidsconcept in het verdrag van Maastricht, heeft de term een hoge vlucht gekregen. Verschillende auteurs hebben het begrip verder uitgewerkt (Meert, Mistiaen & Kesteloot, 1997; Commins, 2004; Philip and Shucksmith, 2003; Reimer, 2004). Deze auteurs heroriënteren het begrip 'sociale uitsluiting' in de richting van 'uitsluiting van de systemen waarlangs bestaansmiddelen worden verdeeld binnen de samenleving' en inspireren zich op de antropologische economie van Karl Polanyi. Meert, Mistiaen & Kesteloot identificeren 3 principes die de circulatie van bestaansmiddelen in de samenleving reguleren: herverdeling, wederkerigheid en markt; in later werk zal vooral Meert onderzoeken welke praktijken en situaties tot uitsluiting, dan wel insluiting leiden op een of meerdere van deze domeinen (Meert, 2000b; Meert, 2001). Philip and Shucksmith (2003) en Reimer (2004) leggen dan weer meer de nadruk op de sociale relaties die deze 'sferen' van toegang tot bestaansmiddelen reguleren, en spreken van uitsluiting uit markt relaties, uitsluiting uit bureaucratische of administratieve relaties, uitsluiting uit associatieve relaties of collectieve mobilisaties, en tenslotte uitsluiting uit gemeenschapsrelaties gebaseerd op gedeelde identiteit en sociale contacten (Reimer, 2004). "Exclusion and inclusion can occur with respect to any or all of these types of relationships, simultaneously creating both distributional and relational manifestations of the problem" (Reimer 2004, 78).

Desondanks blijft sociale uitsluiting een gecontesteerd begrip. Vooral de kritiek dat sociale uitsluiting, zoals achterstelling of armoede, de aandacht richt op een specifieke sociale groep, in plaats van te zoeken naar ruimere sociale structuren die ongelijkheid produceren, is moeilijk te weerleggen (Savage, 2003). Ondermeer daarom roept Shucksmith (2012) op om sociale uitsluiting en armoede te laten voor wat ze zijn, en terug de aandacht te richten op klasserelaties en ruimtelijke ongelijkheid.

## 2.4 ARMOEDE, ACHTERSTELLING EN SOCIALE UITSLUITING OP HET PLATTELAND

De dominante visie op armoede, achterstelling of sociale uitsluiting focust zich op de stedelijke context. Het meeste onderzoek gebeurt ook in die stedelijke context. Plattelandsarmoede lijkt in de literatuur en het beleid in Europa nagenoeg afwezig.

Dit heeft deels te maken met het tanend belang van het platteland voor de economie (de stedelijke bevolking, zeker in westerse landen, is veel groter dan de plattelandsbevolking; de stedelijke economie draagt ook veel meer bij tot het BNP en stelt veel meer mensen te werk). Ook zou de westerse 'rurale idylle' ons verblinden voor specifiek rurale vormen van achterstelling (Cloke et al, 1994, 1995; Philo, 1997; Milbourne, 1997; Meert et al., 2002; Halhead 2006). Niet alleen beleidsmakers of onderzoekers zien daardoor niet altijd de grote verschillen in materiële welstand; ook voor sommige achtergestelde groepen lijken de voordelen van het landelijke leven elementen van materiële achterstelling te vergoelijken (Meert, 2000; Oswald et al., 2003; Scharf en Bartlam, 2006).

Wat echter ook een rol speelt is de beperkte zichtbaarheid van achterstelling of armoede op het platteland. Waar de stedelijke vastgoedmarkt zorgt voor moeilijk te negeren concentraties aan achtergestelde groepen in specifieke gebieden, is in veel plattelandsgebieden achterstelling veel meer verspreid aanwezig, of slechts in kleinere concentraties (Schucksmith, 2000; Giarchi, 2006; Scharf en Bartlam, 2006). Bovendien is de meting van achterstelling sterk schaalafhankelijk (Huby et al., 2009). Vooral wanneer achterstellingsmaten op individueel niveau worden geconstrueerd, maar vervolgens in grotere ruimtelijke eenheden geaggregeerd, lijken plattelandsarmen onzichtbaar te worden. Zelden wordt stedelijke achterstelling op het niveau van mobiliteit, voorzieningen of toegankelijkheid van voorzieningen gemeten; de verschillen zijn binnen een stad niet volledig verwaarloosbaar maar toch relatief minder belangrijk.

Wanneer echter deze dimensie van achterstelling/sociale uitsluiting in rekening wordt gebracht, springen plattelandsgebieden sterker in het oog en worden op het platteland grote ruimtelijke verschillen zichtbaar. Achterstelling op het platteland lijkt met andere woorden een deels ander karakter te hebben dan in de stad (Scharf en Bartlam, 2006). Plattelandsarmoede/achterstelling dient dan ook gemeten te worden als een compositiemaat, waarbij de interactie tussen persoonlijke kenmerken en hulpbronnen, en omgevingskenmerken centraal moet staan (Frawley et al., 2005, Commins, 2004, Haase & Walsh, 2007). Een dergelijke aanpak leunt ook dichter aan bij de conceptualisering van sociale uitsluiting als uitsluiting van sociale relaties waarbinnen bestaansmiddelen circuleren (à la Meert, 2000b; Reimer, 2004), al blijft het om onrechtstreekse metingen van toegang tot deze relaties gaan.

Een dergelijke aanpak heeft echter ook een impact op het kostenplaatje. Terwijl individuele armoedekenmerken als bezittingen en inkomen in de meeste landen uit volkstelling- of administratieve databases kunnen worden gehaald, is het veel moeilijker om toegankelijkheid tot kansen, of de interactie tussen individuele en omgevingskenmerken te meten. Toch werden recent pogingen hiertoe ondernomen, met name om de onderbelichting van plattelandsgebieden te vermijden. In Ierland werd recent 'opportunity deprivation' in de berekeningen opgenomen (Haase & Pratschke 2005) en in Schotland deden Bailey et al. (2003; 2004) ook een poging om individuele en gebiedsgerelateerde kenmerken te combineren.

## 2.5 OORZAKEN VAN ARMOEDE EN SOCIALE UITSLUITING OP HET PLATTELAND

Armoede en sociale uitsluiting op het platteland heeft de afgelopen decennia slechts beperkte wetenschappelijke aandacht gekregen in westerse landen (zie Bertolini & Peragine, 2009 en Shucksmith, 2012 voor een recent overzicht). Onderzoek naar de oorzaken en achtergronden van armoede heeft zich voornamelijk toegespitst op een aantal thema's, die kunnen worden opgesplitst in externe oorzaken (vervoersarmoede, spatial mismatch, huisvestingsmarkt) en individuele kenmerken (jongeren, etnische minderheden, landbouwers, vrouwen).

In deze onderzoeken werden verschillende methoden gebruikt. Shucksmith and Chapman (1998), Chapman et al (1998), Shucksmith (2000) gebruikten een interdisciplinaire mixed-method aanpak, waarbij onder andere een longitudinal panel survey bij plattelandshuishoudens werd gebruikt. Milbourne (2004) gebruikte verschillende case-studies om de lokale context te benadrukken. Meert baseerde zich vooral op kwalitatieve methoden als interviews, participerende observatie en focusgroepen (Meert, 2008).

### 2.5.1 Woningmarkt

Plattelandsregio's worden vaak gekenmerkt door een lagere woonkwaliteit (Vanderstraeten, Loopmans & Vanneste, 2008). Bepaalde marginale woonvormen (caravan en woonwagen, weekendzonewoning, slecht uitgeruste uitgewoende private eigendomswoning) zijn typisch voor het platteland. Daarnaast worden in sommige vroeg-geïndustrialiseerde plattelandsregio's en kleinere plattelandsstadjes ook veel laagkwalitatieve huurwoningen gevonden, inclusief sociale huurwoningen.

Aan de andere kant zijn de meest algemene kleine, betaalbare woonvormen (huurappartementen en kamers) minder aanwezig op het platteland en kunnen de toegankelijkheid van de woningmarkt beperken (Vanderstraeten, Loopmans & Vanneste, 2008). Bovendien neemt de druk op de woningmarkt op het platteland sterk toe. Het platteland wordt in toenemende mate gezien als een gebied dat een grote levenskwaliteit biedt en wordt door betere transport- en communicatiemogelijkheden ontsloten voor meer mobiele sociale groepen (Swaffield & Fairweather, 1998; Meert & Bourgeois 2003). Vooral de meer mobiele zoeken het platteland op als een plek die betekenis geeft. "People's ability to talk of an enchanted landscape is premised on a contingent relationship to place. It is mobility between different places which allows people to use abstract aesthetic, ethical and pragmatic criteria to evaluate them," though this in turn lifts social groups out of the landscape (Savage 2010, 22).

Het platteland verliest zijn productieve, praktische functie en wordt steeds meer gezien als een plek voor recreatie, kwaliteitsvol wonen en toerisme voor de nieuwe mobiele middenklasse (Valentine & Holloway, 2001; Overbeek, Vader en Van der Elst, 2007). De influx van hogere inkomensgroepen op het platteland zorgt voor conflicterende belangen, ondermeer op de woningmarkt, waar suburbanisatie, tweede verblijven en pensioenmigratie de prijzen sterk opdrijft (Davis & Ridge, 1997; De Lima, 2011) en klasseverschillen aanscherpt (Struthers & Bokemeier, 2000). Sturzaker en Shucksmith (2011) tonen aan hoe deze conflicten ook een discursieve dimensie krijgen wanneer de nieuwe middenklassen het lokale beleid aan hun kant proberen krijgen en via planningsmaatregelen de uitsluiting van andere groepen afdwingen (Sturzaker & Shucksmith, 2011). De strijd over de rurale woningmarkt lijkt een strijd tussen hen die bewust kiezen voor het platteland als woonomgeving, en zij die er niet weggeraken.

## 2.5.2 Transport

Een gebrek aan transportmogelijkheden wordt steeds meer erkend als een belangrijke factor in sociale uitsluiting op het platteland (Hine and Mitchell, 2001, 2003; McCray and Brais, 2007; Osti, 2010; Stanley et al, 2011). Vaak is dit verbonden met een hoge leeftijd of een laag inkomen (Bevan et al. 2006). Op het platteland betekent toegang tot vervoer vaak ook toegang tot werk, opleiding, gezondheidszorg, winkels, en recreatie. Mobiliteit speelt ook een belangrijke rol in het onderhouden van sociale relaties. Vaak is openbaar vervoer niet adequaat en is privévervoer noodzakelijk om essentiële voorzieningen te bereiken (Gray et al., 2006; Halden et al., 2002; Pacione, 2004; Meert en Bourgeois, 2003); de auto is het belangrijkste vervoermiddel op het Europese platteland (Pucher and Renne 2005). Autobezit is met andere woorden een belangrijke factor in de levenskwaliteit in plattelandsgebieden (Gray et al., 2001; Nutley, 2005). Zo toonden studies aan dat wie afhankelijk was van het openbaar vervoer weliswaar gelijke afstanden aflegt als autobezitters, maar in hun activiteiten beperkt zijn tot openbaar vervoersassen en het tijds kader waarin openbaar vervoer wordt aangeboden, waardoor ze kansen op opleiding en jobs missen (Cass et al., 2005) en compromissen moeten sluiten tussen bv. werk- en andere activiteiten (Kamruzzaman & Hine, 2012). Op het platteland wordt immers veel, en over lange afstanden gependeld naar werk (Moss et al. 2004; Partridge and James 2005).

Daarnaast zorgt het veralgemeend autobezit op het platteland ook voor een dwingende consumptienorm, waarbij autobezit een belangrijk statussymbool wordt (Geus 2003). Veralgemeend autobezit heeft bovendien, zo is uit vele studies gebleken, een negatief effect op voorzieningendichtheid: Doordat autobezitters kiezen om eerder grote afstanden af te leggen voor multipurpose shopping of naar grotere of goedkopere voorzieningen met meer keuze of kwaliteit, dan lokale voorzieningen te gebruiken, heeft dit vaak tot het verdwijnen van deze lokale voorzieningen waar niet-autobezitters van afhankelijk zijn (Pinkerton et al. 1995; Findlay et al. 2001; Bowden and Moseley 2006; Powe and Hart 2009).

Maar autobezit bepaalt niet alles. Zo waarschuwen Kamruzzaman & Hine (2012) dat bepaalde groepen, zelfs als ze een wagen bezitten, toch vervoersarm kunnen zijn omdat ze het gebruik ervan dienen te beperken tot het strikt noodzakelijke (zie ook Mc Donagh, 2006). Men kan dan spreken van 'gedwongen' autobezit. Een studie uit Schotland toonde bijvoorbeeld aan dat op het platteland autobezit een van de laatste dingen was waarop werd bespaard door gezinnen (Gray et al., 2006). Waar men, zoals in afgelegen plattelandsgebieden, structureel afhankelijk is van een wagen om te overleven, zijn 'gedwongen' autobezitters vaak verplicht om eerder te besparen op het gebruik ervan, dan dat ze de basisinvestering proberen te vermijden. Currie et al. (2009) ontdekten dat gedwongen autobezitters deze systematisch minder gebruikten, en kortere trips aflegden, dan tweewagenbezitters. Wie geen wagen bezit is op het platteland vaak afhankelijk van vrienden en kennissen die wel een auto bezitten voor noodzakelijke trips.

Vervoersarmoede moet worden beschouwd als een combinatie van een gebrek aan toegang tot transport en de voorzieningen die men ermee wil bereiken (De Lima, 2011). Zo bleken in een Ierse studie plattelandsbewoners die niet over geschikt vervoer beschikten, maar in een gemeente woonde met goede voorzieningen, toch tevreden zijn over hun levenskwaliteit (Kamruzzaman & Hine, 2012). Wie geen toegang heeft tot geschikt vervoer maar in een goed voorziene gemeente woont, kan dus niet automatisch als vervoersarm worden beschouwd (Currie et al., 2009; Kamruzzaman et al., 2011). Ook de aard van de voorzieningen speelt een rol. Zo bleek uit een recente Britse studie dat afstand een belangrijke factor was voor frequent gebruikte, noodzakelijke voorzieningen als postkantoren, maar dat voor minder frequent gebruikte, 'optionele' voorzieningen als een bibliotheek naast afstand ook andere factoren een rol beginnen te spelen, zoals kostprijs van de voorziening, sociale afstand, informatie (Comber, Brunsdon & Philips, 2012).

Zowel het aanbod aan voorzieningen als het aanbod aan vervoer kunnen variëren doorheen de tijd (bv. openingsuren winkels, weekendschema's voor openbaar vervoer) (Dodson et al., 2007; Kwan and Weber, 2008; Weber and Kwan, 2003; Wu and Hine, 2003). Dit betekent dat sociale uitsluiting ook sterk afhangt van de tijdstippen waarop men nood heeft aan mobiliteit en toegang tot voorzieningen. Daarom zal vervoersarmoede erg afhankelijk zijn van de specifieke noden van een individu of sociale groep, en van de voorzieningen die op een bepaalde plaats op bepaalde tijdstippen aanwezig zijn; onderzoek hiernaar staat echter nog in zijn kinderschoenen (Gray et al., 2006; Miller, 2006; Buliung et al., 2008; Comber, Brunson & Philips, 2012). Toegankelijkheid is met andere woorden een combinatie van ruimtelijke en sociale factoren (Farrington en Farrington, 2005).

### **2.5.3 Aanbod aan diensten**

Plattelandsgebieden zijn heel divers wat betreft het aanbod aan goederen en diensten (Nutley, 1985; Cloke et al., 1994; Gray, 2000; Higgs and White, 2000), wat een belangrijke impact heeft op de levenskwaliteit van hun bewoners.

Voor wie nood heeft aan gezondheidsvoorzieningen, kan afstand tot die voorzieningen en transportmogelijkheden een even grote drempel betekenen als de kostprijs van de voorziening zelf (Shucksmith et al. 2006, p. 51). Men spreekt in deze context soms van 'afstandsverval', het effect waarbij mensen de consumptie van diensten uitstellen omwille van de afstand (Swindlehurst 2005, Rygh and Hjortdahl 2007). Dit kan vervolgens een negatief effect hebben op hun gezondheidstoestand. In verschillende landen hebben besparingen in de gezondheidszorg niet alleen de afstand tot voorzieningen doen toenemen (door bv. fusies in scholen, zoals in Denemarken –Korintus en Moss, 2004), maar heeft men in landelijke gebieden ook steeds meer experimenten ontwikkeld met mobiele voorzieningen of met 'sociale huizen' waar verschillende diensten worden gecombineerd op een centrale plek (Countryside Agency, 2003; Moseley et al., 2004).

Ook de sociale drempel om toevlucht te zoeken tot sociale voorzieningen kan groter zijn in landelijke gebieden dan in de stad (Scharf en Bartlam, 2006), door een gebrek aan anonimiteit en grotere sociale controle (Parr & Philo, 2003). Schuldgevoelens en de nood om de eigen privacy te beschermen kunnen dan groter zijn dan de nood aan hulp (Innes et al., 2005; Pugh, 2006).

### **2.5.4 Sociaal kapitaal**

Toegang tot sociaal kapitaal wordt steeds vaker als een belangrijke factor van sociale uitsluiting gezien op het platteland (Meert, 2000b; Shucksmith, 2004; Onyx et al., 2005; Gray et al., 2006). De idylle van de hechte, solidaire plattelandsgemeenschap werd al meermaals doorprikt door het besef van het bestaan van diverse, niet altijd even ondersteunende sociale netwerken. Desondanks is toegang tot sociaal kapitaal een beslissende factor in de overlevingsstrategieën van vele plattelandsbewoners (Meert, 2000b). Gray et al. (2006) tonen bijvoorbeeld aan dat vervoersarmoede en toegankelijkheid van diensten ook mede wordt bepaald door het sociale kapitaal waarover men beschikt; 'meeliften' met autobezitters blijkt een courante praktijk op het platteland.

## 2.6 RISICOGROEPEN

### 2.6.1 Jongeren

Plattelandsarmoede en sociale uitsluiting bij jongeren krijgt het laatste decennium steeds meer onderzoeks aandacht (zie Francis, 1999; Baur en Burrman, 2000; Dax, Machold & Meisinger, 2003; Jentsch en Shucksmith, 2004; Shucksmith, 2004; Auclair en Vanoni, 2004; Commission for rural communities, 2005; Furlong en Cartmel, 2007). Lang werd het platteland beschouwd als een goede plek om kinderen te laten opgroeien. Kinderen, zowel als ouders, beschrijven het platteland vaak als een veilige plek om op te groeien (Valentine, 1997; Francis 1999; Matthews et al., 2000). De laatste jaren benadrukt onderzoek echter steeds vaker de diversiteit aan ervaringen van verschillende groepen kinderen. Vooral tieners en adolescenten blijken daarbij eerder gemengde gevoelens te hebben bij het platteland (Matthews et al., 2000; Glendinning et al., 2003). Ze beschouwen het platteland vaak als saai en belemmerend voor hun ontwikkeling en missen de leermogelijkheden die in meer stedelijke omgevingen worden aangeboden (Davis & Ridge, 1997; Valentine & Holloway, 2001). Deze negatieve gevoelens gaan vaak samen met een idyllisch beeld over identiteit en verbondenheid met de lokale gemeenschap die ze delen met hun ouders (Laegran, 2002). De literatuur over jongeren en plattelandsachterstelling identificeert een aantal structurele nadelen die karakteristiek zijn voor het platteland en toont aan dat het platteland als sociaal-geografische context een belangrijke rol speelt in de ervaringen van achtergestelde jongeren (Glendinning et al., 2003; Geldens en Bourke, 2008; Nugin, 2008).

#### 2.6.1.1 Gebrek aan kansen en voorzieningen

Kinderen in arme gezinnen ervaren op het platteland vaak bijkomende moeilijkheden (Davis & Ridge, 1997). In vergelijking met stedelijke achtergestelde buurten hebben plattelandsgebieden vaak een tekort aan sociale, gezondheids, pedagogische en recreatieve voorzieningen voor jongeren (Struthers & Bokemeier, 2000; Dunkley & Panelli, 2007).

Amerikaanse studies gaven bijvoorbeeld aan dat beperkingen op het vlak van kinderopvang en naschoolse opvang op het platteland ouders kunnen hinderen bij het vinden van werk (Struthers & Bokemeier, 2000). Gebrek aan (toegankelijke) recreatieve voorzieningen zorgt dan weer voor stress en frustratie bij plattelandsgezinnen (Trussel & Shaw, 2007).

Gebrekkige opleidingsmogelijkheden beperken jongeren dan weer in hun kansen op de arbeidsmarkt. In studies uit Groot-Brittannië werd beschreven hoe daar een duaal arbeidssysteem bestaat met een nationaal functionerende, goed betalende arbeidsmarkt voor relatief hoogopgeleiden, en lokale, minder goed betalende en minder stabiele arbeidsmarkten op het platteland voor lager opgeleiden (Rugg and Jones 2000; Furlong and Cartmel 1997). In een vergelijking tussen Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk bleken jonge mensen vooral op het platteland in laagbetaalde jobs te zitten (Muilu et al., 2004).

Waar jongeren moeilijk toegang hebben tot goede opleidingsmogelijkheden door een beperkt of te specifiek op de lokale arbeidsmarkt toegespitst aanbod, riskeren ze gevangen te worden in deze lokale arbeidsmarkten waardoor hun kansen op sociale mobiliteit sterk worden beperkt. De kwetsbaarheid van zulke lokale arbeidsmarkten kwamen goed tot uiting in de grote 'Farm Crisis' in de Amerikaanse Midwest, toen het verdwijnen van massa's jobs in de landbouwsector leidde tot een grote toename van de armoede; de regio kent nu een bijzonder hoog armoederisico voor kinderen.

Omdat kinderen en jongeren niet over goede autonome vervoersmogelijkheden beschikken, worden zij bovendien des te erger getroffen door afwezigheid of grote afstand tot voorzieningen, en door competitie tussen verschillende groepen om de schaarse voorzieningen. (Davis & Ridge, 1997). Kinderen uit arme gezinnen worden dubbel getroffen omdat ook hun ouders vaak beperkt zijn in hun vervoersmogelijkheden en prioriteiten moeten kiezen wanneer voorzieningen moeten worden bereikt. Voor jongeren op het platteland is autobezit een voorwaarde om een job te vinden. Ze zijn echter vaak positief over de toekomst omdat ze ervan uitgaan dat naarmate hun leeftijd vordert hun individuele mobiliteit zal verbeteren en (omdat ze bijvoorbeeld een auto kunnen kopen of zich een taxi kunnen permitteren). Toch zijn er belangrijke klasseverschillen te vinden in autobezit. Zo toonden Storey en Brannen (2000) aan hoe jongeren uit de arbeidersklasse gemiddeld twee jaar later een rijbewijs haalden en een wagen bezaten dan jongeren uit de middenklasse.

### **2.6.1.2 Jongeren onder meer stringente, verstikkende controle**

Jonge mensen op het platteland kunnen aanvullende uitsluiting ervaren door hun zichtbaarheid op het platteland. In een landschap gedomineerd door volwassenen worden jongeren vaak als storend ervaren; ze worden geassocieerd met overlast en criminaliteit (Matthews et al., 1999; Kraack and Kenway, 2002). Wanneer ze in kleinere plattelandsgemeenschappen leven, kan het leven van jongeren sterker dan in de stad worden beknot door de dominantie van volwassenen waaraan men niet kan ontsnappen (Davis en Ridge, 1997). Jongeren ervaren vaker een gevoel van machteloosheid (Davis & Ridge, 1997; Matthews et al., 2000) en worden minder vaak betrokken bij beslissingen en bij het gemeenschapsleven dan stedelijke jongeren (Matthews et al., 2000; Freeman, Nairn & Sligo, 2003). Voor lagere inkomensgroepen zijn deze effecten des te sterker omdat hun gedrag vaak als nog sociaal onwenselijker wordt beschouwd.

Doordat een eigen plek voor jongeren en kinderen vaak ontbreekt, leeft de jeugd in het platteland een zeer zichtbaar leven, als het ware onder een panopticon van volwassenen (Leyshon, 2003; Panelli et al., 2002, Glendinning et al., 2003; Laegran, 2007). "For rural youth, marginality is in part founded upon adult surveillance and regulation of activities and spaces within the countryside" (Leyshon 2003, p. 236).

Ook onderling, zo toont Leyshon (2003) aan, vinden processen plaats van 'othering' voor al wie afwijkt van de norm. De dominantie van traditionele normen en waarden kan jongeren onderdrukken in hun zoektocht naar identiteit (Geldens en Bourke, 2008), maar heeft ook effecten op hun mogelijkheden op maatschappelijke integratie via bv. onderwijs en arbeidsmarkt; zo worden vrouwen soms gedwongen zich te beperken tot 'vrouwenwerk' of worden mannen geacht in de voetsporen van de vader te treden (Shucksmith, 2004; Schäfer, 2010). Deze grotere sociale controle op het platteland kan enerzijds als veilig en zorgzaam worden ervaren, maar is voor velen ook een kwestie van onderdrukking en controle (Matthews & Tucker, 2007). Jongeren zullen trachten om in hun dagelijkse leven aan deze controle te ontkomen of deze uit te dagen (Panelli et al., 2002).

### **2.6.2 Ouderen**

Europa wordt gekenmerkt door toenemende vergrijzing, en deze slaat des te meer toe op het platteland dan in de stad (Grundy 2006; Giarchi 2006, Shucksmith et al. 2006). De migratiebalans, vooral bij jongere mensen, is in de meeste landelijke gebieden eerder negatief, wat verder bijdraagt aan de veroudering van de bevolking (Tsakoglou and Panppoulou 1998; Scottish Executive 2004; Halhead 2006; Polverini and Lamura 2005). Vooral afgelegen plattelandsgebieden worden sterk door ontvolking en vergrijzing getroffen. Tegelijk zorgt pensioensmigratie in meer centrale delen van Europa (en ook naar meer zuidelijke Europese staten) voor een positieve migratiebalans bij oudere leeftijds-categorieën (Moreton et al., 2005, Lowe and Speakman, 2006). Ouderen op het platteland worden door een aantal specifieke problemen getroffen.

### **2.6.2.1 huisvesting**

Ouderen hebben vaak behoefte aan aangepaste woningen (serviceflats, appartementen, centraal gelegen woningen). Het aanbod aan geschikte huisvesting is een belangrijke factor om ouderen een plaats te geven in plattelandsgebieden. Een gebrek aan aangepaste huisvesting voor oudere mensen kan hen voor moeilijke keuzes stellen tussen het opgeven van het sociale netwerk en het vinden van een leefbare woning. In perifere delen van Europa is het gebrek aan geschikte huisvesting acuut (Giarchi, 2006). Maar ook in meer centrale regio's als Engeland kunnen lokale tekorten bestaan aan geschikte en betaalbare woningen (Bevan et al., 2006).

### **2.6.2.2 Sociaal kapitaal**

Zorgbehoevende ouderen steunen vaak op familie- en sociale netwerken (Pfau-Effinger 2005). Verschillende studies hebben aangetoond hoe sociaal kapitaal bij ouderen een belangrijke factor betekent voor de levenskwaliteit (Gilmour et al, 2004). Ernstige zorgbehoeften kunnen echter ook leiden tot sociale isolatie en stigmatisering, zowel voor de zorgbehoevende als voor diegenen in het sociale netwerk die blijven instaan voor de zorgverlening (Parr et al., 2004; Innes et al. 2005, Mind,2007).

Maar ouderen zelf dragen ook vaak bij tot de ontwikkeling van sociaal kapitaal in plattelandsgebieden (Lowe and Speakman 2006). Ze steunen bijvoorbeeld jongere generaties materieel of zorgen voor kinderopvang, en investeren in het vrijwilligersleven in hun gemeente (Wenger 2001, Attias-Donfut et al. 2005, Le Mesurier 2006, Lowe and Speakman 2006). Pensioen- en terugkeermigratie van ouderen (die investeren in de opbouw van sociale netwerken in hun nieuwe thuisbasis) kan zorgen voor de influx van sociaal kapitaal naar de immigratieregio's (Moreton et al.2005, Lowe and Speakman 2006).

### **2.6.2.3 Bereikbaarheid van voorzieningen**

Ouderen worden net als jongeren sterker getroffen door vervoersarmoede en gebrekkige toegankelijkheid van voorzieningen dan mensen op actieve leeftijd (Department for Regional Development, 2001, 2002; Department of Agriculture and Rural Development, 2003). De gezondheidstoestand speelt daarin een belangrijke rol. In afgelegen gebieden is het niet evident om bij complexe gezondheidsproblemen en zorgnoden de nodige diensten te bereiken of thuis te verstrekken (Wenger et al., 2002; McGann et al., 2005).

### **2.6.3 Etnische minderheden**

Onderzoekers uit allerlei disciplines wijzen erop dat migratie naar het platteland en etnische minderheden op het platteland lang een weinig onderzocht fenomeen was in OESO-landen (Agyeman and Spooner 1997; De Lima, 2011). Vooral in stedelijke context trekken de verschillende aspecten van de trajecten en het leven van migranten aandacht. De laatste jaren wordt echter vastgesteld dat de belangrijkste demografische verschuivingen in deze landen, vergrijzing en immigratie, tot een toename leiden van immigratie naar het platteland. (Graeme en Morén-Alegret, 2008) Deze evolutie lijkt recent de onderzoeks aandacht voor het fenomeen te vergroten. Over de leefomstandigheden en sociale uitsluiting van migranten op het Westerse platteland is echter weinig rechtstreeks onderzoek verricht (Castles et al. 1984; Cyrus 1994; Pugliese 1993; Yonnet 1997; Kasimis, 2008), maar wordt wel vaak onrechtstreeks in onderzoek over andere thema's behandeld. Rechtstreeks onderzoek stelt wel onomwonden dat migranten op het platteland zich in een bijzonder kwetsbare positie bevinden (De Lima & Wright 2009)

Een deel van het nieuwe onderzoek over rurale immigratie, focust op arbeidsprocessen en de economische structuren die de vraag naar arbeidsmigranten veroorzaken, en de effecten van migratie op rurale ontwikkeling en de rurale arbeidsmarkt (Rogaly, 2009; Stenning et al., 2006; McKay et al., 2006; Milbourne 2007; Bell 2008). Het onderzoek richt zich daarbij vooral op natiestaten in het zuiden van Europa. Het migratiemodel in deze landen verschilt van dat van het noordelijke deel van Europa en kenmerkt zich door de grote mate van illegale migratie en verblijf, de veelheid aan verschillende nationaliteiten, sociale en culturele achtergronden van de migranten, de asymmetrische genderverhouding (vnl.mannen), de samenloop van de migratie met werkloosheid en met arbeidstekorten op basis van de afwijzing van een aantal jobs door de lokale bevolking op de bestemmingen. Snelle veranderingen in de organisatie van de landbouw in combinatie met de impact van nationale en Europese regelgeving leidt in deze context tot zichtbare effecten in een aantal omvangrijke agrarische gebieden (cf. Kasimis 2008; Graeme en Morén-Alegret; 2008) De vaak kwetsbare positie van arbeidsmigranten wordt daarbij wel beschouwd, maar vaak slechts als bijkomstigheid van een bezorgdheid over de afhankelijkheid van een instabiel aanbod aan migrantenarbeid in een aantal belangrijke economische sectoren als constructie, veeteelt en landbouw.

Daarnaast geldt de 'nieuwe' migratie als dankbaar onderzoeksterrein om bestaande theorieën rond etniciteit en integratie, veelal ontwikkeld in stedelijke context, te toetsen en verfijnen. In het VK wordt dit onderzoek ingeschreven in een langere traditie over onderzoek naar de rol van een imaginaire constructie van het platteland in etnische en nationale identiteitsvorming (Dawney, 2003; 2008; Agyeman & Spooner 1997) Verscheidene casestudies belichten het discours en de attitudes van autochtone inwoners van rurale gebieden, in combinatie met de beleving daarvan door migranten. Ook hier worden onrechtstreeks linken gelegd naar achterstelling en uitsluiting van migranten.

In de literatuur rond etnische minderheden en migranten op het platteland zijn twee elementen specifiek: een discussie over een al dan niet gedeelde *consumptienorm* (De Lima et al., 2011), en het fenomeen van *discriminatie* op basis van etnisch-culturele achtergrond. Discriminatie en een afwijkende consumptienorm zijn overkoepelende elementen die hun invloed hebben op verschillende domeinen van sociale integratie waar we in de volgende secties dieper op ingaan: toegang tot huisvesting, tewerkstelling, diensten en sociaal kapitaal.

Het onderzoek van De Lima et al. (2011) gaat over het begrijpen van armoede en etniciteit in rurale context en beschrijft onder andere welke betekenis armoede heeft voor de geïnterviewde respondenten (Roma, Chinezen, Schotten en Oost-Europeanen onder bepaalde inkomensgrens). Daaruit blijkt dat armoede relatief wordt geacht - men kan zien dat men ter plaatse 'arm' is, maar tegenover het eigen thuisland niet slecht af is. Daarnaast wordt armoede volgens De Lima et al. (2011) begrepen ('herkend') in termen van externe indicatoren waaraan men de eigen relatieve achterstelling afmeet (ze noemen; kledij, taalgebruik, gedrag, huisvesting, weinig materieel bezit, laag opleidingsniveau, weinig skills en vaardigheden, geen werk, een uitkering, ...

Uit het onderzoek naar identiteitsvorming en beeldvorming omtrent migranten en etnische minderheden op het platteland blijkt voorts dat discriminatie van minderheden een alomtegenwoordig, maar complex fenomeen is (zie bv. Kasimis en Papadopoulos, 2005, Dawney, 2008).

Zo onderscheiden Kasimis en Papadopoulos (2005) afhankelijk van de situatie verschillende houdingen ten aanzien van migranten (zie ook Blommaert et al., 2003). Hij wijst op verschillen in de mate van acceptatie van migranten, afhankelijk van sociale klasse (arbeiders die concurrentie ervaren versus hogere scholingsgraad), regio (samenhangend met de arbeidstekorten in de aanwezige sectoren, problemen inzake depopulatie, en het al dan niet gewoon zijn van interculturele contacten- ook door middel van toerisme bv. op Kreta), en generatie (oudere Grieken die zelf een migratieverhaal hebben, cf Kasimis & Papadopoulos 2005: 119-120). De perceptie van de hoeveelheid migranten die aanwezig is (niet noodzakelijk overeenstemmend met de werkelijkheid-rol van de media is daarbij belangrijk, zie Blommaert et al, 2003) blijkt zowel uit het Griekse als Britse onderzoek relevant, maar ook weer niet los van andere factoren. Migranten die 'tijdelijk' en 'in grote getale' aanwezig zijn (typisch voor seizoensarbeid in landbouw), leiden tot de negatiefste beeldvorming.

Bovendien zijn migranten niet de enige groep die door inwoners van het platteland worden gezien als 'anders' maar zijn ze ingebed in structuren van verschillende tegenstellende identiteiten. Autochtone plattelandsbewoners zetten zich ook af tegen nieuwe stedelijke inwijkelingen, waarvan ze vinden dat ze snobistisch zijn, afbreuk doen aan het gemeenschapsleven en zich slecht aanpassen. Anderzijds zetten deze stedelijke inwijkelingen en stedelingen migranten in om plattelandsbewoners te stigmatiseren als racistisch, onervaren in het omgaan met diversiteit, etc. Bij de Britse middenklasse en werkgevers worden migranten tenslotte als 'noble savage' afgeschilderd ten aanzien van de Britse arbeidersklasse die te lui is om zelf werk te doen' (Dawney, 2008).

Tegelijk blijkt ook dat racisme en discriminatie op het platteland vaak erg subtiel wordt geuit. In het VK is er onderzoek gedaan naar 'onzichtbaar racisme' op het platteland (Malcolm, 2004, Dawney, 2008) : kleine daden die niet in het beeld van 'racisme' passen dat de samenleving construeert waardoor ze moeilijk te detecteren en bestrijden zijn en die gediscrimineerde migranten niet geneigd zijn om aan te geven. Dawney (2008) constateert een probleem van kleine incidenten, die niet worden aangegeven, maar wel op een consequent vijandige houding duiden.

### **2.6.3.1 Moeilijk toegankelijke huisvesting**

Heel wat onderzoek over etnische minderheden op het platteland gaat over migranten in seizoensarbeid. Gerelateerd aan deze vorm van arbeid, die vaak in afgelegen gebieden te situeren is, verschijnt het fenomeen van huisvesting-ter-plaatse. De werkgever staat in voor het tijdelijke onderdak van de arbeiders, waaruit soms, vooral in kleinere familiebedrijven, een hechte band ontstaat tussen werkgever en werknemer. Beiden maken bij positieve ervaringen een belangrijk deel uit van elkaars netwerk. De werkgever vindt andere arbeiders via het netwerk van de arbeider, en de arbeider heeft een vertrouwd aanknopingspunt/introductiepunt voor herhaalbezoeken of verblijf op de bestemming. Kasimis en Papadopoulos (2005) beschrijven voor Griekenland hoe het laten inwonen van arbeidsmigrant leidt tot een situatie waarin (soms volledige gezinnen) vast in dienst worden genomen en een soort 'manusje-van-alles' worden (huishouden, landbouw, klusjes,...). Het vinden van een woonplaats is voor deze migranten dus gerelateerd aan werk, hoewel er ook wel sprake is van een toegenomen kwetsbaarheid voor uitbuiting in deze situaties.

Door het eerder vermelde algemene gebrek aan betaalbare huisvestingsvormen op het platteland, kan echter ook een competitie ontstaan tussen arbeidsmigranten en lokale gemeenschappen voor schaarse huisvestingsmogelijkheden (De Lima & Wright, 2009); Dawney (2007) geeft aan dat etnische minderheidsgroepen dan ook vaak gediscrimineerd worden door groepen die de huisvestingsmarkt controleren. Vastgoedmakelaars verzinnen nieuwe toegangsregels om migranten buiten te houden, vaak op vraag van de eigenaars; makelaars wijzen op de reputatieschade die een vastgoedkantoor in een kleine gemeenschap kan oplopen moesten ze te toegankelijk worden voor migranten (Dawney, 2007, p. 10). Vaak leidt de ontoegankelijkheid van de huisvestingsmarkt ertoe dat een groot deel van het inkomen aan huisvesting wordt besteed, of anderzijds, dat er bespaard/ondergeconsumeerd wordt op de kwaliteit van huisvesting om meer geld te kunnen meenemen naar huis (De Lima, 2011). Deze hoge kostprijs voor huisvesting zal voor travellers en Roma die onder druk staan om zich permanent te vestigen, de levensduurte en daarmee het armoederisico opdrijven (De Lima, 2011).

### **2.6.3.2 Arbeidsmarkt**

Op de arbeidsmarkt kampen migranten ook met vormen van zichtbare en onzichtbare discriminatie (Dawney, 2007; De Lima, 2011). Hard en kritiekloos werken geeft migranten verblijfsrecht, maar leidt ook tot uitbuiting en vaak slechte behandeling (De Lima, 2011). Deel ervan is gelinkt met de ontoegankelijkheid van arbeidsgerelateerde rechten. Zo bleken arbeidsmigranten niet in orde met de ziekteverzekering bij een ongeval, en werden ze niet uitbetaald voor ziektedagen (De Lima & Wright 2009). Omtrent dit thema wordt aangehaald dat de arbeidsomstandigheden van migranten in de landbouw (en andere laagbetaalde, risicovolle of zware arbeidsniches) amper verbeteren doordat ze (nog) niet verenigd zijn. Hoggart & Mendoza (1999) geven bovendien het pessimistische voorbeeld van de VS aan, waar 'iedere poging van migranten om hun arbeidscondities te verbeteren' resulteert in mechanisering van de arbeid en dus minder arbeidsplaatsen. Tegelijk worden werkgevers ook wel onder druk gezet door tijdelijke arbeidsmigranten die meer uren dan wettelijk toegelaten willen presteren, om zo snel mogelijk met zoveel mogelijk geld terug te keren naar huis (de Lima & Wright, 2009: 398). Scott geeft drie redenen waarom arbeidsmigranten deze situatie van slechte werkomstandigheden en lage verloning aanvaarden: Wanneer ze door hun inkomen naar hun thuisland te transfereren de waarde van hun inkomen kunnen doen toenemen (door verschillen in koopkracht); wanneer de slechte omstandigheden tijdelijk zijn (zoals bij seizoensmigranten; of bij migranten die het werk zien als een toegangsticket tot een officiële verblijfsstatus en een opstap voor sociale mobiliteit); of wanneer er geen alternatief bestaat voor hen (wat vooral het geval is bij mensen zonder papieren).

Migranten zijn op het platteland slechts welkom in een beperkt aantal niches (Hoggart en Mendoza, 1999); de rurale arbeidsmarkt is te beschrijven als een 'gesegmenteerde arbeidsmarkt'. Een aantal sectoren kampt met een arbeidstekort vanuit economische en demografische processen, waarvoor rurale immigratie oplossingen biedt. Scott (2008) wijst op de algemeen gekende slechte arbeidscondities getypeerd door korte contracten, lage lonen en routineus, fysiek hard werk en weinig doorgroeimogelijkheden wegens de kleine vraag naar voltijdse werknemers.

Vooral agrarische arbeid wordt onderstreept als bron van laaggeschoolde arbeid voor migranten op het platteland, omdat ze niet meer populair is bij de lokale autochtone bevolking (Kasimis *et al.*, 2003; Kasimis and Papadopoulos, 2005; Rogaly, 2009). Hoggart & Mendoza (1999) onder andere wijzen erop dat migranten daardoor ‘vast’ komen te zitten in bepaalde segmenten, wat impliciet op discriminatie wijst in andere segmenten. Ook hoger geschoolde migranten vinden moeilijk werk buiten de (soms verschuivende) niches. Binnen de groep migranten kan ook een hiërarchie ontstaan. Scott beschrijft hoe het opstellen van een werkregulering (WRS) voor 8 nieuwe Europese lidstaten (18 countries) leidde tot de vervanging van illegale arbeiders (asielzoekers, uitgewezen immigranten en Chinezen) door legale (Scott, 2008, p34). Anderzijds wijst Kasimis (2010) er voor Griekenland op dat rurale zones steeds multifunctioneler worden en migranten intussen ook aan de ‘nieuwere’ economische activiteiten deelnemen, die mogelijks al iets meer in concurrentie staan met lokale laaggeschoolde arbeiders en ook meer kansen op voltijdse multifunctionele arbeid zou leiden (zoals thuiszorg en huishoudhulp bij de vergrijzende bevolking, bouw van toeristische faciliteiten, tweede verblijven en huizen voor stadsontvluchters, ...).

Migranten op het platteland hebben –behalve via hun netwerken- ook toegang tot arbeid via arbeidsbemiddelende instanties. De Lima *et al.* (2011) wijzen erop dat in Schotse context een gebrek bestaat aan personeel dat getraind is over de omgang met deze groep en de problemen die ze stellen. Verder zijn taalproblemen en het gebrek aan toegang tot (betaalbaar) taalonderwijs (en andere trainingen) en het vinden van kinderopvang problematisch. Voor een aantal groepen migranten zijn ook de strenge regels inzake het erkennen van hun elders behaalde diploma’s een drempel wat betreft het vinden van (geschikt) werk.

Discriminatie komt ook voor in positieve zin; het verkiezen van een type arbeider boven een andere, waarbij lokale arbeidskrachten lang niet altijd de beste positie innemen. Britse werkgevers in Herefordshire verkiezen Polen bijvoorbeeld “ omdat dat goede werkers zijn” (Dawney, 2007). Vergunst (2009) citeert onderzoek van Anderson *et al.* (2007) en Dench *et al.* (2006) die beiden in onderzoek vaststelden dat werknemers de werkethiek van groepen arbeidsmigranten prezen in meerdere sectoren, en hen op basis van dit beeld verkozen boven lokale Britse arbeiders. Eenzelfde fenomeen stelde ze vast voor Schotland (Vergunst, 2009: 262), waar arbeidsmigranten werden geprezen door hun geringe afwezigheden, bereidwilligheid om zwaar werk uit te voeren aan minimumlonen, en hun productiviteit.

Arbeid in de landbouw draagt door de structuur van de sector bij aan de kwetsbaarheid van migranten op het platteland. Getuigenissen van migranten die zich binnen de huidige economische structuur van de landbouwsector succesvol opwerken zijn schaars (af en toe groeit iemand door tot een permanente werknemer die andere arbeid mag verrichten, maar de vraag naar permanente arbeiders is laag- de segmentatietheorie die Hoggart & Mendoza onderbouwen houdt steek, ook buiten Spanje). Auteurs waarschuwen echter ook voor een te passief, keuzeloos en kwetsbaar beeld van migranten. Kasimis en Papadopoulos (2005 p 113) wijst eveneens op de inventiviteit van migranten in Griekenland:

*“In some areas migrants have developed their own employment strategies exploiting the opportunities available. In the regions of both Corinthia and Chania, they take on the cultivation of trees under a sharecropping system called missiaka according to which the owner and the cultivator split in two the costs and returns of production. The system of missiaka is often adopted by elderly households and non-farming land proprietors who own olive trees.”*

### **2.6.3.3 Toegankelijkheid diensten**

Vele onderzoeken hebben ongelijke toegang tot diensten vastgesteld bij arbeidsmigranten (De Lima *et al.*, 2005; McKay and Winkelmann-Gleed, 2005). De drempel tot –in principe toegankelijke- dienstverlening wordt mooi geschetst bij De Lima & Wright (2009) in onderzoek over Schotse arbeidsmigranten. In hun studie stellen ze vast dat toegankelijkheid van dienstverlening niet alleen te maken heeft met (impliciete) discriminatie, maar ook met attitudes van migranten ten aanzien van de overheid en dienstverlening (historisch gediscrimineerde groepen als Roma en Travellers stellen zich vaak wantrouwend op ten aanzien van publieke diensten, zie Duminica & Ivasiuc, 2005; De Lima en Wright, 2009) en met culturele verschillen en verschillende doelstellingen tussen hulpnemer en hulpverlener.

Drie elementen spelen volgens de auteurs simultaan een rol in de exclusie:

Voor migranten blijkt een gebrek aan vertrouwen in en kennis over de diensten waarop ze beroep kunnen doen van belang. Ook het niet weten op welke steun men recht heeft en hoe eraan te geraken speelt een rol, die ook in eerder onderzoek werd aangehaald (De Lima 2011:22 verwijst naar Rolfe and Metcalfe, 2009).

Dienstverleners op het platteland blijken vaak niet de vaardigheden, ervaring of middelen te hebben om tegemoet te komen aan de noden van de relatief nieuwe groep migranten. Vergunst (2009) gebruikt een ouder artikel van De Lima (2001) als bron om te stellen dat één van de problemen van politiek vluchtelingen op het platteland eveneens bestaat uit het gebrek aan ervaring met de hulpvragen van deze groep). Snel fluctuerende groepen migranten van verschillende nationaliteiten en culturen, veranderende regels ten aanzien van groepen met verschillende rechten en gebrek aan ervaring en voorzieningen specifiek toegespitst op migranten maken het moeilijk om adequate dienstverlening te voorzien (De Lima & Wright, 2009: 393)

Voor de organisatie van dienstverlening blijken ook afstand en het gebrek aan schaalvoordelen in rurale context een rol te spelen. (Ook Osti (2010) haalt dit aan in zijn artikel als algemeen probleem in publieke voorzieningen in dunbevolkte rurale gebieden. Voor specifieke voorzieningen voor minderheidsgroepen geldt dit probleem natuurlijk des te meer. Waar stedelijke migrantengemeenschappen vaak groot genoeg zijn om specifieke eigen diensten te dragen, zijn migranten op het platteland vaak te divers, verspreid en veranderlijk, dat zulke diensten niet van de grond komen.

### 2.6.3.4 Sociaal kapitaal

Vergunst (2009) deed onderzoek in Nederland waarin ze het concept van 'naberschap' omschrijft als sociaal normeringsmechanisme (sociologisch: 'institutie') op het platteland. Nieuwe inwijkende gezinnen werden in deze context verwacht 'buurt te maken', of formeel kennis te maken met de directe omgeving en zich daarmee in te schrijven in één van de kleinschalige sociale netwerken, bestaande uit een twintigtal bureaus, die voor de landbouwers en veetelers van levensbelang waren. De modernisering van de landbouw verminderde de onderlinge afhankelijkheid (vaak in ongelijke mate) na de tweede wereldoorlog en het concept werd losser. Toch geldt het tot vandaag als preferentieel referentiekader voor personen op het Nederlandse platteland, dat ook tegenover inwijkingen wordt gebruikt om hen te beoordelen. (Vergunst, 2009). Toch kunnen buitenlandse immigranten op het platteland tegenkanting ondervinden bij hun pogingen om aan te sluiten bij de lokale samenleving door de vooroordelen die over hen leven (Spencer et al. 2007). De Lima & Wright (2009) wijzen echter ook op het belang van attitudes bij de migranten zelf en de mate waarin integratie in hun doelstellingen past. (Beide groepen lijken aan te geven dat de situatie niet problematisch is omdat 'ze/we hier in de eerste plaats zijn om te werken'). In haar artikel over 'migrant-'host' sociale relaties' (gebaseerd op een vergelijking tussen Schotse werkgever-werknemerinteracties en Nederlandse migrant-buurtinteracties) haalt Vergunst (2009) kort een verband aan tussen de netwerken van migranten en hun woonplaats. Ze onderscheidt immigranten wiens motivaties economisch, politiek of educatief gemotiveerd zijn. Politieke vluchtelingen zouden eerder naar de stad trekken om onder gelijkgezinden te leven (de enkelingen op platteland zouden zich vaak te zichtbaar, kwetsbaar voelen terwijl meer individualistische economisch en educatief gemotiveerde migranten in de omgeving van het gevonden arbeids- of onderwijsaanbod wonen, vaak ook op het platteland (Vergunst 2009:255). De nood aan interacties van migranten op het platteland met een netwerk van dezelfde origine, kan deze motiveren om regelmatig te pendelen naar de stad om contacten te onderhouden en het gevoel van isolatie tegen te gaan (Vergunst 2009: 256-257). De migratie naar het platteland is dus niet zo niet-stedelijk als je zou denken, de band met de stad kan erg sterk en zelfs overheersend blijven en een grote noodzaak aan mobiliteit doen ontstaan.

In sommige van de nieuwe migraties naar het platteland worden gemeenschappen wel groot genoeg om eigen voorzieningen te dragen en uitgebreide onderlinge sociale netwerken te onderhouden, maar kan de grootte van de groep negatieve reacties van autochtone plattelandsbewoners verergeren en integratie in de lokale gemeenschap verminderen (Dawney, 2008). In dergelijke grotere groepen gaan sociale netwerken een belangrijke rol spelen in zelforganisatie en toegang tot arbeid (Sheller en Urry, 2006; Bell, 2008) en kunnen informele strategieën/mechanismen met het oog op een lange termijnverblijf worden uitgewerkt (Kasimis, 2010). Netwerken staan in voor informatieuitwisseling over diensten, administratieve procedures, huisvesting, 'betrouwbare/goede werkgevers', locaties met een arbeidstekort, tijdelijke en permanente vacatures, handige websites, goede dokters, lokale gebouwen (De Lima & Wright 2009; Kasimis, 2010). Al aanwezige migranten worden dan een soort verbindingsofficier voor potentiële nieuwe migranten uit de herkomstregio en zorgen voor vervolgmigratie, al dan niet op vraag van hun werkgevers (Dawney, 2008; Meeus, 2011). Ook kunnen netwerken een veiligheidsnet bieden bij financiële problemen (De Lima et al., 2011). Ook kerken en religieuze instellingen kunnen deel uitmaken van dit netwerk.

De Lima et al., 2011 stippen echter ook aan dat dergelijke nieuw ontstane, gesloten netwerken ook onderdrukkend en uitbuitend kunnen zijn ten aanzien van (sommige van) hun leden. Ook binnen gemeenschappen bestaat wantrouwen, uitbuiting en hiërarchie; In verschillende onderzoeken wordt vijandigheid van aanwezige migranten tegenover nieuwkomers met eenzelfde achtergrond gerapporteerd (Albanezen in Griekenland bv., legaal vs illegaal), gewoonlijk in functie van concurrentie op de arbeidsmarkt (Kasimis 2010, Dawney, 2008). De kleinschaligheid en verspreidheid van migrantennetwerken op het platteland kan deze uitbuitende en onderdrukkende relaties versterken (Peleman, 2002). Nieuwe Chinese immigranten in Schotland worden uitgebuit door gevestigde Chinese ondernemers. De Chinese migranten halen aan dat hun kwetsbaarheid verhoogd door het kleine aantal Chinese zaken waar ze wonen, waardoor hun keuzevrijheid verkleint, en de macht van de uitbaters (uitbuiters) vergroot. (De Lima et al, 2011, p 22)

## **2.6.4 Gender**

Genderongelijkheid is een thema dat in een plattelandscontext vaak wordt behandeld. Met betrekking tot genderverschillen wordt vaak de impact van traditionele rolpatronen op de mogelijkheden tot maatschappelijke participatie besproken; vooral vervoersarmoede en toegang tot arbeid voor vrouwen lijken hiervan het gevolg.

### **2.6.4.1 Vervoersarmoede**

Heel wat onderzoeken bevestigen dat vrouwen een grotere kans lopen op vervoersarmoede dan mannen, zowel wat de toegang tot privaat als tot openbaar vervoer betreft (Storey en Brannen, 2000; Cass et al., 2005; Department for Transport, 2005; 2007; Knowles et al., 2008; Stradling et al., 2005). Storey and Brannen (2000) ontdekten niet alleen klasse, maar ook genderverschillen in het halen van een rijbewijs en het kopen van een wagen: vrouwen haalden dit significant later dan mannen. Ook in andere Britse studies (Hine en Greco, 2003, in Osti, 2010) en in Vlaanderen (Van Acker et al., 2011) werden vrouwen als vervoersarmer beschreven. Andere studies daarentegen wijzen op een verbetering van de situatie. Osti (2010) vindt voor Italië dat genderverschillen in autobezit afnemen (Davico and Staricco 2006 in Osti, 2010). Ook in Duitsland werd een verkleinende gender gap gesignaleerd (al heeft daar de aanwezigheid van goede openbaar vervoersvoorzieningen volgens Schönfelder and Axhausen (2003, p. 285) een belangrijke invloed).

Ofschoon vrouwen in sommige studies steeds vaker over een wagen lijken te beschikken, worden deze bevindingen door andere studies genuanceerd. Vrouwen zijn nog steeds meestal niet de eerste gebruiker van de wagen (Dobbs, 2005; Næss, 2008) en vertonen een beperkter reisgedrag dan mannen (Kwan, 1999). Vrouwen zullen in gebieden met beperkte voorzieningen sneller geneigd zijn hun participatie te beperken tot activiteiten die nabij de woning kunnen gebeuren (Næss, 2008; Uteng and Cresswell, 2008). Vrouwen leggen kortere afstanden af dan mannen, en maken vaker trips die te maken hebben met familiale verantwoordelijkheden (shoppen, kinderen van school halen,...) dan mannen (Kwan, 1999). Dit heeft niet alleen te maken met ongelijke toegang tot vervoer, maar met de verschillende taakverdeling tussen mannen en vrouwen die in rurale gebieden strikter kan zijn dan in de stad (McLeod en Hovorka, 2008).

#### **2.6.4.2 Toegang tot arbeid**

Een ongelijke toegang tot arbeid voor vrouwen op het platteland heeft enerzijds te maken met gebrekkige vervoersmogelijkheden (De Lima 2011, p. 20) maar ook met traditionele genderspecifieke verwachtingen ten aanzien van vrouwen. Plattelandsomgevingen zijn vaak erg restrictief en beschermend tegenover participatie van vrouwen in de publieke ruimte in het algemeen, en in arbeid in het bijzonder. Verschillende studies tonen aan dat rurale economieën minder 'vrouwelijke' jobs aanbieden dan 'mannelijke', waardoor vrouwen de rurale arbeidsmarkt als meer beperkender vinden dan mannen (Little, 2002; Little en Leyshon, 2003; Little en Panelli, 2003). Glendinning et al. (2003) geven aan dat daardoor vrouwen sneller geneigd zijn om het platteland te verlaten.

### **3. DONNÉES**

Trois types de données seront utilisées dans le cadre de ce projet : l'enquête EU-SILC 2009 sur les revenus et les conditions de vie, les données individuelles de sécurité sociale contenues dans la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS) et les variables contextuelles que nous avons construites dans le cadre de cette étude. Ces dernières ont pour fonction de caractériser l'environnement dans lequel vivent les ménages et d'aider à quantifier les difficultés spécifiques auxquelles les ménages vivant en milieu rural doivent faire face.

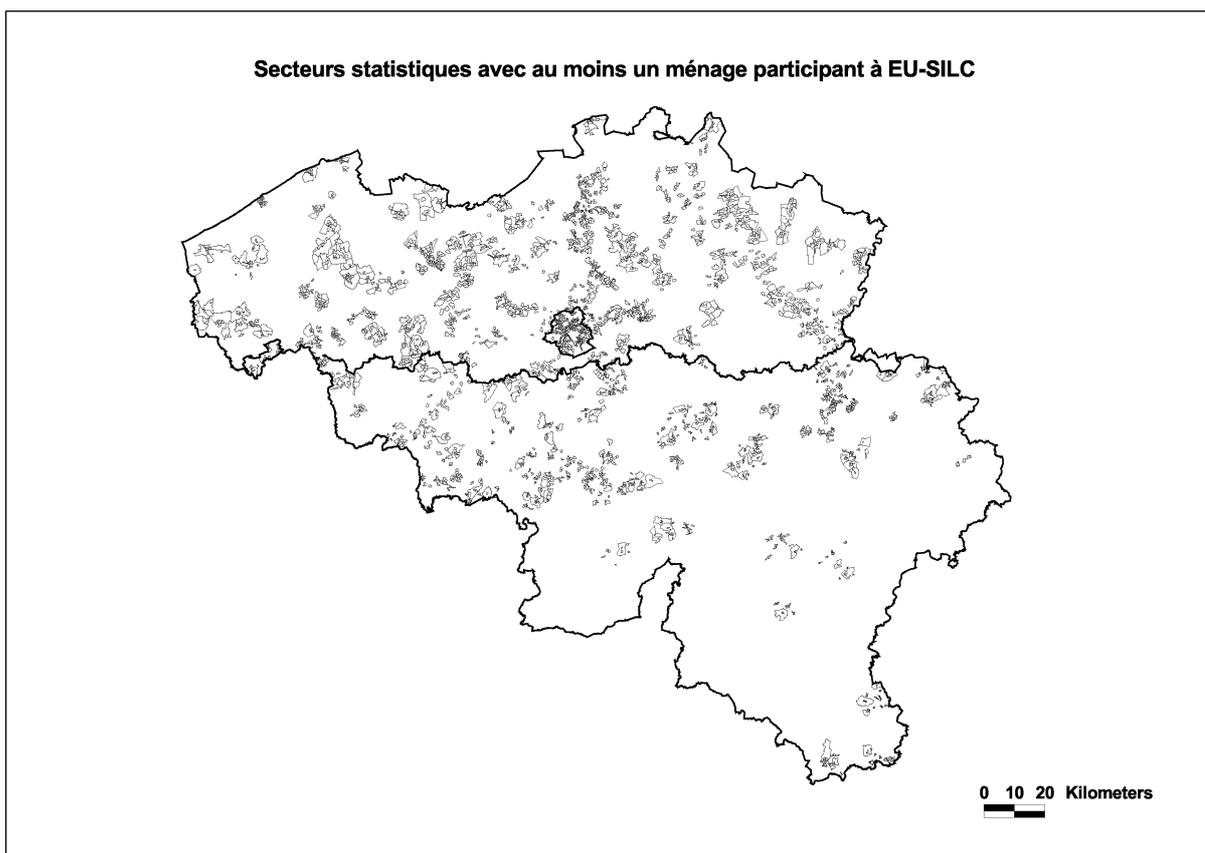
#### **3.1 EU-SILC**

L'enquête EU-SILC 2009 (European Union - Statistics on Income and Living Conditions) constitue une source d'informations très détaillées sur les revenus et les conditions de vie d'un échantillon de 6300 ménages belges, soit 15 109 personnes. Cette enquête est destinée à dresser un état des lieux de la pauvreté et de l'exclusion sociale en Belgique et en Europe.

L'enquête EU-SILC 2009 contient des données individuelles relatives à la situation des personnes en 2008 et à leurs revenus pour l'année 2007. La Direction Générale Statistique et Information économique (DGSIE) a accepté de nous fournir le secteur statistique de résidence des personnes interrogées de manière à pouvoir faire le lien entre les éventuelles difficultés que rencontrent ces personnes et les caractéristiques de leur lieu de résidence. Cependant, pour 12% des ménages, seul est connu le code postal mais non le secteur statistique de résidence (qui est plus précis). Ceci introduit un biais dans l'analyse car ces 12% correspondent à des personnes qui ont déménagé récemment et connaissent un taux de pauvreté particulièrement élevé.

Malheureusement, pour toutes les problématiques directement en lien avec le lieu de domicile, nous serons contraints de travailler avec seulement 88% de l'échantillon de départ.

Comme on peut le constater sur la carte ci-dessous, dans de larges espaces du territoire, aucun ménage n'a été interrogé dans le cadre de l'enquête.



### 3.2 LA BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE (BCSS)

La Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS) rassemble les données issues d'un grand nombre d'institutions de sécurité sociale belge. La base de données comprend notamment les données individuelles mentionnées ci-dessous pour l'ensemble de la population vivant en Belgique :

- le secteur statistique du lieu de domicile, la composition du ménage, le sexe, l'âge, la nationalité, les liens de parenté
- le statut socioprofessionnel
- le travail salarié (les rémunérations, les périodes, les ETP, le secteur d'activité, les aides à l'emploi...)
- le travail indépendant (statut, rémunérations, code professionnel, secteur d'activité)
- les données de paiement et celles relatives aux exclusions des allocations de l'ONEM (période d'indemnisation, montant des allocations, situation précédente au chômage, sanctions, ...)
- les niveaux d'étude des demandeurs d'emploi
- les données relatives à l'intégration et à l'aide sociales disponibles auprès du SPP Intégration Sociale. Cela comprend les montants remboursés par l'état fédéral aux CPAS, le type d'aide fournie, la date de début et de fin de l'aide, les informations relatives à la mise au travail, les activations, la prime d'installation pour sans-abris.

- les montants des pensions (premier pilier)<sup>2</sup> et les titulaires d'une garantie de revenus aux personnes âgées<sup>3</sup>
- les incapacités de travail
- les revenus du travail et des différentes allocations sociales.
- la nomenclature socio-économique
- ...

Les données contenues dans la BCSS sont utilisées pour essayer de palier au mieux à la perte d'informations dues à l'abandon des enquêtes socio-économiques (le recensement) en Belgique. Cependant, toutes les informations individuelles permettant de construire des indicateurs prenant en compte les autres dimensions de la pauvreté comme par exemple l'état de santé perçu, l'état du logement, le niveau de qualification, le statut d'occupation de son logement, la possession d'un véhicule, l'aide de personnes extérieures au ménage sont à présent définitivement perdues. Ces informations avaient une valeur irremplaçable pour l'étude de la pauvreté.

Les données de la BCSS ne contiennent aucune information sur le patrimoine et les revenus qu'il génère (ou les revenus en noir). On peut néanmoins supposer que les personnes qui vivent dans une situation de pauvreté n'ont généralement pas ou peu de patrimoine.

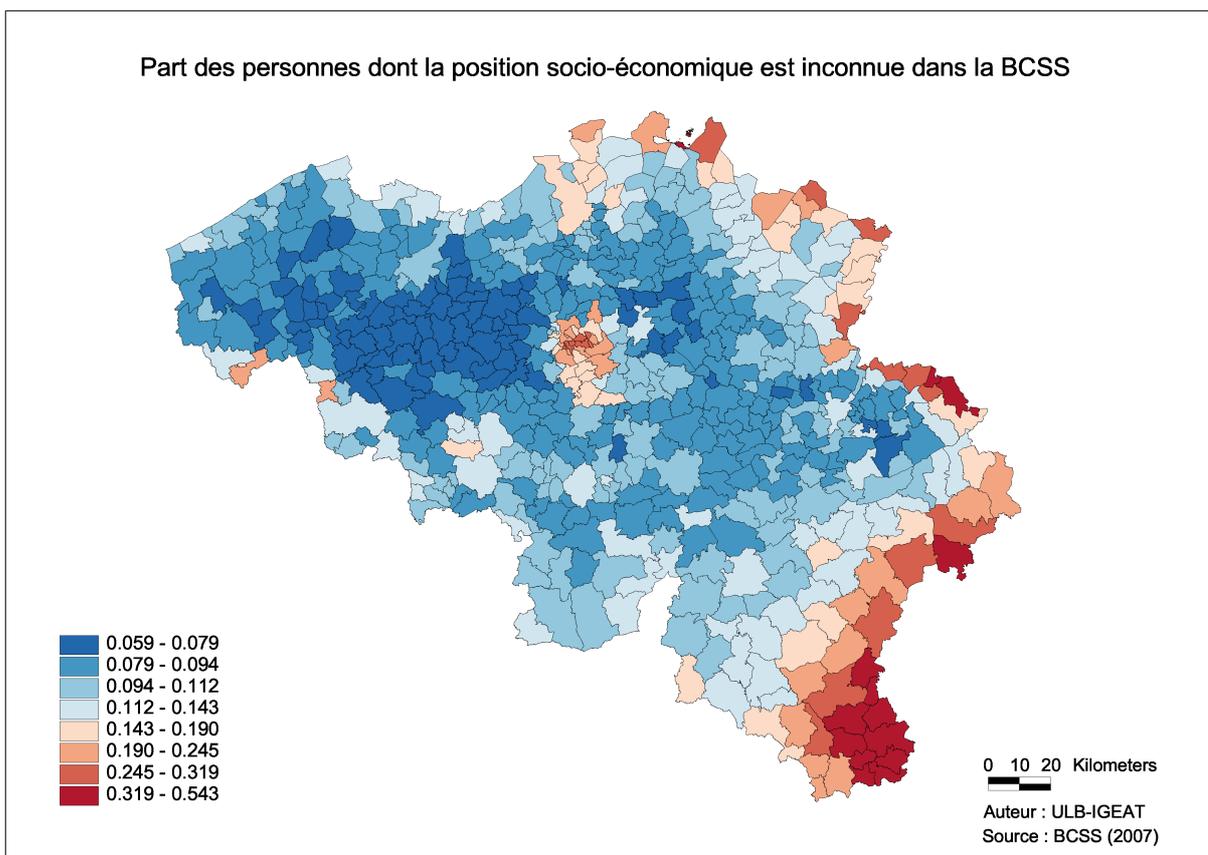
En outre, si tous les résidents sont repris dans le Datawarehouse de la BCSS, la position socio-économique de 12% de la population est inconnue, soit un peu moins de 1 300 000 personnes. Cela concerne notamment les travailleurs frontaliers sortants, les fonctionnaires et diplomates internationaux, les femmes/hommes au foyer, certains enfants non enregistrés dans les registres d'allocation familiale, les rentiers, les personnes âgées dont le partenaire bénéficie de la pension du ménage, les marins de la marine marchande belge, etc. Parmi ces personnes, 860 000 ont un revenu connu de 0€ et 191 000 ont un revenu imposable annuel inférieur à 5 000€. Ces personnes à propos desquelles la BCSS possède très peu d'informations doivent donc être envisagées avec beaucoup de précautions. Comme on peut le voir sur la carte ci-dessous, la répartition géographique de ces personnes est loin d'être homogène sur le territoire. Les communes les plus touchées se situent le long des frontières avec les Pays-Bas, l'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg mais aussi à Bruxelles et à sa périphérie. Dans toutes ces communes, on peut dès lors déduire que se pose un important problème de sous-estimation des revenus.

Ces 1 300 000 personnes sont à 70% de femmes, 67% sont belges, 20% ont moins de 25 ans et 26% ont plus de 64 ans (parmi ceux-ci, il s'agit essentiellement de femmes).

---

<sup>2</sup> Il manque cependant les pensions d'une partie de la population des fonctionnaires statutaires.

<sup>3</sup> Cette pension est octroyée après examen des ressources des demandeurs.



Nous expliquerons dans la section 8 comment nous traitons ce problème.

### 3.3 LES VARIABLES CONTEXTUELLES

Les variables contextuelles constituent un ensemble de variables cherchant à prendre en compte les difficultés spécifiques auxquelles peuvent être confrontées les personnes (pauvres) qui vivent en milieu rural.

Un important travail de collecte et d'élaboration de nouvelles données a été réalisé pour obtenir des variables estimées le plus souvent à l'échelle des secteurs statistiques à l'exception des taux de chômage et de la variable d'estimation du coût du logement qui sont estimés à l'échelle des communes.

Le secteur statistique est la plus petite unité territoriale en Belgique. La Belgique compte 19 781 secteurs statistiques et ceux-ci ont été définis en tenant compte des caractéristiques sociales, économiques, urbanistiques ou morphologiques du territoire. Leur superficie et leur population varie considérablement : ils comptent de 0 à 6880 habitants (les secteurs statistiques les plus peuplés sont situés en ville) et leur taille médiane est de 319 habitants<sup>4</sup>.

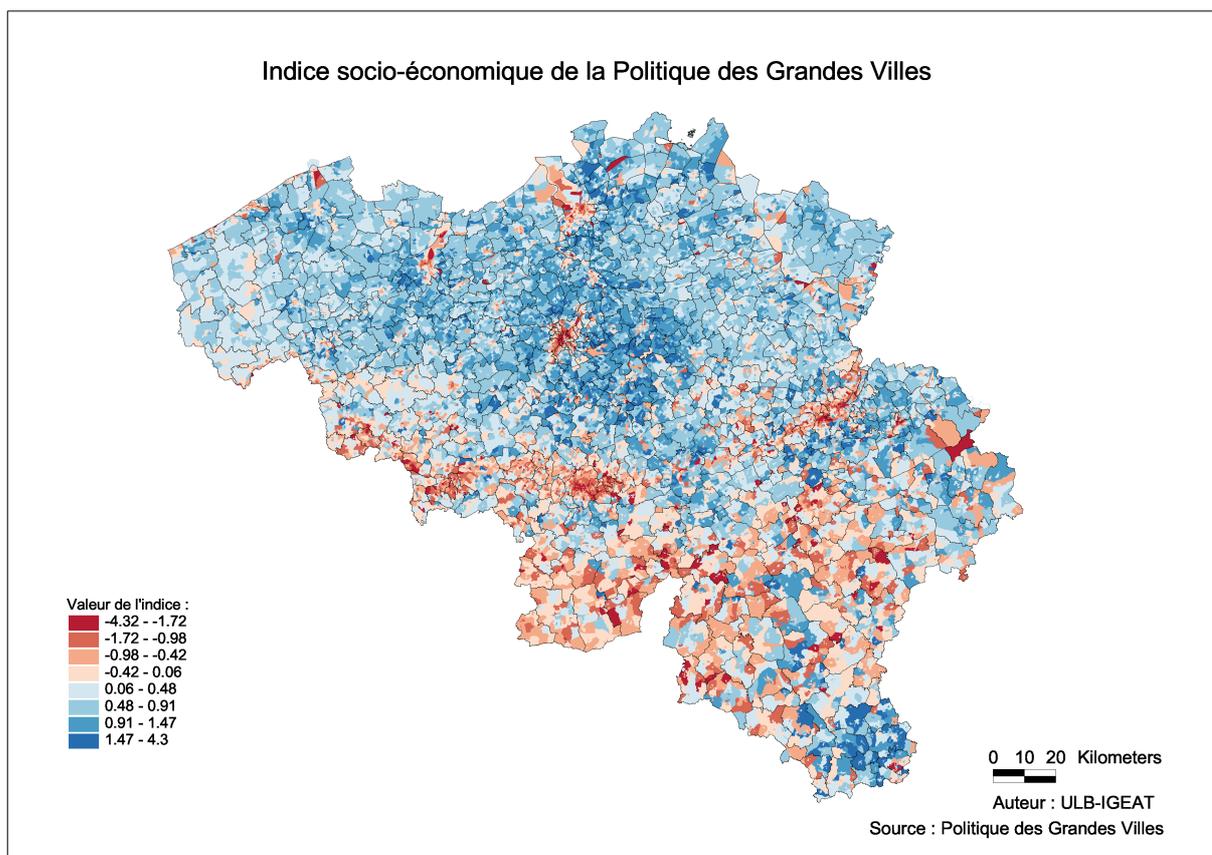
Nous avons fait le choix de nous focaliser sur 8 groupes de variables contextuelles appartenant à des domaines divers.

<sup>4</sup> Ceci signifie que 50% des secteurs statistiques comptent moins de 319 habitants et 50% ont plus de 319 habitants.

### 3.3.1 L'indice socio-économique de la Politique des Grandes Villes

L'indice socio-économique de la Politique des Grandes Villes synthétise 22 variables socio-économiques portant sur les années 2001, 2002 ou 2003. La méthodologie décrivant la construction de cet indicateur est reprise dans Vandermotten *et al.* (2007). L'objectif de cet indice est de localiser les lieux où se concentrent une série de difficultés. Les secteurs statistiques défavorisés sont définis sur la base d'indicateurs qui, en fonction d'une connaissance de terrain, traduisent dans leurs combinaisons les difficultés sociales dans les quartiers, même si chaque indicateur pris isolément ne rend pas nécessairement compte de manière univoque de détresses sociales.

La méthodologie rend ainsi compte des effets spatiaux cumulatifs qui conduisent à renforcer les effets de la pauvreté là où se concentrent spatialement des précarités relevant de plans différents.



### 3.3.2 La desserte en transports en commun

Le niveau de desserte en transports en commun<sup>5</sup> a été estimé par la moyenne, pour les points d'un maillage 100m x 100m du secteur statistique, du nombre de passages aux arrêts accessibles depuis le point considéré, sur une durée de 1 heure.

Les paramètres suivants ont été retenus :

1. L'accès aux arrêts se fait à la marche à pied selon la distance 'Manhattan' (distance à vol d'oiseau \*  $\sqrt{2}$ ) et à une vitesse de 4 km/h
2. La fréquence d'une ligne de transport en commun à un arrêt est estimée en répartissant sur une plage de 18 heures le nombre quotidien de passages à l'arrêt.

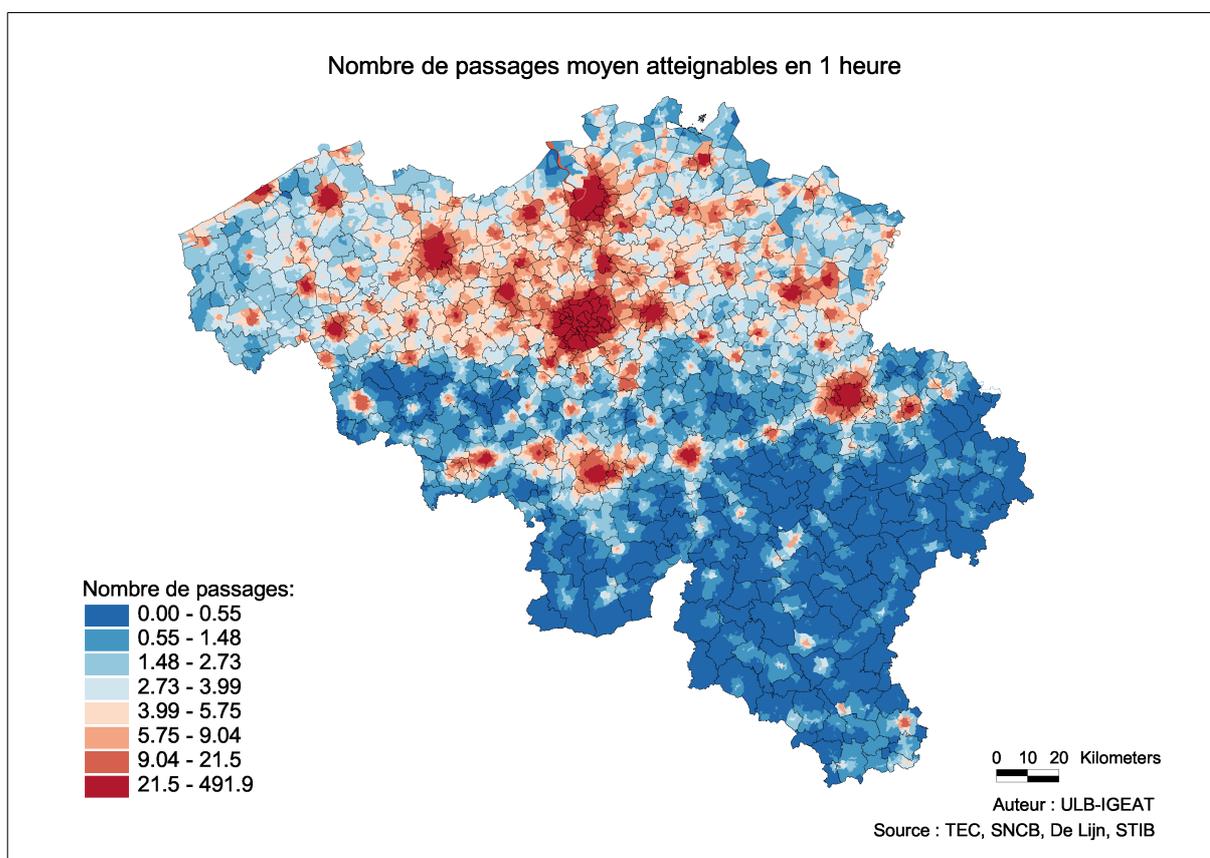
<sup>5</sup> SNCB, De Lijn, TEC, STIB

3. Ne sont pris en compte que les arrêts pouvant être atteints en moins d'une heure
4. Le nombre de passages théoriques pour une ligne à un arrêt, au départ d'un point du maillage, est estimé comme suit :

Nombre de passages quotidiens \* ((1h-temps d'accès estimé à l'arrêt)/18h)

5. Plusieurs arrêts desservis par une même ligne pouvant être accessibles en moins d'une heure au départ d'un point donné, un nombre théorique de passages est déterminé pour chacun d'entre eux. C'est le plus grand d'entre eux qui est retenu comme nombre de passages atteignables pour la ligne considérée.

Le nombre total de passages accessibles au départ d'un point est la somme des nombres de passages pour chacune des lignes passant au minimum à un arrêt accessible en moins d'une heure au départ du point. Aucune différence n'a été faite entre les différents types de transports en commun.



Le nombre ainsi obtenu de passages moyen atteignables en une heure (soit Nb\_pass\_1H) a ensuite été comparé au taux de satisfaction enregistré en 2001 lors de l'enquête générale. Il apparaît alors que ce dernier varie en moyenne de manière logarithmique avec Nb\_Pass\_1H, avec un coefficient de corrélation de 0,728 correspondant à 53% de l'information.<sup>6</sup> Plusieurs variables complémentaires ont été testées, mais qui n'ont pas été retenues en raison de leur faible apport à l'amélioration de la corrélation<sup>7</sup>.

La décision a donc été prise de prendre simplement comme indicateur d'accessibilité le logarithme népérien de Nb\_Pass\_1H.

<sup>6</sup> Sans transformation, le coefficient de corrélation est de 0.565 seulement, et le R<sup>2</sup> de 0.32

<sup>7</sup> Ainsi, si le Nb\_Pass\_1H au niveau de l'ancienne commune est incorporée au modèle avec le signe attendu (en négatif, ce qui suppose assez logiquement qu'à même Nb\_pass\_1H au niveau d'un secteur statistique, la satisfaction est moindre pour une ancienne commune très bien desservie), son incorporation ne contribue que faiblement à l'amélioration du modèle. Il en va de même de l'incorporation de variables binaires permettant de distinguer la Flandre, Bruxelles et la Wallonie.

### 3.3.3 L'accessibilité aux commerces de proximité

Six fonctions commerciales ont été retenues ici, pouvant être considérés comme les plus représentatives du commerce de détail : la boulangerie, la boucherie, l'alimentation générale, la pharmacie, la distribution de journaux et la coiffure<sup>8</sup>. Dans une logique centrée sur le consommateur et donc basée sur les fonctions plutôt que sur les commerces, les Supérettes, Supermarchés et Hypermarchés ont été chacune prise en compte autant de fois que de fonctions présentes dans chacun de ces types de commerces<sup>9</sup>.

Les distances ont été calculées de manière différente selon le niveau de précision de la localisation des fonctions.

En cas de localisation à l'adresse (pharmacies), la distance a été calculée de la même manière que pour les écoles.

Dans les cas les plus fréquents, la localisation n'étant connue qu'à l'échelle des codes postaux<sup>10</sup>, un modèle probabiliste a été utilisé, répartissant l'ensemble des commerces au prorata de la population sur un réseau de points 100m x 100m<sup>11</sup>. De manière générale, chaque point s'est donc vu affecter une fraction de commerces, le plus fréquemment largement inférieure à 1, particulièrement en dehors des zones urbaines. Au départ d'un lieu de résidence donné, l'accessibilité a alors été estimée comme la distance minimale nécessaire pour atteindre suffisamment de points pour atteindre une somme de 1 pour la fonction considérée. Cette distance peut être interprétée comme la distance probable nécessaire pour atteindre un point de vente au moins. Comme pour les écoles, l'accessibilité a été calculée en supposant une répartition homogène de la population au sein des secteurs statistiques.

L'indice global d'accessibilité aux commerces de proximité a été calculé comme la moyenne des distances pour chacune des 6 fonctions retenues.

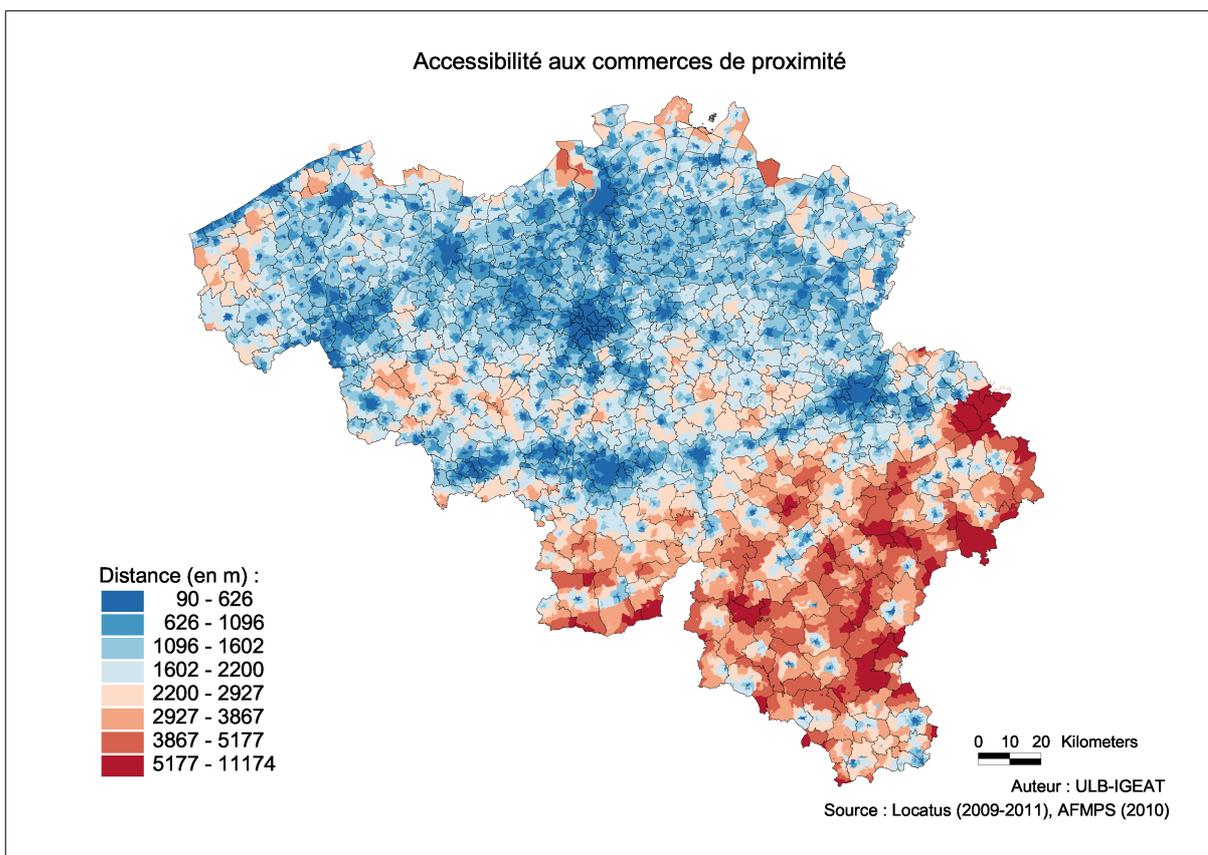
<sup>8</sup> Cette sélection a été opérée sur base de 4 critères permettant de cerner le commerce de proximité : 1. fréquence élevée des points de vente 2. répartition spatiale plus proche de celle de la population que pour l'ensemble des commerces 3. tendances des points de ventes d'une même fonction à s'éloigner les uns des autres plutôt qu'à former des agrégats 4. points de vente non nécessairement insérés dans un noyau commercial comprenant de nombreux commerces.

Cf. GRIMMEAU J.P., LEROUX V., WAYENS B. *Un demi-siècle d'évolution du commerce de détail à Bruxelles & Les commerces de proximité 1950-2006* – Observatoire du commerce n° 2, Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles, 2007

<sup>9</sup> En résumé : toutes les fonctions de proximité sauf la coiffure et la pharmacie pour les Hypermarchés ; idem moins la distribution de journaux pour les supermarchés ; alimentation générale et boulangerie pour les Supérettes. Les librairies ont été par ailleurs considérées comme points de distribution de journaux.

<sup>10</sup> Données Locatus 2009-2011.

<sup>11</sup> Quoique forcément approximative, une telle hypothèse de répartition est cohérente avec les critères de proximité retenus.



### 3.3.4 L'accessibilité aux écoles

Seule a été retenue l'accessibilité aux écoles secondaires, plus discriminante que celle aux écoles maternelles et primaires, au maillage plus serré. Le cas des crèches a été écarté en raison des difficultés d'accès à des données exhaustives, y compris relatives aux places disponibles.

L'accessibilité aux écoles secondaires a d'abord été estimée séparément pour les trois Communautés linguistiques. Elle a été mesurée par la distance euclidienne moyenne aux trois établissements les plus proches pour le secondaire général, et aux 6 établissements les plus proches pour le technique et pour le professionnel. Le panel souvent diversifié d'établissements choisis par des ménages d'un même quartier<sup>12</sup> montre que d'autres critères que la proximité interviennent quant au choix de l'école (ne serait-ce que le réseau d'enseignement), ce qui implique de ne pas se restreindre au seul établissement le plus proche. La diversité des options dans le technique et le professionnel, souvent organisées dans une partie seulement des établissements, conduit à prendre en compte dans ces filières un plus grand nombre d'établissements que dans le général<sup>13</sup>.

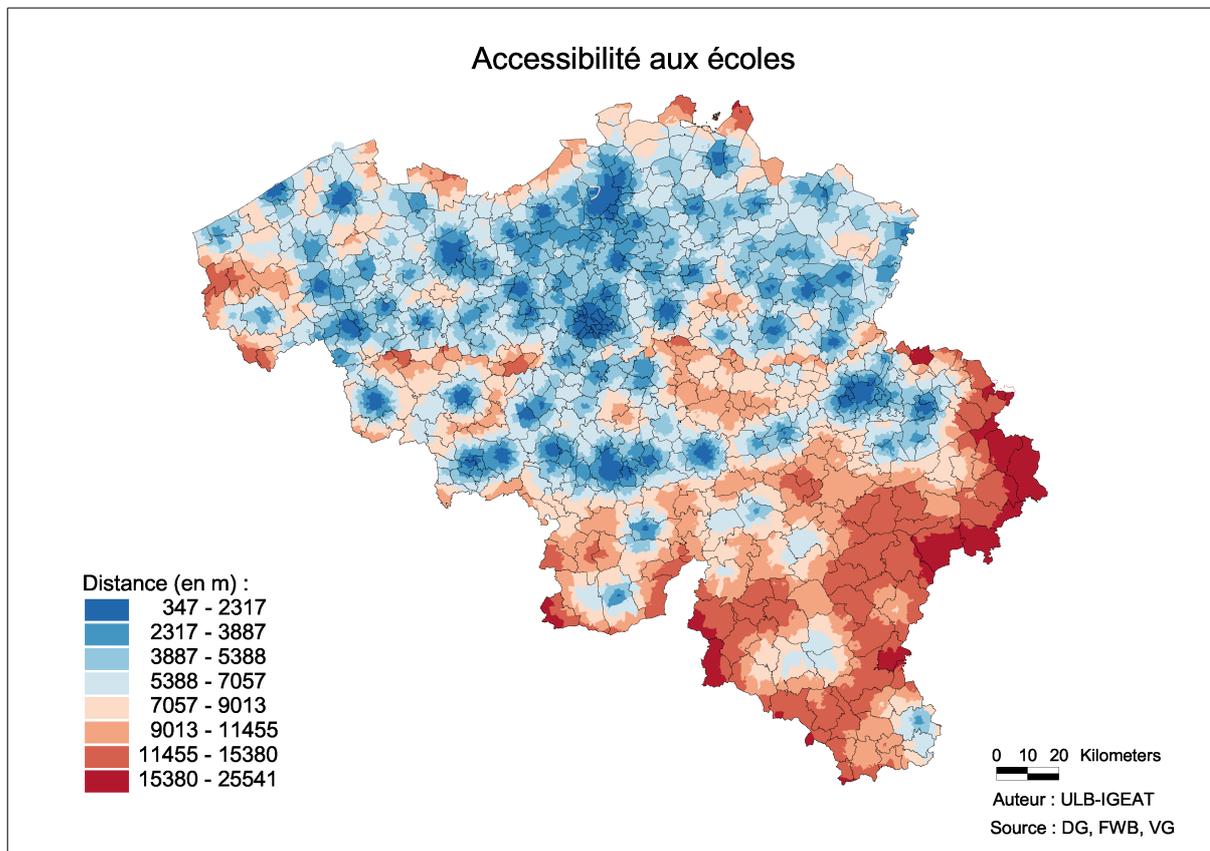
Eu égard à la grande taille de certains secteurs statistiques (souvent ruraux), dont la localisation ne peut être réduite à un unique point central, la distance a été estimée comme

<sup>12</sup> Delvaux, B., & Joseph, M. *Les espaces locaux d'interdépendance entre écoles : étude de cas en Belgique francophone*. Rapport de recherche, Charleroi : CERISIS, 2003

<sup>13</sup> La distance aux 6 établissements les plus proches a été retenue ici, dans la mesure où elle résume le plus efficacement les oppositions d'accessibilité observées à partir d'un lot d'indicateurs d'accessibilité calculés à partir des 2,3,4...10 établissements les plus proches (au sens où elle présente la meilleure corrélation à la première composante d'une analyse en composantes mené sur ces indicateurs).

la moyenne des distances calculées au départ d'un réseau de points d'un maillage 100m x 100m<sup>14</sup>.

L'indicateur d'accessibilité final a été obtenu en faisant une moyenne des trois indices communautaires, pondérée par une estimation de la part des élèves du secteur scolarisés dans chaque Communauté<sup>15</sup>.



### 3.3.5 L'indice synthétique d'accès aux soins médicaux

L'indice synthétique d'accès aux soins est basé sur 5 variables ayant un lien avec la qualité de l'accès aux soins de santé : la densité de médecins généralistes (par commune), la densité de dentistes (par commune), le fait que le CPAS de la commune propose la carte médicale, la présence d'une maison médicale dans la commune (affiliée à la fédération des maisons médicales) et la distance moyenne pondérée aux différents services hospitaliers. Cette dernière variable est le fruit d'une estimation dont la méthodologie est présentée en annexe 1.

<sup>14</sup> On a donc admis l'hypothèse simplificatrice d'une répartition homogène de la population au sein d'un même secteur statistique. Des tests ont montré en effet qu'un découpage des secteurs en deux classes de densité (sur la base des zones urbanisées issues Corine Land Cover) n'apportait pas d'amélioration au modèle. Le choix d'un maillage appuyé sur la localisation des logements selon la matrice cadastrale a été abandonné en raison des délais d'obtention des données.

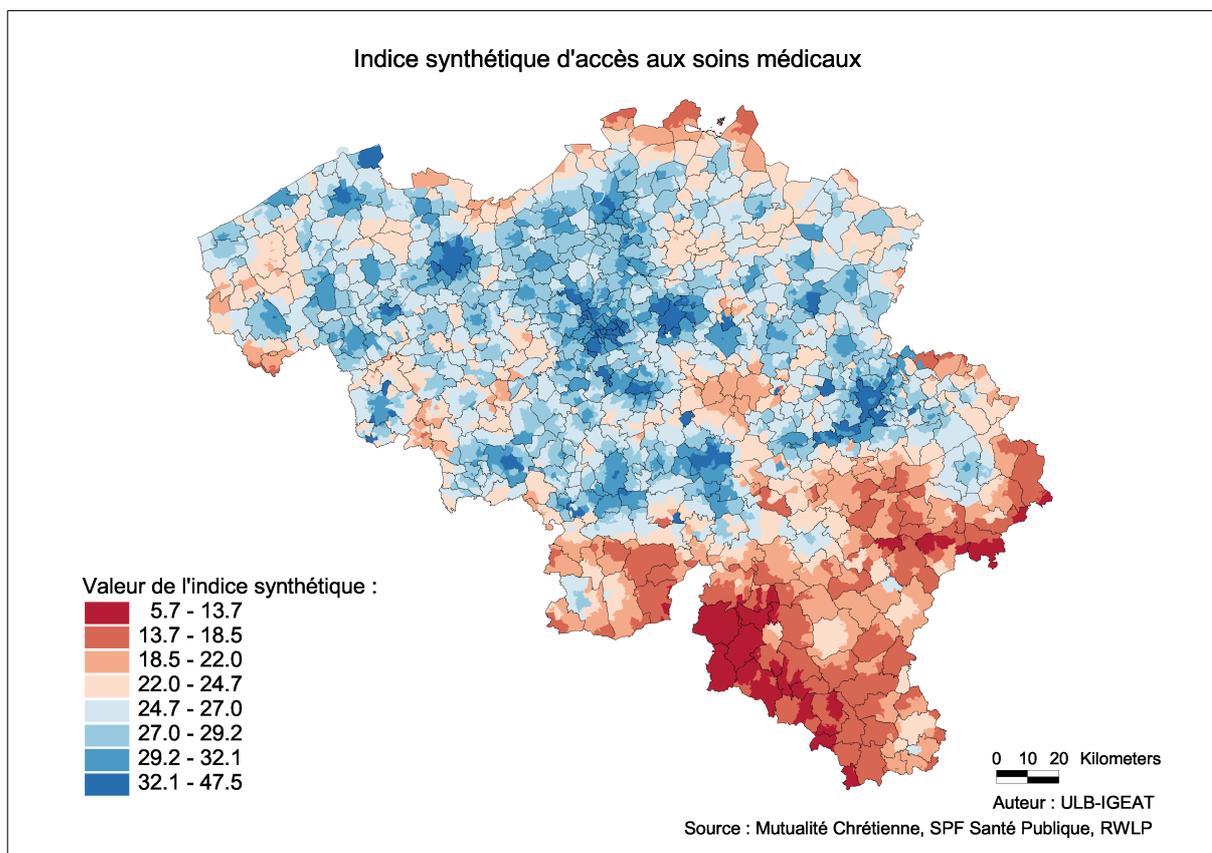
<sup>15</sup> Pour les Communautés flamandes et germanophones, cette estimation a été faite par soustraction entre les effectifs 15-17 ans au 1/1/2007 selon les statistiques de population, et le nombre d'élèves aux mêmes âges scolarisés en Communauté française durant l'année 2007 (réhaussé par un indice de correction issu du rapport entre les deux effectifs pour l'ensemble des communes où les deux autres Communautés peuvent être considérées comme quantitativement négligeables).

Pour déterminer lesquelles de ces variables sont les plus pertinentes pour mesurer la qualité de l'accès aux soins, nous régressons les 5 variables susmentionnées sur les opinions exprimées par les ménages dans l'enquête socio-économique générale de 2001 sur la présence des services de santé dans leur quartier (très bien équipé, normalement équipé ou mal équipé).

Nous choisissons comme variable dépendante de notre régression la part des ménages qui se déclarent être « très bien équipés » dans leur quartier. En effet, la variable dépendante aurait pu également être la part de ménage dans le secteur statistique qui se déclarent « normalement équipé » ou « mal équipé ». Cependant, au moyen d'une ACP, nous avons constaté que les réponses habiter dans un quartier « mal équipé » et « normalement équipé » semblent aller de pair. Par contre, dans les secteurs statistiques où une part importante des ménages se déclarent très bien équipés, une faible part des ménages répondent être normalement ou mal équipé. Nous en concluons que la réponse « être très bien équipé » est la plus significative (être mal ou normalement équipé sont des réponses plus difficilement interprétables car elles semblent davantage dépendre de l'appréciation de la personne qui répond au questionnaire).

Lorsqu'on régresse la part des ménages qui se disent très bien équipés dans leur quartier sur la densité de médecins généralistes, la densité de dentistes, la carte médicale, la présence d'une maison médicale et la distance moyenne aux différents services hospitaliers, toutes les variables sont significatives (à 1%) excepté la présence d'une maison médicale.

Notre indice synthétique d'accès aux soins médicaux correspond à la valeur estimée de la part des ménages qui se déclarent « très bien équipés » dans leur quartier (avec comme régresseurs les 4 variables significatives).

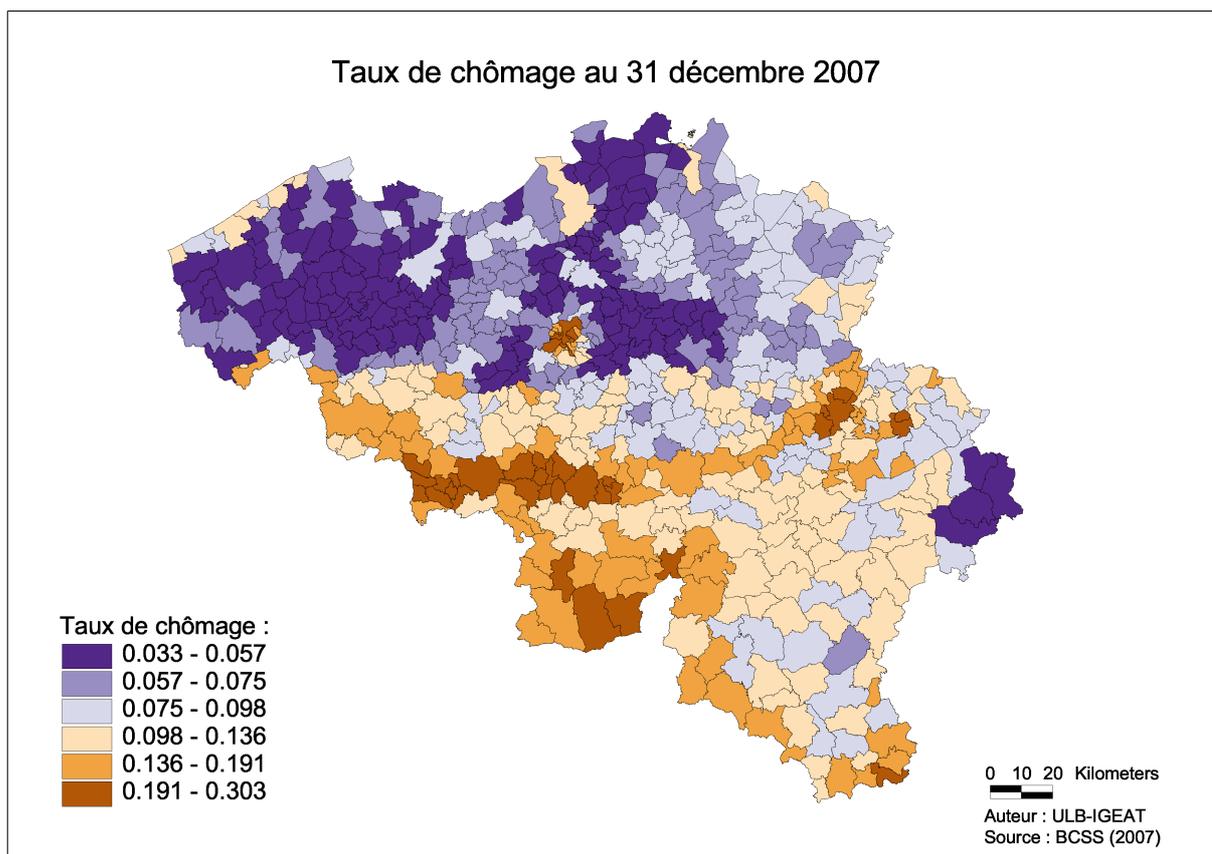


### 3.3.6 Le taux de chômage

Nous considérons le taux de chômage par commune au 31 décembre 2007. Celui-ci a été estimé sur base des données provenant de la BCSS.

Cette variable a pour fonction de situer le climat économique au lieu de résidence des personnes. Plus le taux de chômage dans une commune est élevé, plus il sera difficile pour une personne de trouver un travail à proximité de son domicile. Cet indicateur situe les opportunités économiques auxquelles sont confrontées les habitants.

Pour cette variable, cela ne se justifie pas de travailler au niveau du secteur statistique.

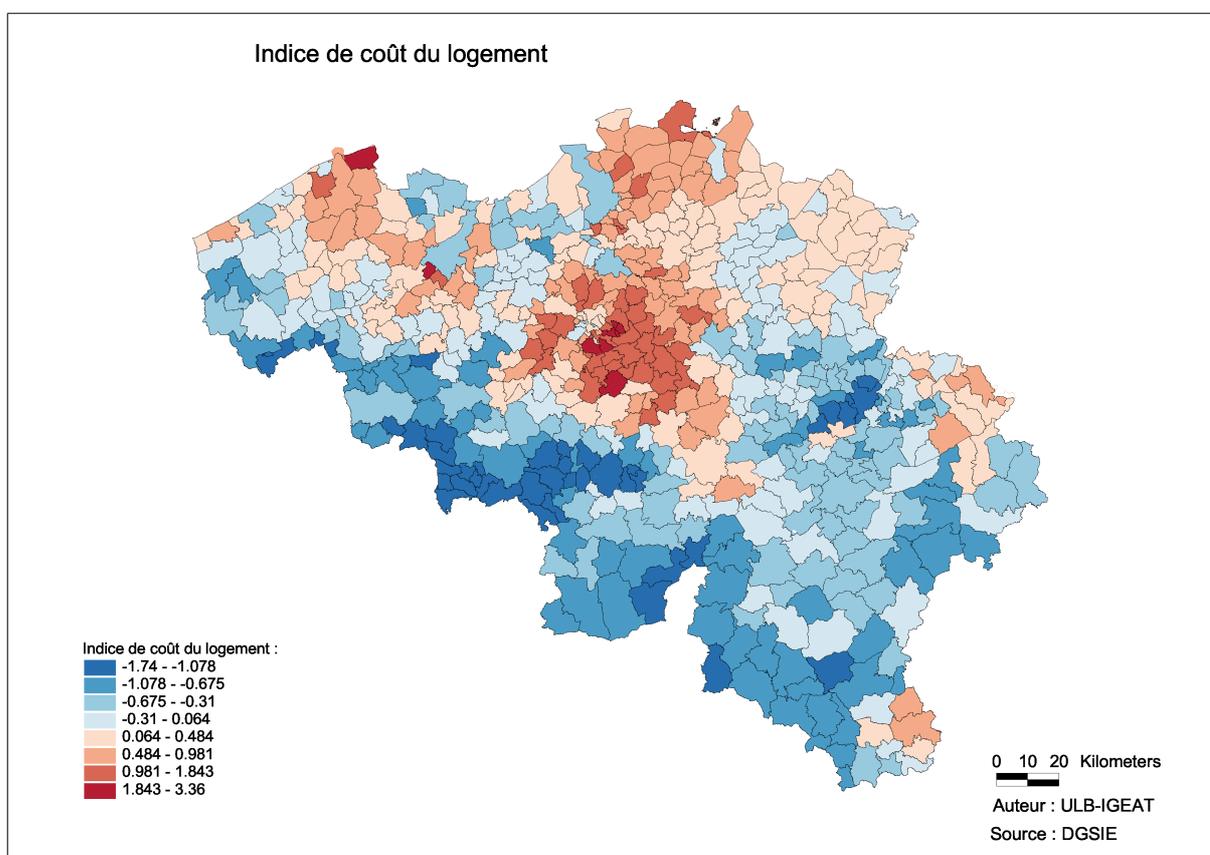


### 3.3.7 Le coût du logement

À défaut de données plus fines régulièrement disponibles, le niveau des prix immobiliers a été estimé sur la base des prix des ventes immobilières, par commune, de 1985 à 2010<sup>16</sup>. La prise en compte des 26 dernières années présente le double avantage d'augmenter la base statistique (parfois très restreinte dans les zones de faible densité) et de ne pas limiter les informations aux seules conditions de ventes actuelles, qui ne concernent qu'une partie réduite de la population. Il faut noter cependant que ces données ne permettent pas de standardiser les prix selon les caractéristiques des logements au-delà d'une distinction sommaire entre 3 catégories : les appartements et studios, les villas ou les bungalows et les habitations ordinaires.

Pour chacune de ces 3 catégories, on a calculé par commune la moyenne<sup>17</sup> des 26 prix relatifs communaux<sup>18</sup> correspondant à la série 1985-2010.

L'indicateur final a été obtenu par moyenne<sup>19</sup> de ces trois valeurs standardisées.



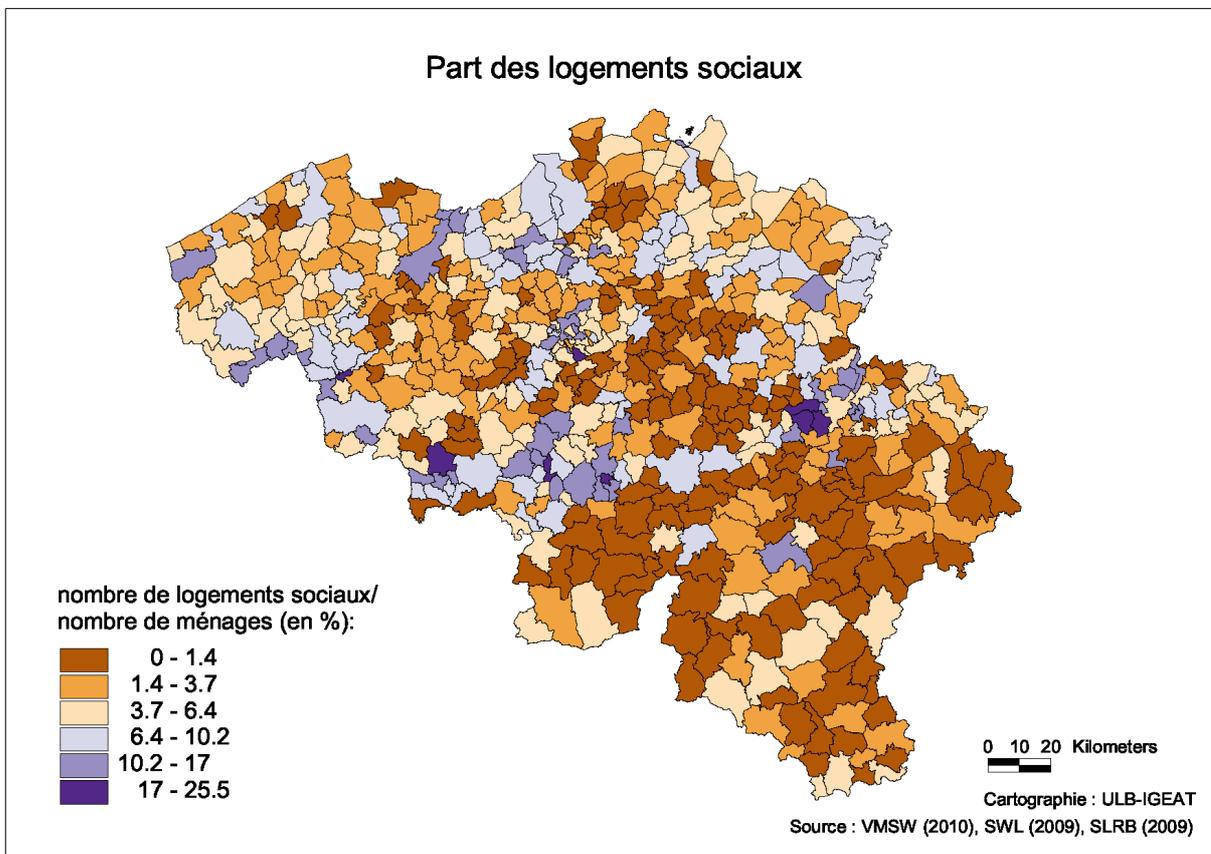
<sup>16</sup> L'utilisation des données de loyers issues de l'enquête générale 2001 n'a pas été retenue, eu égard à l'impossibilité de les actualiser régulièrement. On notera à cet égard que les prix des ventes immobilières sont significativement corrélés au niveau des loyers, et que l'absence de données relatives au marché locatif est moins préjudiciable en dehors des zones d'urbanisation dense et en particulier en milieu rural où la part des logements occupés par leur propriétaire est généralement largement dominante. C'est également surtout en milieu urbain que, dans un contexte de fortes segmentations spatiales, y compris intracommunales, l'échelle communale apparaît trop grossière.

<sup>17</sup> Moyenne pondérée par le nombre de ventes

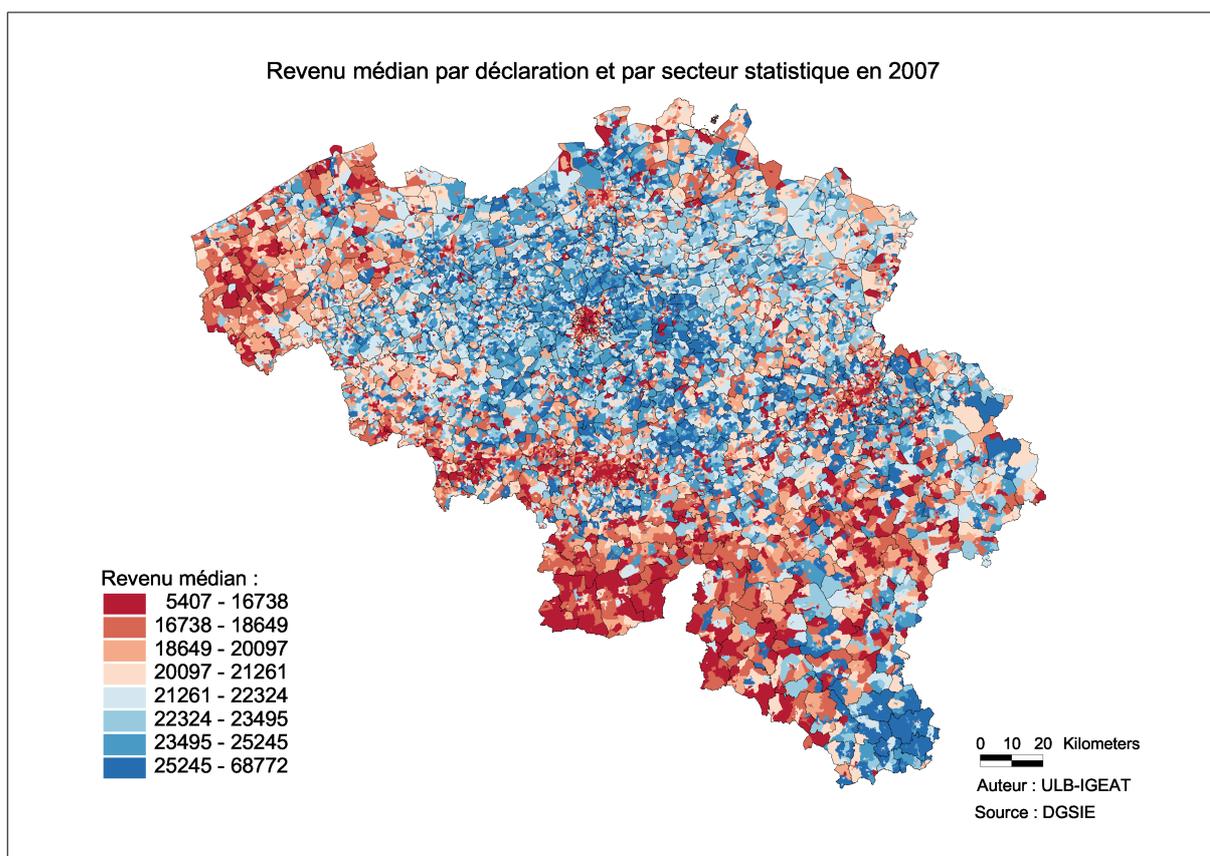
<sup>18</sup> C'est-à-dire le prix médian communal / prix médian belge. L'utilisation des prix relatifs permet d'éliminer les effets liés à l'évolution globale des prix.

<sup>19</sup> Moyenne pondérée par le nombre total de ventes pour chacune des 3 catégories de biens

Nous avons également utilisé la part des logements sociaux par commune qui est le rapport entre le nombre de logements sociaux et le nombre de ménages. Cet indicateur reflète la disponibilité des logements sociaux dans une commune.



### 3.3.8 Le revenu médian par secteur statistique



vaux, B., & Joseph, M. *Les espaces locaux d'interdépendance entre écoles : étude de cas en Belgique francophone*. Rapport de recherche, Charleroi : CERISIS, 2003

## 4. TYPOLOGIE DE L'ESPACE

Avant de pouvoir étudier la pauvreté rurale ou urbaine, il est indispensable de définir quels territoires doivent être considérés comme ruraux ou urbains. Par conséquent, une typologie de l'espace a été élaborée pour toute la Belgique à l'échelle des anciennes communes<sup>20</sup>. Cette typologie a été établie de manière spécifique et en lien avec la problématique traitée : elle n'a pas été définie en fonction de certaines activités ou d'un type d'occupation de l'espace mais d'un ensemble de déficits en matière de services et d'accessibilité.

Dans cette optique, 4 variables de base ont été retenues : deux variables reflétant l'appréciation que font les ménages des services locaux dans l'enquête socio-économique de 2001 et deux variables reflétant la possibilité d'accès à des pôles extérieurs de services. Une carte de ces différentes variables est insérée en annexe 2.

### 4.1 VARIABLES REFLÉTANT L'APPRÉCIATION DES SERVICES LOCAUX PAR LES MÉNAGES

Ces appréciations peuvent être obtenues au travers de l'enquête 2001 pour plusieurs types de services (administration, services sociaux et scolaires, crèches, commerces, professions libérales, culture, santé).

Les appréciations ont été ramenées à deux appréciations synthétiques :

- l'une pour l'administration, les services sociaux et scolaires et les crèches
- l'autre pour les services restants.

Il faut noter toutefois que ces données doivent être utilisées avec précaution. D'une part, les appréciations peuvent être relatives au contexte (quoique bien équipé par rapport aux espaces ruraux, un quartier urbain dense peu équipé par rapport aux autres quartiers urbains pourra ainsi être jugé mal équipé par ses habitants). Par ailleurs, les types d'appréciations peuvent éventuellement dépendre d'autres facteurs, comme des facteurs culturels, comme le suggère par exemple l'écart, à même niveau socio-économique des quartiers, entre l'appréciation portée sur l'état des logements en Flandre et en Wallonie.

### 4.2 VARIABLES REFLÉTANT LES POSSIBILITÉS D'ACCÈS À DES PÔLES EXTÉRIEURS DE SERVICES

Deux variables ont été retenues ici toujours sur base de l'enquête socio-économique de 2001 :

- L'appréciation des transports en commun par les ménages
- Le niveau moyen de rayonnement commercial des pôles accessibles. Le rayonnement est calculé sur la base de la masse de population théoriquement polarisée par les différents types de commerces présents dans le pôle. L'accessibilité aux pôles est définie sur la base des mouvements de navette de travail et de scolarité pour les élèves de 15 ans au moins. Chaque ancienne commune se voit donc affecter un rayonnement moyen, correspondant à la moyenne pondérée des rayonnements de tous les pôles accessibles, avec l'intensité des navettes comme pondérateur.

<sup>20</sup> Les anciennes communes sont les communes d'avant la fusion des communes qui eût lieu dans les années '70. Il y a 2 643 anciennes communes et elles sont 589 aujourd'hui.

### 4.3 CONSTRUCTION D'UN INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DE RURALITÉ

Les 4 variables de base ci-dessus ont été synthétisées en une variable unique au travers d'une analyse en composantes principales.

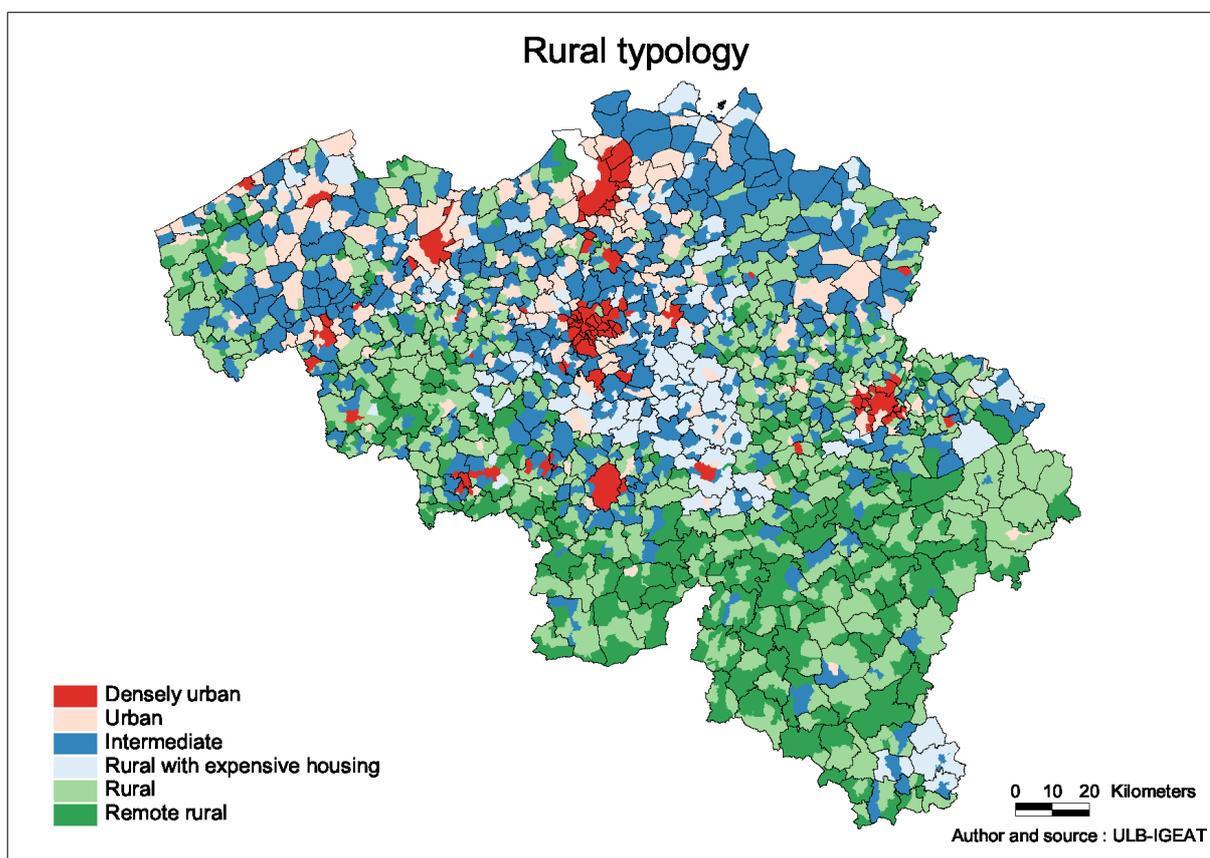
### 4.4 MISE EN PLACE D'UNE TYPOLOGIE SPATIALE

Une typologie spatiale a ensuite été mise en place à l'échelle des anciennes communes. Elle s'est principalement appuyée sur une division en 3 classes de la variable synthétique de ruralité. Cette division a conduit au dégagement d'un groupe pouvant être grosso modo assimilé à un groupe urbain, à un groupe rural et à un groupe intermédiaire.

Un sous-groupe 'urbain dense' a ensuite été isolé du groupe urbain, sur la base du taux d'artificialisation.

Le groupe rural a par ailleurs été scindé en trois sous-groupes : les anciennes communes dont le niveau du foncier est le plus élevé (qui correspond le plus souvent aux anciennes communes sous influence urbaine), les anciennes communes classées les plus rurales selon l'indicateur synthétique de ruralité et enfin les anciennes communes résiduelles.

La typologie de l'espace est illustrée sur la carte ci-dessous.



Dans certaines analyses, nous ne pourrions conserver les catégories « rural avec foncier élevé » et « rural profond » qui sont celles où les effectifs de l'échantillon EU-SILC sont les plus faibles. Dès lors, nous regroupons le « rural avec foncier élevé » avec l'« intermédiaire » et le « rural profond » avec le « rural » car ces espaces sont les plus semblables du point de vue de la pauvreté.

## 5. DÉFINITION DE LA PAUVRETÉ DANS EU-SILC

L'étude de la pauvreté est communément basée sur l'enquête EU-SILC car celle-ci constitue une source d'information très complète sur les conditions de vie dans les pays de l'Union Européenne. L'analyse de la pauvreté rurale (par opposition à la pauvreté urbaine) et de ses spécificités est donc réalisée sur base de cette enquête. Cependant, avant de pouvoir étudier la pauvreté, celle-ci doit être définie.

Dans la littérature relativement abondante qui existe à propos de l'enquête EU-SILC, divers mesures de pauvreté sont couramment utilisées :

- la pauvreté subjective : est considéré comme pauvre un ménage qui déclare boucler difficilement ou très difficilement son budget.
- la pauvreté monétaire : est considéré comme pauvre un ménage vivant avec l'équivalent de moins de 60% du revenu médian<sup>21</sup> équivalent ;
- la déprivation matérielle : est considéré comme pauvre un ménage incapable de posséder les biens et services et/ou de se livrer aux activités qui sont considérés comme ordinaires. En pratique, le ménage est jugé comme souffrant de déprivation matérielle s'il ne peut se permettre au moins 3 items parmi une liste de 9<sup>22</sup>.

Ces 3 mesures de la pauvreté des ménages ont l'avantage d'être simples et intelligibles. Toutefois, elles ne sont pas exemptes de problèmes.

L'approche subjective de la pauvreté donne des résultats discutables (et est rarement utilisée) : même dans les 30% de l'échantillon qui ont les revenus les plus élevés, plus de 5% déclarent boucler leur budget difficilement ou très difficilement.

La pauvreté monétaire est insatisfaisante car on sait que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel complexe qui ne peut être réduit à une simple question de revenu.

La déprivation matérielle a été proposée afin de mieux prendre en compte le caractère multidimensionnel et de long terme de la pauvreté. Néanmoins, l'usage de la déprivation matérielle comme mesure de pauvreté au niveau individuel semble également problématique : si l'on considère les 15% de la population qui dispose des revenus les plus faibles (et qui sont les personnes davantage susceptibles d'être pauvres), le taux de déprivation est de seulement 38,4% ; ce qui traduit vraisemblablement mal les difficultés auxquelles sont confrontées ces personnes.

Nous avons dès lors cherché d'autres moyens de mesurer la pauvreté qui prennent en compte les différents aspects qu'elle recouvre. Nous avons notamment testé les indicateurs financiers suggérés par l'étude « Une autre approche des indicateurs de pauvreté : recherche-action-formation » (Service de Lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale (2004)). Dans celle-ci, plusieurs pistes sont proposées : l'examen des différents types de dettes (et plus particulièrement les frais scolaires, les frais liés aux soins de santé et le retard dans le paiement des fournitures en gaz et électricité) et un indicateur de budget disponible. Dans les deux prochaines sections, nous examinerons pourquoi l'utilisation des deux pistes proposées ci-dessus n'est pas opérationnalisable. Dans une troisième section, nous présentons la mesure de pauvreté élaborée pour ce projet ; à savoir l'indice synthétique de pauvreté.

<sup>21</sup> Le revenu médian est le revenu qui partage exactement en deux la population : la moitié de la population dispose d'un revenu plus élevé et l'autre moitié d'un revenu plus bas.

<sup>22</sup> Les 9 items sont les suivants : être en mesure de faire face à des dépenses imprévues (800€) ; manger tous les deux jours un repas comprenant des protéines ; chauffer correctement son logement ; partir une semaine par an en vacances ; éviter les arriérés de crédit, de loyer et de paiement ; disposer (si désiré) d'une voiture ; disposer (si désiré) d'une télévision ; disposer (si désiré) d'un téléphone ; disposer (si désiré) d'une machine à laver.

## 5.1 INDICATEUR DE BUDGET DISPONIBLE

L'indicateur de budget disponible a pour objectif de prendre en compte la part que représente le logement (en ce compris les différentes charges comme le gaz, l'eau, l'électricité, le précompte immobilier, etc.), les dettes et les dépenses de nourriture dans le budget du ménage.

Nous avons donc considéré le coût du logement en incluant le coût des prêts, le précompte immobilier, le loyer, le coût du gaz, de l'électricité, etc. Ensuite, nous avons fait le rapport entre le coût du logement et les revenus du ménage. Les résultats auxquels nous aboutissons semblent sujets à caution :

Tableau 1 : rapport entre le coût du logement et le revenu

	percentile 5	percentile 10	percentile 15	percentile 20	percentile 25	percentile 30	percentile 35	percentile 40	percentile 45	percentile 50
Coût du logement/revenu	211%	42%	35%	32%	29%	27%	26%	26%	23%	20%
Coût du logement+nourriture/revenu	300%	62%	52%	47%	43%	40%	37%	37%	33%	30%

	percentile 55	percentile 60	percentile 65	percentile 70	percentile 75	percentile 80	percentile 85	percentile 90	percentile 95	percentile 100
Coût du logement/revenu	19%	18%	18%	17%	16%	15%	16%	16%	12%	11%
Coût du logement+nourriture/revenu	29%	27%	26%	25%	23%	22%	22%	22%	17%	14%

Source : EU-SILC

Pour les 5% de la population qui ont les revenus les plus faibles dans l'enquête SILC, le coût de leur seul logement est en moyenne plus de deux fois le montant de leurs revenus. Il n'est donc pas envisageable de réaliser l'indicateur de budget disponible proposé dans l'étude car celui-ci serait négatif pour une part non négligeable de l'échantillon.

Si on ajoute à cela un forfait pour la nourriture de 1700€ par an par adulte<sup>23</sup>, les chiffres obtenus sont encore moins vraisemblables. Il existe au moins deux explications à ce phénomène. D'une part, ces chiffres traduisent des erreurs de mesure et/ou la difficulté de mesurer les revenus de certaines catégories de la population (les très bas revenus, les indépendants, etc.). D'autre part, on peut supposer que certaines personnes ont eu temporairement des revenus plus faibles au moment de l'enquête mais qu'ils n'y ont pas automatiquement adapté le coût de leur logement.

Par conséquent, nous avons l'impression que la variable de budget disponible proposée dans l'étude « Une autre approche des indicateurs de pauvreté : recherche-action-formation » n'est pas opérationnalisable.

## 5.2 LES DETTES

De manière générale, il est assez malaisé de hiérarchiser les multiples indicateurs issus de l'enquête EU-SILC qui peuvent être considérés comme une manifestation de la pauvreté. On peut néanmoins supposer que les indicateurs les plus liés à la pauvreté se concentrent davantage dans les faibles revenus. Ainsi, 95% des personnes déclarant avoir des arriérés liés au logement d'un montant supérieur au revenu mensuel total du ménage se situent dans les deux premiers déciles de revenu.

Plus spécifiquement, on observe plus souvent chez les ménages ayant des bas revenus les caractéristiques suivantes :

- les dettes de logement les plus lourdes et des arriérés de loyers (et pour les éventuelles visites liées d'un huissier de justice)
- des emprunts ou arriérés de paiement liés à la santé ou à la scolarité (ou à la garde d'enfants)
- des limitations de fourniture liées à un retard de paiement pour l'électricité, l'eau ou le gaz

<sup>23</sup> Montant extrait de l'enquête sur le budget des ménages pour les dépenses alimentaires d'un adulte.

- des retards de paiement aux contributions

Par contre, les dettes davantage liées aux biens de consommation, auprès de supermarchés ou de sociétés de vente par correspondances, sont nettement moins spécifiques des plus bas revenus.

Toutes ces tendances sont cohérentes avec les conclusions du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale. Elles témoignent d'une tendance à s'endetter d'autant plus forte que les dépenses concernent des droits fondamentaux auxquels il est extrêmement difficile de renoncer. Les retards de paiement en la matière sont, de même, très significatifs. Cependant, l'opposition entre les dépenses auxquelles il serait possible de renoncer et celles liées à des droits fondamentaux n'est pas tranchée. Ainsi, une situation de pauvreté peut conduire à renoncer partiellement à des droits parmi les plus fondamentaux : par exemple en acceptant un logement de faible qualité ou sous-dimensionné par rapport à la taille du ménage, en renonçant à certains soins de santé ou en les postposant (plus souvent le dentiste que le médecin).

Toutefois, l'utilisation d'un indicateur de pauvreté basé sur les dettes et leur nature comporte deux difficultés.

Premièrement, la plupart des variables évoquées ne concernent souvent, à elles seules, qu'une part assez faible de la population. Par exemple, en part du total de la population, les personnes déclarant des factures non acquittées liées au logement représentent 6.5%, à la santé ou à la scolarité de 5.9%, etc.

Deuxièmement, la plupart de ces variables concernent aussi en partie, même si de manière très sous-représentée, des personnes déclarant des revenus moyens voire élevés et ne pouvant a priori être systématiquement considérées comme pauvres. Ainsi, la moitié environ des personnes déclarant des arriérés de paiement en matière de fourniture d'eau/énergie ont des revenus supérieurs à ceux des deux premiers déciles (qui regroupent donc, avec 20% de la population, déjà nettement plus que les 15% liés au seuil à 60% du revenu médian). De même, quelque 30% pour les cas d'une seule facture non payée et environ 20% dans le cas de plusieurs factures annoncent même des revenus supérieurs au revenu médian. Des constats analogues peuvent être faits pour la plupart des variables d'endettement.

### 5.3 INDICE SYNTHÉTIQUE DE PAUVRETÉ

Vu les problèmes rencontrés avec les mesures de pauvreté évoquées jusqu'ici, nous avons pris le parti d'essayer de synthétiser la très grande variété d'informations contenues dans l'enquête EU-SILC en une seule variable que nous appelons l'« indice synthétique de pauvreté ». Cet indice synthétique est estimé à l'échelle du ménage<sup>24</sup> et chaque membre de celui-ci reçoit ensuite le même indice.

Pour construire l'indice synthétique de pauvreté, nous avons pris en considération toutes les variables présentes dans l'enquête EU-SILC pouvant être considérées comme une éventuelle manifestation de la pauvreté ou de l'absence de pauvreté. Ces variables concernent environ 90 questions de l'enquête ; ce qui correspond à 138 variables (certaines questions entraînent la création de plusieurs variables). Celles-ci couvrent des domaines extrêmement variés comme les difficultés d'accès aux soins médicaux, l'équipement du ménage, le statut d'occupation du logement, la qualité du logement, les éventuelles formes de patrimoine à la disposition des ménages, les éventuels problèmes d'endettement ou de paiement, la difficulté à boucler son budget, la capacité à faire face à des dépenses imprévues, l'environnement, la participation à la vie sociale, etc.

<sup>24</sup> Ceci signifie par exemple que l'indice synthétique de pauvreté prend en compte les revenus de tous les membres du ménages.

Cependant, toutes les variables pouvant être considérée comme une éventuelle manifestation de la pauvreté (ou de l'absence de pauvreté) ne peuvent être mises sur le même pied. Par exemple, le fait de déclarer vivre dans un environnement souffrant de problèmes de pollution est sans doute moins clairement associé à la pauvreté que le fait de renoncer à des soins pour raisons financières. Déclarer boucler difficilement le budget du ménage est sans doute fortement associé à la pauvreté, mais pas autant que de déclarer le boucler très difficilement. Un livret d'épargne est sans doute moins significatif d'une absence de pauvreté que la détention d'actions, etc.

Dès lors, il apparaît nécessaire de donner à chaque variable un poids différent selon qu'elle apparaît plus ou moins fortement liée à la pauvreté ou à son absence. Toutes les variables pouvant être considérée comme une éventuelle manifestation de la pauvreté (ou de l'absence de pauvreté) sont exprimées sous une forme binaire 1/0. Ensuite, pour chacune des variables, nous avons calculé la part des ménages ayant la valeur 1 dans chacun des déciles de revenus. Une analyse factorielle a ensuite été menée, avec les 138 variables comme observations et les 10 pourcentages dans les déciles de revenus comme variables.

C'est le score de chacune des 138 variables sur la première composante issue de cette analyse factorielle qui a été retenu comme indice de l'importance à accorder à la variable. Plus une problématique est associée aux bas revenus, plus sa pondération dans l'indice général est élevée. A l'inverse, plus une caractéristique est présente parmi les hauts revenus plus son poids est négatif.

Cette première composante, qui condense 63% de la variance totale, oppose les pourcentages dans les faibles et les hauts déciles. La seconde composante, qui ne condense que 15% de la variance, oppose quant à elle les déciles moyens aux déciles extrêmes.

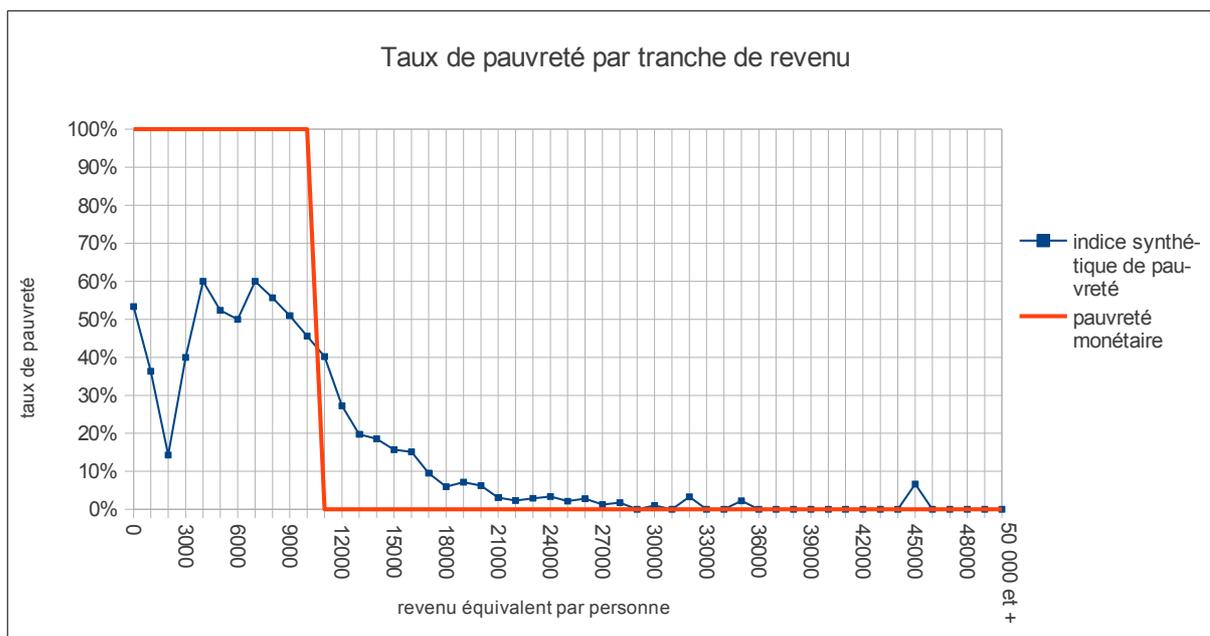
Dans la très grande majorité des cas, lorsque des variables sont hiérarchisables a priori, les scores issus de l'analyse factorielle traduisent correctement cette hiérarchie. Par exemple, le score de la variable 'boucler son budget très difficilement' est effectivement plus grand que celui de la variable 'boucler son budget difficilement', lui-même plus grand que la variable 'boucler plutôt difficilement', etc. Dans les quelques rares cas contraires, essentiellement liés à de faibles effectifs, les variables hiérarchisables a priori ont été fusionnées (par exemple les variables 'avoir laissé une fois une facture scolaire impayée' et 'avoir laissé au moins deux fois une facture scolaire impayée').

Finalement, après avoir attribué un poids à chacune des 138 variables, nous attribuons à chaque ménage de l'échantillon une valeur à l'indice synthétique de pauvreté en fonction des réponses du ménages à chacune des questions.

Par conséquent, l'indice synthétique de pauvreté adopté permet de classer les ménages mais pas de déterminer lesquels sont pauvres ou non. Il faut donc fixer un seuil de pauvreté pour pouvoir déterminer quels sont les ménages pauvres. Pour ce faire, nous fixons arbitrairement le taux de pauvreté à 15% (qui correspond au taux de pauvreté belge officiel obtenu sur base du critère de la pauvreté monétaire) ; c-à-d que les 15% des ménages ayant la valeur de l'indice synthétique de pauvreté le plus élevé sont considérés comme pauvres.

En conclusion, l'indice synthétique de pauvreté a comme principal avantage de prendre en compte un très large éventail de manifestations de la pauvreté tout en attachant davantage d'importance à celles qui sont concentrées chez les bas revenus. Le revenu des ménages intervient donc dans la construction de l'indice mais de manière indirecte.

Le graphique ci-dessous compare l'indice synthétique de pauvreté avec la pauvreté monétaire.



Avec la pauvreté monétaire, toute personne ayant un revenu équivalent inférieur à 10 788€ (= 60% de la médiane du revenu équivalent) est considérée comme pauvre. Avec l'indice synthétique de pauvreté, 95% des personnes identifiées comme pauvres ont un revenu équivalent inférieur à 20 000€. Par contre, la moitié des personnes ayant déclaré un revenu équivalent inférieur à 10 788€ ne sont pas considérées comme pauvres (cf. notamment les problèmes de la mesure des faibles revenus évoqués dans la section traitant de l'indicateur de budget disponible).

## 6. ÉTUDE DE LA PAUVRETÉ SUR BASE DE L'ENQUÊTE SILC

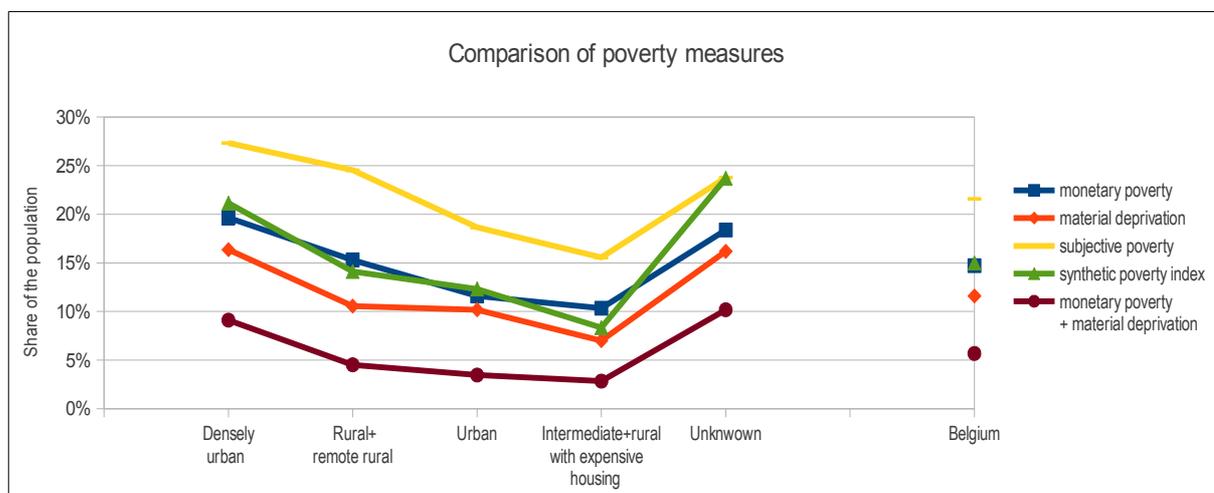
Dans cette section, nous analysons la pauvreté au moyen des données de l'enquête EU-SILC dans les différents types d'environnement que nous avons délimité. Dans un premier temps, nous examinons quelles catégories de ménage sont les plus affectées par la pauvreté. Dans un deuxième temps, nous étudions les spécificités de la pauvreté dans chaque catégorie d'environnement.

Les résultats présentés ici sont obtenus sur base de l'indice synthétique de pauvreté que nous avons élaboré (sauf explicitement mentionné). Pour rappel, le seuil de l'indice synthétique de pauvreté a été arbitrairement fixé à 15%.

Lorsque nous travaillons avec les données EU-SILC, nous étudions la pauvreté en ne considérant que 4 environnements différents en raison de l'effectif restreint de l'échantillon (le rural avec foncier élevé est regroupé avec le l'intermédiaire et le rural profond avec le rural). Par ailleurs, nous ajoutons une cinquième catégorie nommée « unknown » qui correspond aux personnes qui ont déménagé depuis leur intégration dans le panel de l'enquête SILC et dont on ne connaît pas le secteur statistique de résidence<sup>25</sup>.

### 6.1 LA PAUVRETÉ PAR TYPE D'ESPACE

En préambule, nous examinons les taux de pauvreté par catégorie d'espace, et ce, en considérant différentes mesures de pauvreté évoquées plus haut : la pauvreté monétaire, la déprivation matérielle, la pauvreté subjective, l'indice synthétique de pauvreté et enfin les personnes qui cumulent pauvreté monétaire et déprivation matérielle.



Toutes ces mesures de pauvreté révèlent la même tendance : l'urbain dense concentre le plus grand pourcentage de personnes pauvres, suivi par le rural (associé au rural profond), l'urbain et l'intermédiaire (associé au rural avec foncier élevé). Le type « unknown » a également un profil très défavorable ; nous reviendrons sur ce constat ci-après.

Dans le tableau ci-dessous, les taux de pauvreté sont analysés plus en détail. La partie gauche contient les taux de pauvreté estimés et la partie droite le nombre de personnes de l'échantillon EU-SILC sur lequel porte la statistique. Plus l'effectif dans la partie droite est faible, plus le taux de pauvreté estimé pour la catégorie de personnes concernées est sujet à caution.

<sup>25</sup> Ces personnes représentent 12% de l'échantillon EU-SILC.

Tableau 2 : la pauvreté en Belgique par catégorie de ménage et d'espace

		densely urban	urban	Intermediate+rural with expensive housing	Rural+ remote rural	unknown	Belgium	densely urban	urban	Intermediate+rural with expensive housing	Rural+ remote rural	unknown
		synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	persons	persons	persons	persons	persons
Total	All	21.2%	12.3%	8.3%	14.1%	23.7%	15.0%	3 872	2 299	4 570	2 556	1 811
sex	male	20.5%	11.9%	7.7%	13.9%	21.4%	14.3%	1 857	1 119	2 223	1 256	898
	female	21.8%	12.8%	8.9%	14.4%	26.1%	15.7%	2 015	1 180	2 347	1 300	913
household type	one person household	27.3%	21.2%	19.1%	31.0%	33.4%	25.9%	660	265	394	247	232
	2 adults, no dependant children, both < 65 years	11.2%	3.1%	4.8%	9.0%	11.8%	7.8%	558	352	680	334	372
	2 adults, no dependant children, at least one ≥ 65 years	7.1%	8.4%	5.5%	8.9%	19.1%	7.8%	380	310	496	286	108
	other households without dependent children	9.1%	9.3%	6.9%	14.4%	12.0%	9.6%	235	161	465	266	143
	single parent household, 1 or more children	40.8%	40.3%	26.5%	53.1%	58.3%	41.0%	405	136	248	97	160
	2 adults, one dependent children	17.1%	5.0%	3.8%	11.2%	13.8%	9.7%	399	225	546	294	243
	2 adults, two dependent children	13.4%	3.4%	4.4%	3.5%	19.4%	7.4%	532	456	956	424	232
	2 adults, three or more dependent children	24.4%	19.5%	4.4%	12.0%	28.2%	15.3%	392	258	477	339	184
other households with dependent children	33.9%	14.5%	17.4%	10.3%	29.1%	20.9%	272	136	284	231	128	
age	0-15	27.4%	16.9%	8.3%	12.6%	32.0%	18.0%	746	422	920	493	373
	16-24	27.6%	17.2%	11.6%	16.4%	25.9%	19.1%	424	252	454	304	250
	25-49	20.1%	9.4%	7.6%	14.5%	19.8%	14.1%	1 281	709	1 523	846	806
	50-64	19.9%	9.9%	8.2%	12.3%	21.3%	13.2%	798	506	985	521	220
	+65	14.7%	12.5%	7.9%	15.5%	26.2%	13.0%	623	410	688	392	162
activity status	employed	10.9%	5.9%	4.1%	8.4%	10.4%	7.6%	1 434	908	1 879	993	844
	unemployed	41.7%	20.5%	21.2%	34.2%	57.4%	33.7%	276	119	271	158	120
	retired/early retirement	16.2%	11.4%	9.3%	15.7%	25.4%	13.7%	646	435	747	429	180
	other inactive	31.9%	20.3%	12.7%	19.3%	41.6%	23.2%	737	401	706	442	273
tenure status	owner	8.6%	6.6%	4.2%	9.9%	11.1%	7.2%	2 486	1 832	3 905	2 174	1 030
	renter	42.5%	33.3%	31.0%	38.3%	38.2%	37.9%	1 386	467	665	382	781
work intensity	household without dependent children W=0	38.4%	22.8%	19.3%	30.6%	43.0%	29.4%	382	216	427	261	142
	household without dependent children 0<W<1	16.2%	6.0%	8.5%	14.1%	19.8%	12.4%	411	248	516	294	234
	household without dependent children W=1	6.0%	5.0%	2.6%	10.3%	7.2%	5.7%	543	276	579	277	367
	household with dependent children W=0	70.0%	54.2%	62.2%	70.4%	94.7%	71.9%	264	40	103	87	109
	household with dependent children 0<W<0.5	64.4%	62.5%	35.3%	43.2%	53.7%	55.9%	183	72	76	58	72
	household with dependent children 0.5<W<1	21.2%	9.6%	12.3%	12.4%	21.3%	15.2%	593	261	679	427	247
household with dependent children W=1	8.0%	9.5%	2.0%	3.3%	13.2%	5.9%	982	836	1 661	842	523	
education	low	35.4%	20.8%	17.7%	28.3%	45.6%	26.9%	388	235	475	306	122
	medium	21.1%	11.7%	7.8%	13.7%	27.2%	14.6%	1 495	1 006	2 029	1 199	728
	high	7.1%	4.0%	2.2%	3.0%	4.5%	4.4%	1 029	577	980	462	507

Source : calculs propres sur base de EU-SILC

Les taux de pauvreté dans les différents types d'espace sont par ordre croissant : 8,3% dans l'intermédiaire (+ rural avec foncier élevé), 12,3% dans l'urbain, 14,1% dans le rural (+ rural profond), 21,2% dans l'urbain dense et 23,7% pour les ménages dont on ignore le secteur statistique de résidence. Les ménages qui appartiennent à cette dernière catégorie ont déménagé récemment. Ils ont de ce fait davantage de chances d'être locataires. Or, les locataires sont en moyenne 5 fois plus pauvres que les propriétaires.

Ces résultats confirment que la pauvreté est fortement présente dans l'urbain dense mais aussi dans le monde rural. À l'opposé, dans les espaces intermédiaires, la pauvreté est toujours plus faible que la moyenne belge, et ce, quelle que soit la catégorie de population envisagée.

À l'échelle de la Belgique, les catégories sociales qui connaissent les taux de pauvreté les plus élevés (au-delà de 25%) sont les isolés (26%), les personnes avec un faible niveau d'instruction (27%), les ménages sans enfants où l'on ne travaille pas (29%), les locataires (38%), les familles monoparentales (41%) et surtout les ménages avec enfants où l'intensité de travail est faible ou nulle dans le ménage (respectivement 56% et 72%).

À l'inverse, les ménages où la probabilité d'être pauvre est la plus faible sont ceux avec un membre ayant un niveau d'instruction élevé (4%), les ménages (avec ou sans enfants à charge) où tous les membres du ménage sont actifs (6%) et les ménages propriétaires de leur logement (7%).

En ce qui concerne les particularités observées pour chaque type d'environnement, on constate que le plus souvent les taux de pauvreté sont les plus élevés dans l'urbain dense. Ceci est particulièrement vrai pour les ménages composés de deux adultes avec au moins 3 enfants à charge (24%), les « autres ménages avec enfants à charge<sup>26</sup> » (34%), les locataires (43%) et les ménages faiblement diplômés (35%).

Certaines catégories de ménages semblent rencontrer davantage de difficultés dans le monde rural que dans l'urbain dense : les isolés (31% sont pauvres dans le monde rural), les ménages monoparentaux (53% mais l'effectif est particulièrement faible), les personnes de plus de 64 ans (15%), les « autres ménages sans enfants à charge<sup>27</sup> » (14%), les ménages sans enfants à charge dont tous les membres du ménage occupent un emploi (10%) et les propriétaires de leur logement (10%). Ce dernier chiffre est attendu : à la campagne, les ménages sont plus souvent propriétaires car le parc locatif (y compris le logement social) est restreint ; le fait d'être propriétaire concerne donc une part plus grande de la population et est moins discriminant qu'en ville.

À l'inverse, la pauvreté semble sous-représentée dans le monde rural (par comparaison à la moyenne belge) parmi les jeunes de moins de 25 ans, les ménages composés de deux adultes avec au moins 3 enfants à charge (12%), les « autres ménages avec enfants à charge » (34%) et les ménages hautement diplômés (3%).

Lorsqu'on compare les résultats obtenus par type de ménage sur base de l'indice synthétique de pauvreté avec ceux de la pauvreté monétaire, les deux grandes différences concernent les personnes de plus de 65 ans (dont le taux est ici de 13% contre 21% avec la pauvreté monétaire) et les locataires (38% contre 28,5%).

---

<sup>26</sup> C.-à-d. les ménages qui sont composés de plus de deux adultes et au moins un enfant considéré comme à charge.

<sup>27</sup> C.-à-d. les ménages qui sont composés de plus de deux adultes (et pas d'enfants considérés comme à charge).

On peut également s'interroger si cela aurait changé quelque chose à notre constat en termes de répartition spatiale de la pauvreté si nous avons choisi un seuil de pauvreté différent de celui de 15% pour l'indice synthétique de pauvreté<sup>28</sup>. Que se passerait-il si le taux de pauvreté avait été fixé à 5%, 10% ou 20% ?

Tableau 3 : la pauvreté en Belgique par catégorie d'espace

	densely urban	urban	Intermediate+rural with expensive housing	Rural+ remote rural	unknown	Belgium
	synthetic poverty rate (1)	synthetic poverty rate (1)	synthetic poverty rate (1)	synthetic poverty rate (1)	synthetic poverty rate (1)	synthetic poverty rate (1)
5% poorest households	8.1%	3.5%	2.8%	3.4%	8.1%	5.0%
10% poorest households	15.3%	8.9%	4.9%	7.6%	16.1%	10.0%
15% poorest households	21.2%	12.3%	8.3%	14.1%	23.7%	15.0%
20% poorest households	28.1%	15.6%	11.8%	20.0%	29.1%	20.0%

Source : calculs propres basés sur EU-SILC

Globalement la tendance est la même, la pauvreté est la plus intense dans les centres urbains et la plus faible dans les espaces intermédiaires, et ce, quel que soit le taux de pauvreté choisi.

Cependant, avec un taux de pauvreté national fixé à 5% ou à 10%, la pauvreté en milieu rural est proportionnellement faible (avec un taux plus faible que la moyenne nationale, soit respectivement 3,4% et 7,6%). Il semble donc que la pauvreté la plus intense soit peu présente en milieu rural. En revanche, les ménages qui sont juste un peu moins pauvres (c-à-d ceux qui sont compris entre les 10% et les 15% les plus pauvres) sont surreprésentés dans le monde rural. En effet, le passage d'un seuil de pauvreté de 10% à 15% implique un taux de pauvreté dans le rural qui passe de 7,6% (très inférieur à la moyenne nationale) à un taux qui est très proche de la moyenne nationale (14,1%).

## 6.2 RELATION ENTRE PAUVRETÉ ET REVENUS

Ce constat d'un taux de pauvreté synthétique qui varie entre les différents espaces est-il lié à des différences de revenus ou à une nature différente de la pauvreté au sein de ces espaces ?

Pour examiner cette question, nous regardons la répartition spatiale des personnes qui appartiennent respectivement aux 5%, 10%, 15% et 20 % des ménages avec les plus faibles revenus.

Tableau 4 : la répartition des revenus en Belgique par catégorie d'espace

	densely urban	urban	Intermediate+rural with expensive housing	Rural+ remote rural	unknown	Belgium
	rate (2)	rate (2)	rate (2)	rate (2)	rate (2)	rate (2)
5% lowest income households	6.7%	3.3%	3.3%	4.7%	8.3%	5.0%
10% lowest income household	13.6%	7.8%	6.1%	10.5%	14.2%	10.0%
15% lowest income household	20.0%	11.8%	10.7%	15.4%	18.4%	15.0%
20% lowest income household	26.5%	16.6%	14.9%	19.5%	23.7%	20.0%

Source : EU-SILC

<sup>28</sup> Pour rappel, comme indiqué à la section 5.3, nous avons défini comme pauvre les 15% des ménages qui avaient l'indice synthétique de pauvreté le plus bas.

Dans les centres urbains, on observe effectivement une forte surreprésentation des personnes avec de bas revenus (les chiffres de la première colonne sont toujours supérieurs à la moyenne nationale). À l'inverse, en milieu urbain et intermédiaire (+rural avec foncier élevé), les bas revenus sont sous-représentés par rapport à la moyenne nationale. En milieu rural (+rural profond), la proportion de personnes avec de bas revenus est conforme à la moyenne nationale.

Afin de comparer plus facilement l'indice synthétique de pauvreté (tableau 4) à la répartition des revenus (tableau 5), nous faisons le rapport entre les deux tableaux.

Tableau 5 : rapport entre le taux de pauvreté et la répartition des revenus en Belgique

	densely urban	urban	Intermediate+rural with expensive housing	Rural+ remote rural	unknown	Belgium
	(1)/(2)x100	(1)/(2)x100	(1)/(2)x100	(1)/(2)x100	(1)/(2)x100	(1)/(2)x100
5% poorest households	120	106	84	72	98	100
10% poorest households	113	114	81	73	113	100
15% poorest households	106	105	78	91	129	100
20% poorest households	106	94	79	103	123	100

Source : calculs propres sur base de EU-SILC

Dans l'urbain dense, les niveaux plus faibles de revenus peuvent certes expliquer en partie des taux de pauvreté plus élevés qu'en moyenne mais il semble néanmoins que la pauvreté soit toujours plus grande que ce que laisse prévoir les faibles revenus. La situation est exactement symétrique dans les espaces intermédiaires.

Dans les zones urbaines en dehors des densités les plus fortes, les taux de pauvreté sont plus élevés que ce à quoi on aurait pu s'attendre sur base des revenus pour un seuil de 15% ou moins. À l'inverse, pour un seuil de 20%, la pauvreté est plus faible qu'attendue sur base des revenus.

Dans les zones rurales, la situation dépend du seuil retenu pour définir la pauvreté. Si l'on retient un seuil de 15%, et plus encore si on fixe les seuils à 5% ou 10%, les taux de pauvreté observés sont inférieurs à ceux attendus sur base de la répartition des revenus. Pour un seuil de 20% par contre, le taux de pauvreté observé rejoint le taux attendus selon les revenus.

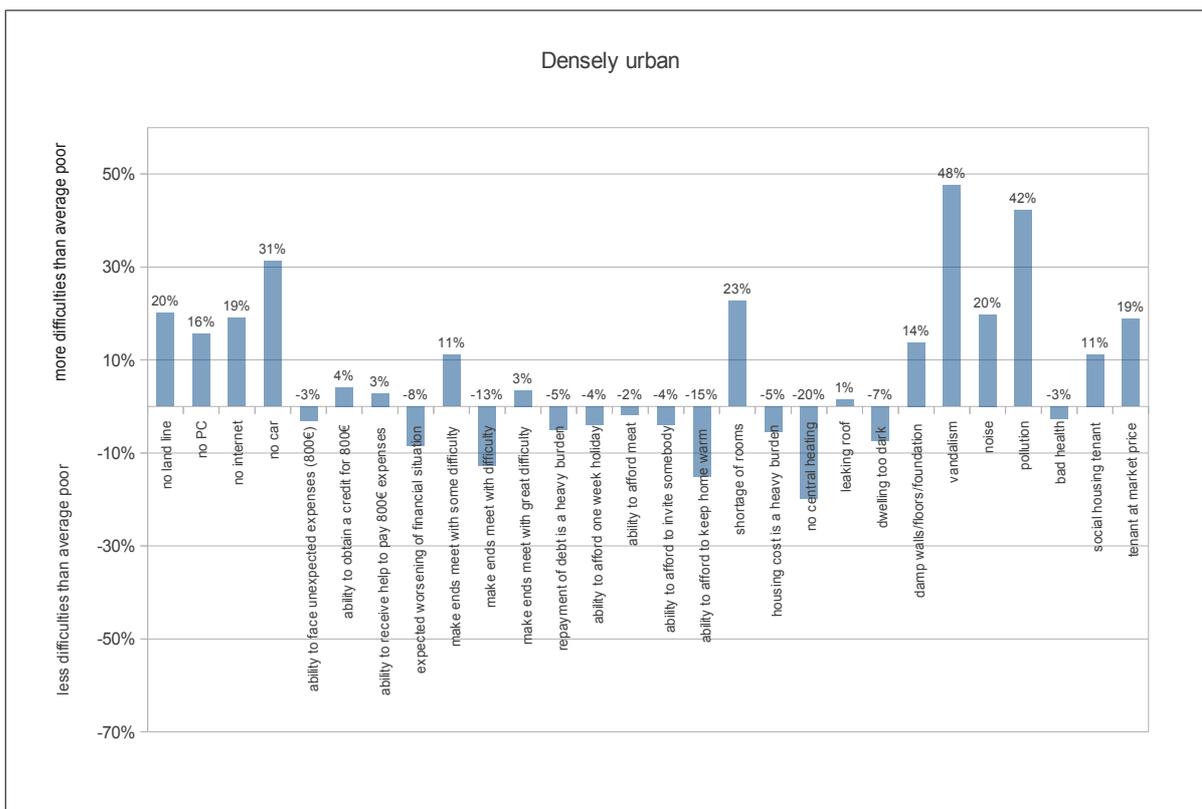
En conclusion, les taux de pauvreté semblent différer de la répartition des revenus. Ceci laisse penser qu'il existe bien une spécificité de la pauvreté entre les différentes catégories d'environnement. Nous abordons cette question dans la section suivante.

### 6.3 SPÉCIFICITÉS DE LA PAUVRETÉ SELON LES TYPES D'ESPACE

Dans cette section, nous considérons uniquement les 15% des ménages qui ont l'indice synthétique de pauvreté le plus bas et qui sont de ce fait considérées comme pauvres. Pour chaque type d'environnement, nous examinons si les ménages pauvres d'un des 4 types d'environnement possède des caractéristiques spécifiques *par rapport à la moyenne belge des ménages pauvres*.

Dans le cadre de cette analyse, nous considérons une trentaine de variables qui concernent un nombre significatif de ménages. Ces variables ne sont pas nécessairement les plus graves. En effet, certaines variables ont un effet très important sur la pauvreté mesurée des ménages mais ne concernent que quelques individus: il est dès lors impossible d'en tirer des conclusions générales.

### 6.3.1 L'urbain dense



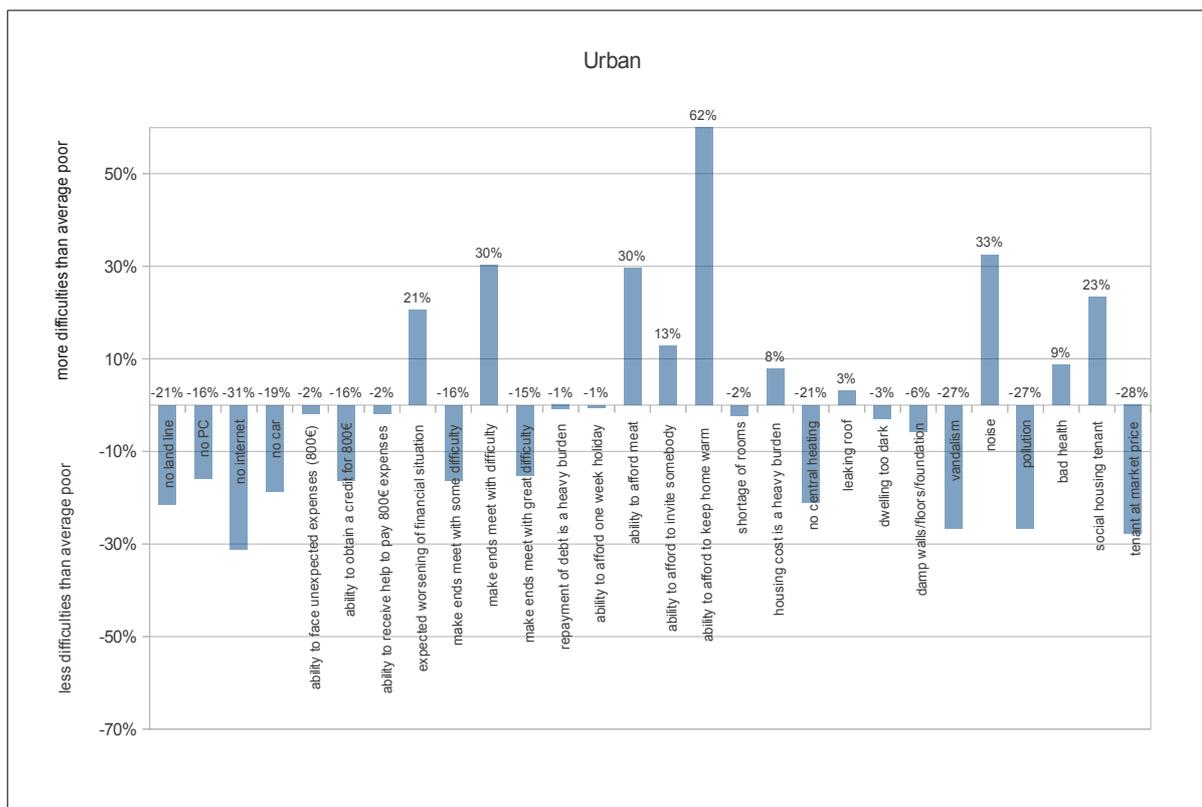
Les ménages pauvres qui résident dans les centres urbains denses ont davantage tendance à renoncer à consommer plutôt qu'à s'endetter. La fréquence des ménages moins bien équipés est plus grande : ils ont moins souvent un téléphone, un GSM, un ordinateur, l'internet ou une voiture que les autres ménages pauvres.

Concernant le logement, les ménages pauvres des centres urbains se plaignent plus fréquemment des problèmes d'humidité mais moins souvent de fuites dans le toit, d'un logement trop sombre et sont plus fréquemment équipés de chauffage central. Par contre, la part des logements trop petits est beaucoup plus grande et de ce fait le logement pèse souvent moins sur les finances du ménage.

Les difficultés financières de ces ménages semblent moins fréquentes que dans les autres types d'espace et ils sont généralement plus optimistes concernant leurs perspectives financières.

Ils considèrent souvent leur environnement comme étant médiocre (vandalisme, bruit, pollution).

### 6.3.2 L'urbain



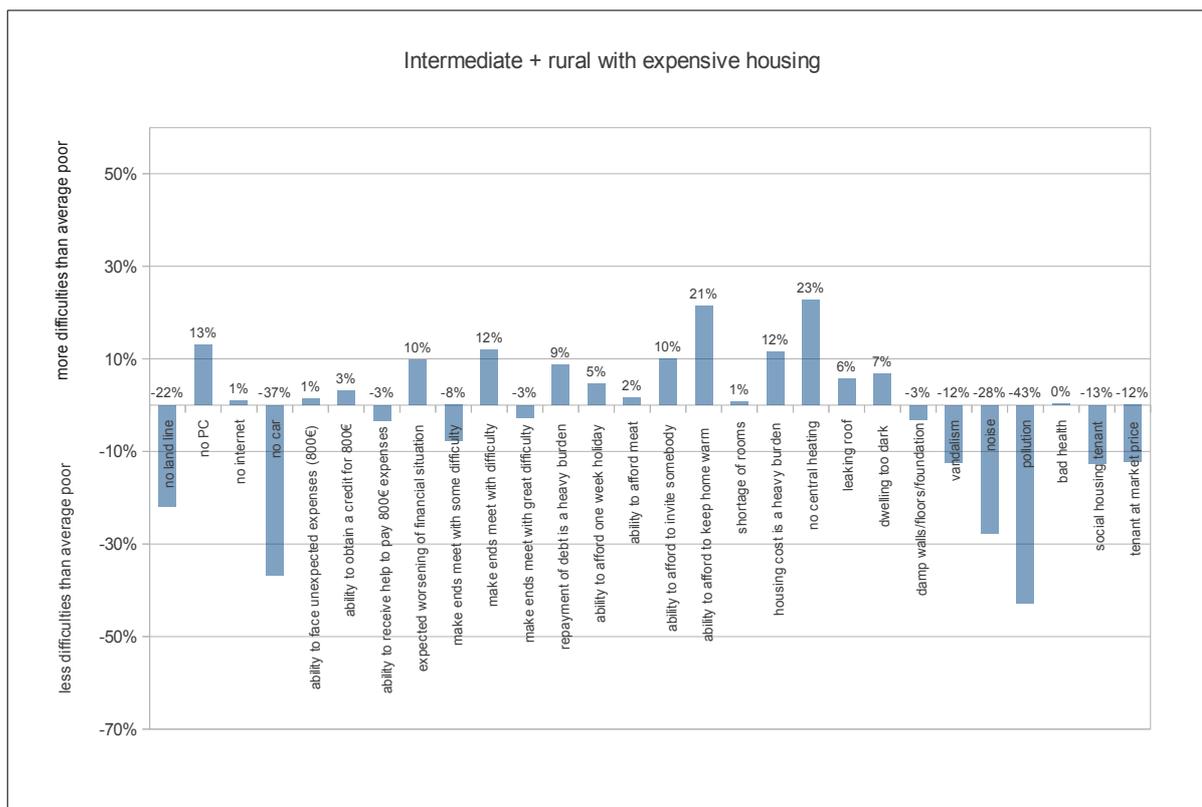
Dans les zones urbaines en dehors des densités les plus fortes, les ménages pauvres ont davantage un logement ayant des caractéristiques favorables (présence du chauffage central, lumineux et pas humide) mais ils ont très fréquemment des difficultés à chauffer adéquatement (62% de plus que la moyenne des ménages pauvres). La part des ménages pour qui leur habitation représente une charge financière importante est élevée.

Ils sont souvent bien équipés (PC, GSM, internet et voiture) mais éprouvent plus souvent des difficultés pour pouvoir s'offrir de la viande tous les deux jours ou recevoir à dîner au moins une fois par mois.

La part des personnes qui déclarent boucler leur budget avec difficulté est de 30% supérieure à la moyenne des ménages pauvres et ils sont en moyenne les plus pessimistes concernant l'évolution future de leur situation financière.

Ils s'estiment plus fréquemment que les autres ménages pauvres en mauvaise santé.

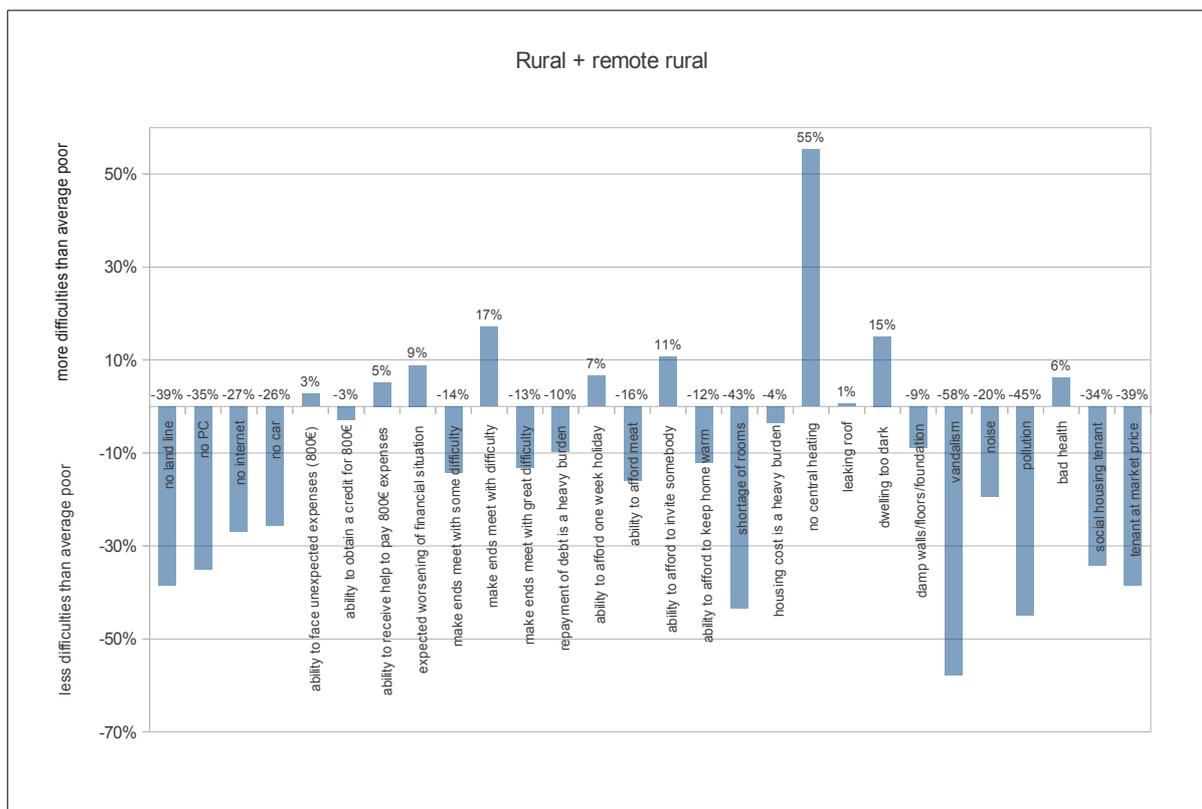
### 6.3.3 L'intermédiaire et le rural avec foncier élevé



Dans les espaces intermédiaires, les ménages pauvres ont plus souvent un logement ayant des caractéristiques défavorables : ils sont 23% de plus que la moyenne des ménages pauvres à ne pas être équipés de chauffage central, ils éprouvent plus souvent des difficultés à se chauffer, ils sont 6% de plus à avoir une fuite dans le toit et 7% de plus à avoir un logement trop sombre. Ces ménages se plaignent plus souvent que leur logement représente une lourde charge et sont plus fréquemment endettés. La part des ménages qui sont équipés d'une voiture est la plus élevée mais ils sont nombreux à ne pas disposer d'un ordinateur. Leur situation financière est dès lors plus souvent mauvaise et ils sont davantage pessimistes quant à son évolution future.

Les problèmes d'environnement sont relativement peu fréquents : ils souffrent moins de problème de pollution, de nuisances sonores et de vandalisme que la moyenne des ménages pauvres.

### 6.3.4 Le rural et le rural profond



Dans le rural, la part des ménages pauvres qui bénéficient de logements de grande taille est logiquement la plus élevée. La part des ménages pour qui le logement ne représente pas un poids excessif est proche de la moyenne (des ménages pauvres).

Ces ménages sont particulièrement fréquemment pas équipés en chauffage central (55% de plus que la moyenne des ménages pauvres) mais ils s'estiment néanmoins plus souvent capables de se chauffer adéquatement.

La part des ménages bien équipés est sensiblement plus grande que la moyenne (PC, internet, GSM, ligne fixe et voiture). Il est effectivement plus difficile de se passer de ces équipements à la campagne qu'en ville où il existe davantage d'alternatives (wasserettes, phone shops, transports publics, ...). Ils considèrent moins souvent que la moyenne que leurs dettes sont une lourde charge. Leur situation financière n'est en général pas très bonne et ils sont plus souvent pessimistes quant à son évolution.

Ils vivent plus fréquemment dans un environnement favorable (vandalisme, pollution, bruit) et se déclarent plus souvent en mauvaise santé.

## 6.4 LA PAUVRETÉ PAR RÉGION

Si on compare les taux de pauvreté par région, on constate des différences très importantes entre les régions : le taux de pauvreté en Flandre est de 8,5%, de 21,3% en Wallonie et de 32,8% à Bruxelles. Par rapport à la mesure de pauvreté monétaire utilisée officiellement (60% du revenu médian équivalent), l'indice synthétique de pauvreté accentue les écarts entre les régions belges.

Tableau 6 : la pauvreté en Belgique par région

---

	Brussels	Flanders	Wallonia	Belgium
synthetic poverty rate	32.8%	8.5%	21.3%	15.0%
monetary poverty rate	26.2%	10.0%	19.6%	14.7%

---

Source : calculs propres basés sur EU-SILC

## 7. FACTEURS « EXPLICATIFS » DE L'INDICE SYNTHÉTIQUE DE PAUVRETÉ

Dans les sections précédentes, nous avons utilisé les informations de l'enquête EU-SILC pour dans un premier temps définir et dans un deuxième temps analyser la pauvreté rurale et urbaine en Belgique. À présent, l'enquête EU-SILC est utilisée pour comprendre les facteurs qui sont associés à la pauvreté. Ensuite, sur base des facteurs que nous aurons mis en évidence, nous estimons à la section 8 la valeur de l'indice synthétique de pauvreté de tous les ménages belges.

Pour ce faire, à l'aide des données de l'échantillon EU-SILC, nous cherchons une relation (une équation) permettant d'expliquer l'indice synthétique de pauvreté des ménages au moyen de variables de « sécurité sociale » (le statut d'emploi, le revenu, le type de ménage, ...) et de variables destinées à contextualiser le lieu de résidence (la présence de différents services, la desserte en transports en commun, le prix de l'immobilier, ...). Ce dernier ensemble de variables seront appelées les « variables contextuelles ». En effet, comme il apparaît que les caractéristiques du lieu de résidence ont bien un impact sur la pauvreté, il est logique d'essayer d'appréhender au mieux l'environnement dans lequel vivent les ménages.

### 7.1 MÉTHODOLOGIE D'ESTIMATION

En pratique, nous estimons une régression linéaire du type :

$Y = \alpha + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \dots + \beta_n X_n$  où la variable  $Y$  est la valeur de l'indice synthétique de pauvreté et les variables  $X_1, X_2, \dots, X_n$  un ensemble de variables de « sécurité sociale » et de « variables contextuelles ».

Dans l'échantillon SILC, pour chaque ménage, nous connaissons la valeur de  $Y$  et des variables  $X_1, X_2, \dots, X_n$ . Nous pouvons dès lors en déduire les paramètres  $\beta_1, \beta_2, \dots, \beta_n$ .

Comme les variables de sécurité sociale utilisées ont été choisies en fonction de leur disponibilité dans le datawarehouse de la BCSS, nous connaissons tous les éléments de la partie droite de l'équation ci-dessus (les  $\beta_1, \beta_2, \dots, \beta_n$  et les valeurs des variables  $X_1, X_2, \dots, X_n$ ). Dès lors, nous pouvons en déduire une estimation de la valeur de  $Y$  pour chaque ménage, soit une estimation de la valeur de leur indice synthétique de pauvreté.

Parmi les variables de sécurité sociale, certaines ne sont pas pertinentes pour les personnes pensionnées (le statut d'emploi, les allocations de chômage, ...), nous avons dès lors fait le choix de séparer la population en deux groupes<sup>29</sup> : les ménages où tous les membres du ménage sont (pré)pensionnés<sup>30</sup> et les autres ménages. Ne pas scinder les deux groupes de ménage reviendrait par exemple à imposer d'examiner l'effet de la variable « montant de l'allocation de chômage perçue » sur la pauvreté des ménages qui ne comprennent que des personnes pensionnées. Or, en principe, être chômeur et pensionné est antinomique. L'examen d'un tel effet n'a pas de sens et c'est pourquoi nous avons choisi de séparer l'échantillon en deux.

De plus, cette division de la population permet d'éventuellement adapter les variables contextuelles à ces personnes : de préférence introduire pour les personnes pensionnées des variables relatives aux soins de santé plutôt qu'à la proximité des écoles.

<sup>29</sup> En effet, ne pas travailler ou ne pas percevoir une allocation de chômage n'a pas d'interprétation pour une personne pensionnée.

<sup>30</sup> Ces ménages peuvent également inclure des enfants et de jeunes adultes à condition que ceux-ci ne travaillent pas et ne perçoivent pas d'allocation de chômage.

Par ailleurs, comme il apparaît que le lien entre pauvreté et ruralité n'est pas linéaire<sup>31</sup>, il semble difficile d'introduire cette variable telle quelle dans une régression linéaire. Nous avons donc opté pour un examen séparé de chaque type d'espace. Ceci permet en outre d'avoir des coefficients  $\beta_1, \beta_2, \dots, \beta_n$  différents selon le type d'espace (et donc un effet différencié d'une variable sur la pauvreté des ménages en fonction du type d'environnement) : on peut par exemple imaginer que la relation entre le statut d'agriculteur et la pauvreté soit différent à la campagne et en ville.

Toutefois, pour chacune de ces régressions, nous comparons la valeur des paramètres  $\beta_1, \beta_2, \dots, \beta_n$  entre les différentes espaces. Si ceux-ci ont une portion d'intervalle de confiance (à 95%) commune, nous concluons que les paramètres ne diffèrent pas significativement et que les régressions ne sont pas différentes entre les différents espaces.

## 7.2 LES MÉNAGES DE PENSIONNÉS

Les ménages de pensionnés sont ceux composés uniquement de pensionnés ou de prépensionnés (avec éventuellement une autre personne plus de moins de 25 ans ou de plus de 55 ans qui ne touche ni revenu du travail, ni allocation de chômage et qui se considère comme inactive).

Pour ces ménages, nous avons examiné si les régressions sont significativement différentes au sein des différents types d'espaces (c-à-d si les paramètres  $\beta_1, \beta_2, \dots, \beta_n$  diffèrent entre chaque type d'environnement). Nous concluons que ce ne semble pas être le cas pour les ménages de pensionnés.

Dès lors, nous réalisons une analyse unique pour tous les ménages de pensionnés (incluant tous les ménages de pensionnés indépendamment du type d'espace dans lequel ils résident). Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous (des résultats plus détaillés sont reporté en annexe 3.1).

Bien entendu, ceci ne signifie pas que l'indice synthétique de pauvreté ait la même valeur dans chacun des espaces mais que l'effet des variables explicatives (le revenu, être isolé, l'indice socio-économique, etc.) n'est pas significativement différent sur l'indice synthétique de pauvreté.

Quatre variables contextuelles présentent une significativité très élevée : le taux de chômage dans la commune de résidence (variable destinée à refléter le climat économique au lieu de résidence), l'indice socio-économique du secteur statistique de résidence, le coût du logement et la distance aux commerces.

---

<sup>31</sup> Si le lien entre pauvreté et ruralité était linéaire, cela signifierait que plus l'environnement est rural, plus il y aurait de pauvreté ou inversement. Ceci n'est d'évidence pas le cas puisque la pauvreté dans les espaces intermédiaires est la plus faible. Il est judicieux d'éviter d'introduire des relations non linéaires dans une régression linéaire.

Tableau 7 : facteurs explicatifs de l'indice synthétique de pauvreté des ménages de pensionnés all environments

social security variables	ratio between early retirement allowance and total household income	
	ratio between pension allowance and total household income	
	logarithm of total household income	--***
	one person household	+++
	single parent household	+***
contextual variables	socio-economic index	--***
	unemployment rate	+++***
	distance to shops	+**
	distance to schools	
	access to medical care	
	housing cost	+***
	social housing	
	public transport service	
	quality of regression (adjusted-R <sup>2</sup> )	0.321

+++ (- - -) strong positive (negative) effect on poverty

++ (- -) medium positive (negative) effect on poverty

+ (-) low positive (negative) effect on poverty

\* significant at 5 % level, \*\* significant at 1 % level, \*\*\* significant at 0.1 % level

Source : calculs propres basés sur EU-SILC

Les variables associées à une plus faible pauvreté sont le revenu<sup>32</sup> et l'indice social du secteur statistique de résidence. Donc, plus on a des revenus élevés et plus on réside dans un quartier favorisé, moins on a de chance d'être pauvre lorsqu'on vit dans un ménage de pensionnés.

À l'inverse, les variables associées à une plus grande pauvreté sont (par ordre décroissant d'importance) : vivre dans une commune avec un taux de chômage élevé, être isolé, habiter dans une zone où les prix de l'immobilier sont élevés (toutes choses étant égales par ailleurs) et vivre loin des commerces.

Toutes les variables ont le signe attendu mais seulement 32% de la variation de l'indice de pauvreté est expliquée grâce à ces 7 variables, ce qui est relativement peu (R<sup>2</sup> ajusté = 0,32)<sup>33</sup>. En effet, les seules informations propres au ménage dont nous avons connaissance sont le montant des pensions légales et la composition du ménage.

<sup>32</sup> Le revenu inclut ici les revenus du travail enregistrés dans la BCSS et les revenus de transfert (allocations de chômage, allocations familiales, pensions, allocations d'invalidité, incapacité de travail primaire, Fonds des maladies professionnelles, allocations aux personnes handicapées). Ces revenus n'intègrent donc PAS les revenus du patrimoine.

<sup>33</sup> Le R<sup>2</sup> ajusté est compris entre 0 et 1. Cet indicateur permet de juger la qualité d'une régression linéaire. Il mesure l'adéquation entre le modèle et les données observées. Plus sa valeur est proche de 1, meilleur est le modèle.

### 7.3 LES AUTRES MÉNAGES

Pour les autres ménages, nous avons également examiné si les régressions sont significativement différentes au sein des différents types d'espaces (c-à-d si les paramètres  $\beta_1, \beta_2, \dots, \beta_n$  diffèrent entre chaque type d'environnement). Nous concluons que ces régressions sont effectivement différentes les unes des autres et que nous devons analyser chaque type d'environnement séparément.

Les résultats de chaque régression sont présentés dans le tableau ci-dessous et avec davantage de détails dans l'annexe 3.2.

Tableau 8 : facteurs explicatifs de l'indice synthétique de pauvreté des autres ménages

environment	densely urban	urban	intermediate	rural with expensive housing	rural	remote rural
ratio between unemployment benefit and total household income					++	+++***
ratio between early retirement allowance and total household income	-**	-***			-**	
ratio between pension allowance and total household income	-***	-***			-***	+*
logarithm of total household income	- -***	- -***	- -***	- -***	- -***	
number of farmers			+***			
number of persons with irregular income	+**	+++***	-**			
members of liberal profession	-***					-
self employed workers	-***	-***			-***	
number of manual workers	+*		+***	+***		
number of employees	-***	-***			-***	-***
number of civil servants	-***	-***			-***	-*
number of beneficiaries of unemployment benefit	+***	+**	+***		+*	
number of beneficiaries of social integration benefit	+***	+***	+*		+***	
one person household		+***	+***	+++***		
single parent household	+**	+++***	+***	+**	+***	+*
socio-economic index	-***	-***	-***		-**	
unemployment rate	+++***	+***	+++***		+++***	
distance to shops		+***				
distance to schools				+**		
access to medical care						
housing cost	+++***	+++***				
social housing			-***			
public transport service					-***	-*
quality of regression (adjusted-R <sup>2</sup> )	0.546	0.525	0.408	0.328	0.480	0.303

+++ (- -) strong positive (negative) effect on poverty  
 ++ (- -) medium positive (negative) effect on poverty  
 + (-) low positive (negative) effect on poverty  
 \* significant at 5 % level, \*\* significant at 1 % level, \*\*\* significant at 0.1 % level

Source : calculs propres basés sur EU-SILC

Globalement, les résultats du tableau paraissent très cohérents et le signe des coefficients est celui attendu. La qualité de l'ajustement (R<sup>2</sup> ajusté) de chacune des régressions varie assez fort parmi les différents espaces : il est plus élevé dans les environnements urbains et dans le rural et est sensiblement plus faible pour dans le rural avec foncier élevé et le rural profond.

En général, plus la part du revenu issue de pension ou de prépension est élevée, plus la pauvreté est faible. Nous supposons que ceci traduit la structure d'âge du ménage. En effet, lorsque la pauvreté est mesurée au moyen de l'indice synthétique de pauvreté (ou de la déprivation matérielle), celle-ci a tendance à décroître avec l'âge à l'inverse de la pauvreté monétaire qui est la plus élevée pour la tranche d'âge des plus de 65 ans.

Être ouvrier semble augmenter la pauvreté à l'inverse des autres statuts comme profession libérale, indépendant, employé ou fonctionnaire.

Bénéficiaire du revenu d'intégration sociale (RIS) n'est pas associé à la pauvreté dans les milieux « rural avec foncier élevé » et « rural profond » ; ce qui est a priori surprenant. Ceci s'explique par le fait qu'aucun bénéficiaire du revenu d'intégration sociale de l'échantillon EU-SILC ne réside dans ces deux catégories d'environnement. Par conséquent, pour le rural profond et le rural avec foncier élevé, il est impossible d'établir une relation entre l'indice synthétique de pauvreté et être bénéficiaire du revenu d'intégration.

En ce qui concerne les variables contextuelles, celles-ci sont rarement significatives à l'exception de l'indice socio-économique et du taux de chômage dans la commune de résidence. Le problème avec les variables contextuelles est qu'elles sont en général très corrélées entre elles<sup>34</sup> ; ce qui introduit des problèmes d'estimation. Nous n'avons donc pu les introduire toutes à la fois dans la régression.

La variable mesurant la qualité de l'accès aux soins n'est significative dans aucune des régressions (même pour les personnes âgées) et les variables distances aux écoles, aux commerces et l'offre de logement social ne sont significatives chacune que dans un seul type d'environnement.

Le transport public contribue effectivement à améliorer la compréhension de la pauvreté en milieu rural et rural profond. Mieux ces régions sont desservies, plus faible est la pauvreté des ménages.

### **7.3.1 L'urbain dense**

Le facteur explicatif principal de la pauvreté dans les centres urbains est naturellement le revenu du ménage.

Dans les centres urbains, être isolé n'est pas associé avec une plus grande pauvreté. Par contre, le taux de chômage dans la commune de résidence et le coût du logement sont des facteurs positivement corrélés avec la pauvreté.

### **7.3.2 L'urbain**

Les résultats de la régression dans les centres urbains et dans l'urbain en dehors des densités les plus fortes sont relativement proches (mais significativement différentes statistiquement !). Bien entendu, cela ne signifie pas que les taux de pauvreté dans ces deux espaces sont proches (nous avons vu à la section 6 que ce n'est pas le cas) mais seulement que ce sont les mêmes facteurs qui influencent la pauvreté dans ces deux catégories d'espace.

Après les revenus, le nombre de bénéficiaires de revenus irréguliers (par exemple : travail saisonnier, intérim sporadique, etc.) est la variable qui a le pouvoir explicatif le plus important : plus ces personnes sont nombreuses dans le ménage, plus le ménage est pauvre.

<sup>34</sup> Les lieux mieux équipés en commerces sont généralement proches des écoles, des soins médicaux et bénéficient d'une meilleure desserte en transports en commun.

Dans l'urbain, le fait que les commerces soient distants semble contribuer à expliquer la pauvreté des ménages (on n'observe pas de lien significatif dans les autres types d'espace). De même, plus le logement est cher (toutes choses étant égales par ailleurs), plus les ménages sont pauvres.

### **7.3.3 L'intermédiaire**

Dans les espaces intermédiaires, les variables qui contribuent le plus à expliquer la pauvreté des ménages sont le revenu et le taux de chômage dans la commune de résidence.

Deux variables sont significatives uniquement dans les espaces intermédiaires : le nombre d'agriculteurs dans le ménage et l'offre de logements sociaux. Ce dernier facteur est sans doute à mettre en lien avec le poids très important que représente le logement dans ce type d'espace (cf. section 6.3.3).

Finalement, une variable a un signe contraire à celui attendu : bénéficier de revenus irréguliers aurait pour effet de réduire la pauvreté. Ce résultat est étonnant mais nous constatons effectivement que les revenus moyens des personnes qui ont des revenus irréguliers dans les espaces intermédiaires sont supérieurs à la moyenne de ceux qui n'en ont pas.

### **7.3.4 Le rural avec foncier élevé**

Le rural avec foncier élevé est principalement situé en Wallonie dans des communes périurbaines aisées autour de Bruxelles et à proximité de la ville de Luxembourg.

Dans cet environnement, le fait d'être isolé semble particulièrement pénalisant : cette variable a un pouvoir explicatif aussi élevé que le revenu. Cela traduirait-il qu'il est particulièrement difficile de vivre isolé dans ce type d'espace car les logements sont chers (et grands) ?

À l'inverse, le statut socioprofessionnel des membres du ménage ne semble pas significatif : seul le fait d'être ouvrier semble être associé avec une plus grande pauvreté mais pas le fait d'être au chômage ou de toucher des allocations de chômage.

Parmi les variables contextuelles, seule la distance moyenne aux écoles est significative mais pas l'indice socio-économique, ni le taux de chômage dans la commune. Ceci signifie sans doute qu'il s'agit d'espaces plus hétérogènes avec une cohabitation de ménages ayant des statuts socio-économiques différents ; ce qui pourrait correspondre au clivage entre anciens et nouveaux habitants de ces zones (l'installation de ces derniers étant le facteur qui a provoqué la hausse du foncier).

### **7.3.5 Le rural**

Dans le rural, le revenu joue un rôle prépondérant dans la compréhension de la pauvreté.

Comme déjà évoqué, dans le rural, une bonne desserte en transports en commun a pour effet de réduire l'indice synthétique de pauvreté des ménages.

### **7.3.6 Le rural profond**

Dans le rural profond, très peu de variables sont significatives et la qualité de la régression (le  $R^2$  ajusté) est la plus faible.

Étonnamment, en milieu rural profond, le revenu n'est pas significatif (ce résultat semble être stable). En revanche, la part du revenu total du ménage qui provient d'allocation de chômage est la variable qui a le pouvoir explicatif le plus grand suivi par le nombre d'employés dans le ménage.

Une plus grande part du revenu composé de revenu de pension a tendance à augmenter l'indice synthétique de pauvreté (à l'inverse de ce que l'on constate dans les autres types d'environnement). Ce phénomène s'explique probablement par le fait que les personnes de plus de 65 ans vivant en milieu rural connaissent plus souvent des problèmes de pauvreté que dans les autres types d'espace.

Comme dans le rural avec foncier élevé, les variables contextuelles ne sont pas significatives à l'exception de la desserte en transport en commun (mieux les endroits sont desservis, plus l'indice synthétique de pauvreté est faible). À nouveau, on peut supposer que l'explication à ce phénomène soit une plus grande diversité des populations au sein d'un même espace (puisque la contrainte foncière est plus faible, la ségrégation spatiale est moindre).

## 7.4 EXAMEN DES RÉSULTATS

Pour rappel, nous avons commencé par définir un indice synthétique de pauvreté et à attribuer à chacun des 6300 ménages présents dans SILC une valeur pour cet indice synthétique de pauvreté (=pauvreté calculée). Dans les sections 7.2 et 7.3, nous avons établi une relation entre l'indice synthétique de pauvreté et les variables de sécurité sociale et contextuelles. Dès lors, pour tous les ménages l'échantillon SILC, nous disposons à la fois de l'indice synthétique de pauvreté calculé et de l'indice synthétique de pauvreté estimé au moyen des régressions linéaires dont les résultats ont été présentés ci-dessus. Nous pouvons donc comparer ces valeurs calculées et prédites de manière à mesurer la qualité de notre méthode de prédiction.

Si nous choisissons un seuil de pauvreté de 15%, nous pouvons identifier les 15% des ménages qui ont l'indice synthétique de pauvreté calculé le plus bas et les 15% des ménages qui ont l'indice synthétique de pauvreté prédit le plus bas. Nous avons dès lors deux groupes de ménages et nous pouvons comparer combien de ménages sont considérés comme pauvres à la fois par l'indice synthétique de pauvreté calculé et par l'indice synthétique de pauvreté prédit<sup>35</sup>. Environ 60% des ménages sont identifiés comme pauvres par les deux mesures ; ce qui peut sembler a priori relativement peu.

Néanmoins, lorsque nous comparons la pauvreté monétaire (telle qu'elle est utilisée comme indicateur officiel de pauvreté) avec l'indice synthétique de pauvreté (calculé), le résultat est moins bon : moins de 50% des ménages identifiées comme pauvres par la mesure monétaire de pauvreté le seraient réellement sur base de l'indice synthétique de pauvreté.

Il faut également noter que la qualité de notre estimation de l'indice synthétique de pauvreté varie selon le type d'espace (meilleure dans l'urbain dense et dans le rural, plus mauvaise dans le rural profond) et le type de ménage (ménage de pensionnés ou autre ménage). Dans le cas des ménages de pensionnés par exemple, la connaissance de l'état de santé, du diplôme et de la possession d'un véhicule aurait permis d'augmenter sensiblement la qualité de l'ajustement (le  $R^2$  est augmenté de 0,15 environ).

Par conséquent, la qualité de nos résultats n'est pas idéale mais nous pensons qu'il n'est pas possible de faire mieux sur base des données disponibles en Belgique actuellement. À cet égard, nous regrettons qu'il ne soit pas possible de coupler les informations contenues dans la BCSS avec d'autres informations comme l'endettement, la possession d'un véhicule, l'état de santé, l'état et le coût du logement, le diplôme, etc. Pour nombre de ces questions, le recensement décennal constituait une source irremplaçable d'informations qui est à présent malheureusement perdue.

<sup>35</sup> La corrélation entre l'indice de pauvreté calculé et l'indice de pauvreté prédit est de 67%.

Concernant les variables contextuelles, certaines comme la distance aux commerces ou aux écoles, la desserte en transports en commun et l'indice synthétique d'accès aux soins médicaux ont souvent dû être retirées des régressions car fortement corrélées entre elles ; ce qui induit un problème de colinéarité. Ce problème est exacerbé par la méthode d'échantillonnage utilisée pour réaliser l'enquête EU-SILC en Belgique : les ménages interrogés font toujours partie des mêmes communes ou parties de commune<sup>36</sup>. De ce fait, de larges parties du territoire ne sont pas couvertes par l'enquête comme on peut le voir sur la carte page 25. Dès lors, lorsqu'on étudie une catégorie d'environnement en particulier (le rural profond par exemple), ce phénomène est encore renforcé et seules quelques portions du territoire sont dès lors prises en considération. Pour tous les ménages habitant un type d'environnement, les valeurs des variables contextuelles varient donc souvent peu et leur influence est par conséquent restreinte. Si les ménages avaient été répartis de manière plus aléatoire sur le territoire, on peut penser que les variables contextuelles auraient été moins colinéaires dans les régressions et davantage significatives.

---

<sup>36</sup> Sauf s'ils déménagent après leur introduction dans le panel de l'enquête.

## 8. EXAMEN DE L'INDICE SYNTHÉTIQUE DE PAUVRETÉ OBTENU POUR TOUS LES MÉNAGES BELGES SUR BASE DU DATAWAREHOUSE DE LA BCSS

Dans cette section, nous utilisons les relations mises en évidence à la section précédente pour les appliquer à l'ensemble de la population grâce aux données individuelles contenues dans la base de données de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS). De la sorte, on obtient une prévision de l'indice synthétique de pauvreté pour chaque ménage belge.

Auparavant, la section 8.1 traitera de la question soulevée concernant les données de la BCSS (cf. section 3.2) ; à savoir une part relativement importante de la population (1 300 000 personnes) pour lesquelles la base de données contient très peu d'informations et notamment des revenus nuls ou presque.

Ensuite, les sections 8.2 et 8.3 compareront les résultats obtenus sur base des données issues de la BCSS avec ceux produits au moyen de l'enquête EU-SILC. Enfin, la section 8.3 détaillera une série de résultats en termes de pauvreté pour toute la Belgique.

### 8.1 TRAITEMENT DES PERSONNES POUR QUI LE STATUT SOCIO-PROFESSIONNEL EST INCONNU

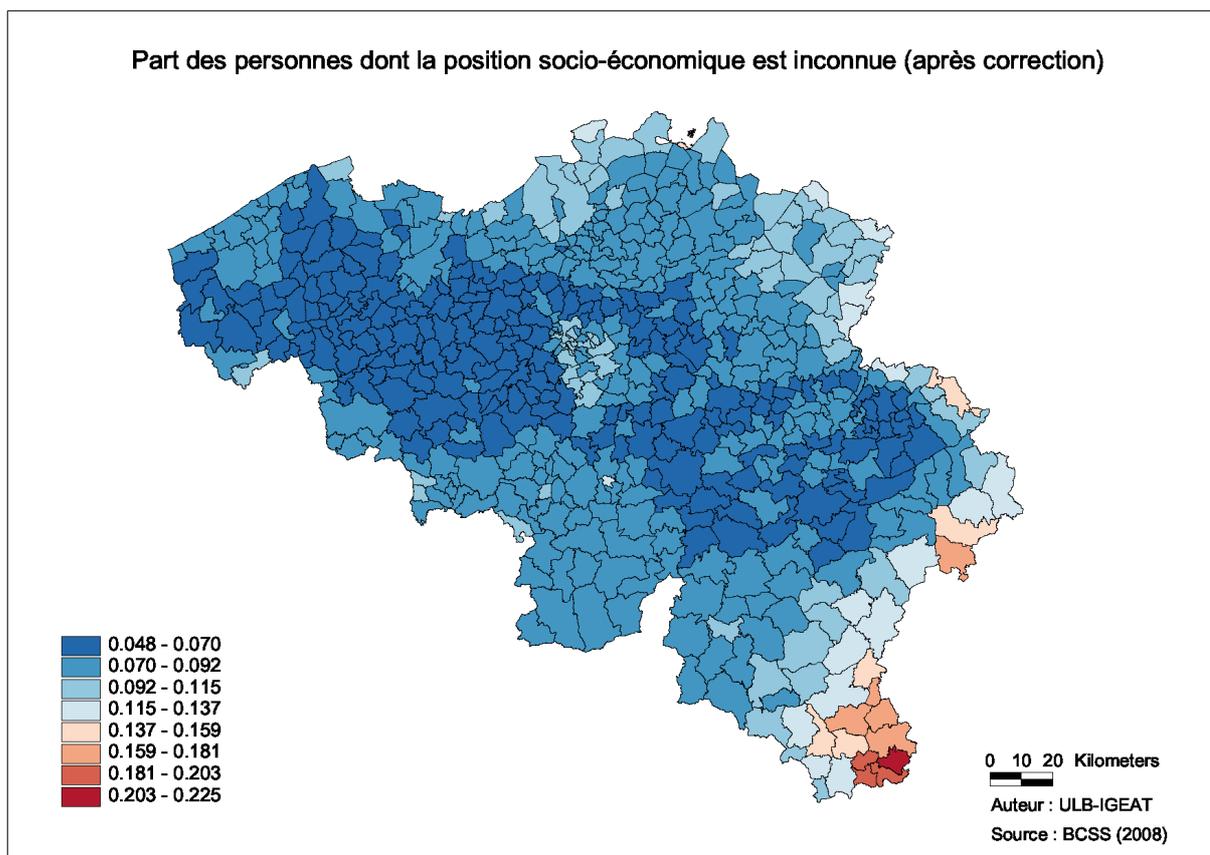
Comme déjà évoqué, le datawarehouse de la BCSS a peu d'informations sur une proportion relativement importante de la population. Cela concerne au moins 1 300 000 personnes pour lesquelles la position socio-économique est inconnue. Parmi ces personnes, 860 000 ont un revenu connu de 0€ et 191 000 ont un revenu imposable annuel inférieur à 5 000€.

Si on n'apporte aucune correction à ce problème, une bonne partie de ces personnes seront considérées comme pauvres car ayant un revenu nul. Or, il est probable qu'une partie non négligeable bénéficient tout de même d'un revenu complémentaire inconnu de la BCSS (comme les fonctionnaires européens, les frontaliers, etc.). Nous préférons ignorer ces ménages plutôt que de tenir compte de ménages pour lesquels l'information est vraisemblablement incomplète.

Par conséquent, nous avons instauré le filtre suivant : les ménages dont le statut socio-économique d'au moins un *adulte* est inconnu et dont le revenu du ménage par unité de consommation est inférieur à 8 000€ par an (soit 666€ par mois, ce qui est inférieur au revenu d'intégration sociale) sont éliminés des données. Par ce biais, nous ignorons environ 700 000 personnes.

Il serait erroné de supprimer tous les ménages pour lesquels le statut socioprofessionnel d'une personne est inconnu car cela correspond également à des situations où les personnes ne touchent effectivement aucun revenu et n'occupent aucun emploi (par exemple les femmes ou les hommes au foyer qui ne demandent aucune allocation sociale).

Sur la carte ci-dessous, nous avons représenté la part des personnes dont la position socio-économique est inconnue dans la population après correction (suppression de 700 000 personnes de la population).



On constate sur la carte que même après le filtre que nous avons appliqué aux données, il subsiste encore une géographie aux personnes dont la position socio-économique est inconnue : très vraisemblablement un nombre important de frontaliers sortants dans les communes situées à proximité de l'Allemagne, des Pays-Bas mais surtout du Luxembourg et de nombreux expatriés à Bruxelles et dans sa périphérie sud.

## 8.2 COMPARAISON DES RÉSULTATS OBTENUS POUR L'INDICE SYNTHÉTIQUE DE PAUVRETÉ SUR BASE DES RÉGRESSIONS AVEC LES RÉSULTATS ORIGINAUX

Comme nous avons prédit les valeurs de l'indice synthétique de pauvreté, il est logique d'essayer de comparer les valeurs prédites pour tous les ménages sur base des données contenues dans la BCSS avec celles de l'enquête EU-SILC qui ont servi de modèle.

Dans les deux tableaux suivants, nous comparons les valeurs de l'indice synthétique de pauvreté basé sur les données de la BCSS et sur l'enquête EU-SILC. Dans les deux cas, le taux de pauvreté est de 13,9%. Pour des raisons pratiques, nous travaillons ici avec ce taux de pauvreté car nous avons calqué les taux de pauvreté des différents sous-groupes de la population sur ceux prévalant dans EU-SILC<sup>37</sup>.

À nouveau, nous insistons sur le fait que ce taux de 13,9% est arbitraire et n'a pas de signification en soi. Il est donc impossible de déterminer sur base de l'indice synthétique de pauvreté si la pauvreté augmente ou diminue en Belgique ; cet indice permet de classer les ménages du plus pauvre au moins pauvre.

<sup>37</sup> À savoir 14,2% pour les ménages de pensionnés et, pour les autres ménages, 21,6% pour l'urbain dense, 12,4% pour l'urbain, 8,8% pour l'intermédiaire, 4,3% pour le rural avec foncier élevé, 13,8% pour le rural et 13,8% pour le rural profond.

Tableau 9 : comparaison de la valeur prédite et de la valeur de référence de l'indice synthétique de pauvreté par Région

	Flanders	Wallonia	Brussels	Belgium
synthetic poverty measured with EU-SILC	8.1%	19.4%	31.0%	14.0%
synthetic poverty measured with CBSS	6.2%	21.7%	36.8%	13.9%

Dans le tableau 9, on constate qu'il existe un faible écart entre les taux de pauvreté obtenus sur base de EU-SILC et de la BCSS. Avec les données de cette dernière, la pauvreté est plus élevée à Bruxelles et en Wallonie et moins élevée en Flandre.

Le taux plus élevé de pauvreté à Bruxelles obtenu sur base de la BCSS s'explique probablement par le fait qu'un nombre très important d'habitants ont un statut socio-économique inconnu dans la BCSS. Beaucoup de ces ménages ont été retirés de la population analysée. Or, il est vraisemblable que ces ménages soient en moyenne moins pauvres que la moyenne bruxelloise<sup>38</sup>. Ceci a donc tendance à surestimer la pauvreté bruxelloise.

<sup>38</sup> Il comprend notamment des fonctionnaires et diplomates internationaux et des expatriés.

Tableau 10 : comparaison de la valeur prédite et de la valeur de référence de l'indice synthétique de pauvreté par type d'espace

		based on the datawarehouse of the CBSS					based on EU-SILC sample data (see table 2)					
		densely urban	urban	Intermediate+ rural with expensive housing	Rural+ remote rural	Belgium	densely urban	urban	Intermediate+ru ral with expensive housing	Rural+ remote rural	Belgium	
		synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	synthetic poverty rate	
Total	All	22.8%	11.4%	8.1%	13.3%	13.9%	21.2%	12.3%	8.3%	14.1%	15.0%	All
sex	male	21.7%	10.6%	7.6%	11.8%	12.9%	20.5%	11.9%	7.7%	13.9%	14.3%	male
	female	23.9%	12.2%	8.7%	14.7%	14.8%	21.8%	12.8%	8.9%	14.4%	15.7%	female
household type	one person household	34.9%	20.7%	23.5%	29.1%	28.5%	27.3%	21.2%	19.1%	31.0%	25.9%	one person household
	2 adults, no dependant children, both < 65 years	10.5%	5.2%	3.6%	9.0%	6.7%	11.2%	3.1%	4.8%	9.0%	7.8%	2 adults, no dependant children, both < 65 years
	2 adults, no dependant children, at least one ≥ 65 years	5.9%	1.1%	2.8%	7.4%	4.0%	7.1%	8.4%	5.5%	8.9%	7.8%	2 adults, no dependant children, at least one ≥ 65 years
	other households without dependent children	7.2%	4.3%	3.0%	4.2%	4.4%	9.1%	9.3%	6.9%	14.4%	9.6%	other households without dependent children
	single parent household, 1 or more children	55.3%	66.1%	35.7%	64.3%	53.3%	40.8%	40.3%	26.5%	53.1%	41.0%	single parent household, 1 or more children
	2 adults, one dependent children	12.8%	5.0%	3.3%	5.0%	6.4%	17.1%	5.0%	3.8%	11.2%	9.7%	2 adults, one dependent children
	2 adults, two dependent children	12.0%	3.9%	2.8%	4.0%	5.3%	13.4%	3.4%	4.4%	3.5%	7.4%	2 adults, two dependent children
	2 adults, three or more dependent children	24.7%	8.5%	6.0%	8.8%	12.1%	24.4%	19.5%	4.4%	12.0%	15.3%	2 adults, three or more dependent children
	other households with dependent children	26.2%	11.9%	6.2%	7.3%	13.1%	33.9%	14.5%	17.4%	10.3%	20.9%	other households with dependent children
collective household	15.7%	5.5%	5.6%	10.6%	9.3%							
age	0-17	30.9%	17.3%	10.0%	17.0%	18.6%	27.4%	16.9%	8.3%	12.6%	18.0%	0-15
	18-24	30.1%	18.7%	9.9%	14.8%	18.5%	27.6%	17.2%	11.6%	16.4%	19.1%	16-24
	25-34	21.9%	11.9%	7.9%	9.8%	13.7%	20.1%	9.4%	7.6%	14.5%	14.1%	25-49
	35-44	21.2%	11.7%	7.6%	10.8%	12.8%	19.9%	9.9%	8.2%	12.3%	13.2%	50-64
	45-54	17.3%	10.3%	7.5%	10.7%	11.2%	14.7%	12.5%	7.9%	15.5%	13.0%	+65
	55-64	17.5%	9.3%	8.0%	14.6%	12.0%						
	65-74	18.3%	3.7%	5.3%	11.9%	9.6%						
	+75	21.3%	4.4%	7.2%	16.1%	12.4%						

À noter que dans ce tableau, la partie de gauche est basée sur un taux de pauvreté global de 13,9% tandis qu'il est de 15% dans la partie droite.

Dans l'ensemble, les taux de pauvreté sont relativement proches au sein de l'échantillon EU-SILC et de la BCSS et surtout les grandes tendances sont similaires. Nous en concluons que nos résultats semblent a priori relativement fiables.

### 8.3 COMPARAISON DES RÉSULTATS OBTENUS EN TERMES DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE SUR BASE DE LA BCSS ET DE EU-SILC

Les données contenues dans le datawarehouse de la BCSS permettent également de mesurer les revenus enregistrés par le système de sécurité sociale ; à savoir les diverses allocations sociales et les revenus du travail. De ce fait, il est possible sur base de ces informations de calculer la pauvreté monétaire en Belgique.

Néanmoins, les revenus considérés par l'enquête EU-SILC et la BCSS ne sont pas exactement identiques : EU-SILC mesure le revenu *disponible* net d'impôt en ce compris les revenus du patrimoine tandis que la BCSS enregistre le revenu *imposable*<sup>39</sup> provenant des allocations sociales et des revenus du travail. La BCSS ne comprend donc ni les revenus du patrimoine<sup>40</sup>, ni les pensions extralégales.

Par rapport à EU-SILC, les données de la BCSS fournissent une image moins complète des revenus et donc de la pauvreté monétaire. Toutefois, on peut supposer que les différents revenus du travail (déclaré) et/ou issus de la sécurité sociale sont comptabilisés avec davantage d'exactitude dans la BCSS puisqu'issus de source administrative<sup>41</sup>.

Tableau 11 : comparaison de la pauvreté monétaire mesurées sur base de la BCSS et de EU-SILC

based on the datawarehouse of the CBSS			based on EU-SILC sample data			
		monetary poverty	monetary poverty			
Total	All	15.0%	14.7%	All	Total	
sex	male	13.9%	13.6%	male	sex	
	female	16.1%	15.8%	female		
household type	one person household	25.3%	22.5%	one person household	household type	
	2 adults, no dependant children, both < 65 years	9.6%	7.6%	2 adults, no dependant children, both < 65 years		
	2 adults, no dependant children, at least one ≥ 65 years	19.7%	20.9%	2 adults, no dependant children, at least one ≥ 65 years		
	other households without dependent children	4.2%	7.2%	other households without dependent children		
	single parent household, 1 or more children	40.5%	39.5%	single parent household, 1 or more children		
	2 adults, one dependent children	7.2%	7.4%	2 adults, one dependent children		
	2 adults, two dependent children	7.0%	8.0%	2 adults, two dependent children		
	2 adults, three or more dependent children	14.5%	15.7%	2 adults, three or more dependent children		
	other households with dependent children	10.8%	14.7%	other households with dependent children		
	collective household			collective household		
Region	Flanders	11.8%	10.0%	Flanders	Region	
	Wallonia	17.9%	19.6%	Wallonia		
	Brussels	26.3%	26.2%	Brussels		
age	0-17	17.4%	16.5%	0-15	age	
	18-24	15.1%	17.5%	16-24		
	25-34	11.5%	10.4%	25-49		
	35-44	11.9%	13.7%	50-64		
	45-54	10.9%	21.3%	+65		
	55-64	15.5%				
	+65	20.4%				

En dépit de ces différences, nous constatons que la pauvreté monétaire estimée sur base de EU-SILC et de la BCSS semblent avoir des valeurs très proches. Ceci est également vrai si on compare la pauvreté pour les différentes catégories de ménages.

<sup>39</sup> L'impôt sur les personnes physiques doit être soustrait du revenu imposable pour aboutir au revenu disponible.

<sup>40</sup> On peut cependant supposer que les personnes pauvres ont peu ou pas de patrimoine.

<sup>41</sup> Les données de l'enquête EU-SILC sont collectées au cours d'un entretien. Les personnes interrogées peuvent donc dissimuler ou méconnaître leurs revenus réels.

Par conséquent, nous en concluons que la pauvreté monétaire peut également être analysées sur base des données inclues dans la BCSS. Ceci a l'immense avantage de permettre des croisements de variables qui seraient impossibles avec l'enquête EU-SILC en raison des effectifs de l'échantillon (par exemple examiner la pauvreté monétaire des personnes isolées ayant entre 18 et 24 ans en Flandre Occidentale).

Dans la sous-section suivante, nous présentons quelques nouveaux résultats en termes de pauvreté monétaire. En annexe 6, est présenté un tableau contenant une estimation du nombre de personnes pauvres d'un point de vue monétaire et d'après l'indice synthétique de pauvreté par commune (en plus de la population considérée lors de l'estimation)<sup>42</sup>.

## 8.4 RÉSULTATS DÉTAILLÉS OBTENUS SUR BASE DES DONNÉES DE LA BCSS

Nous présentons ici les résultats obtenus sur base des données de la BCSS. D'abord sous forme de cartes, ensuite sous forme de tableaux reprenant plusieurs catégories différentes de la population.

Sur la première carte, on remarque le contraste entre la pauvreté présente en Flandre et dans les deux autres régions du pays. Comme mentionné plus haut, la part de personnes pauvres à Bruxelles est très élevée mais est probablement légèrement surestimée par l'indice synthétique de pauvreté calculé avec les données de la BCSS.

Dans les grandes villes flamandes comme Anvers, Gand, Bruges ou Leuven, la pauvreté est beaucoup moins présente que dans les grandes villes wallonnes.

Globalement, la carte de l'indice synthétique de pauvreté par commune est cohérente. Néanmoins, certaines communes ont une part de personnes pauvres surprenante.

Dans la zone rurale du Westhoek, la part de personnes pauvres semble relativement faible, contrairement à ce qu'aurait pu laisser penser la carte des revenus médians par déclaration (cf section 3.3.8) qui mentionne des revenus très faibles dans cette région. Cependant, nous avons deux raisons de penser que les revenus des habitants enregistrés dans les statistiques fiscales sont sous-estimés. D'une part, comme on peut le voir sur la carte en annexe 4, la part de personnes de plus de 64 ans est très élevée dans le Westhoek et les personnes pensionnées ont souvent des revenus imposables faibles car seule leur pension est enregistrée comme revenu. D'autre part, dans le Westhoek, la proportion de personnes qui ont le statut d'indépendant ou d'aidant est très élevée par rapport au reste du pays. On peut donc supposer que ces personnes aient tendance à sous-déclarer leurs revenus.

En outre, l'indice socio-économique de la Politique des Grandes Villes, quoique calculé d'une manière tout à fait différente, va dans le même sens que notre indice synthétique de pauvreté pour la zone du Westhoek. Nous avons donc tendance à penser que l'indice synthétique de pauvreté fournit une image plus fidèle de la réalité que les déclarations fiscales.

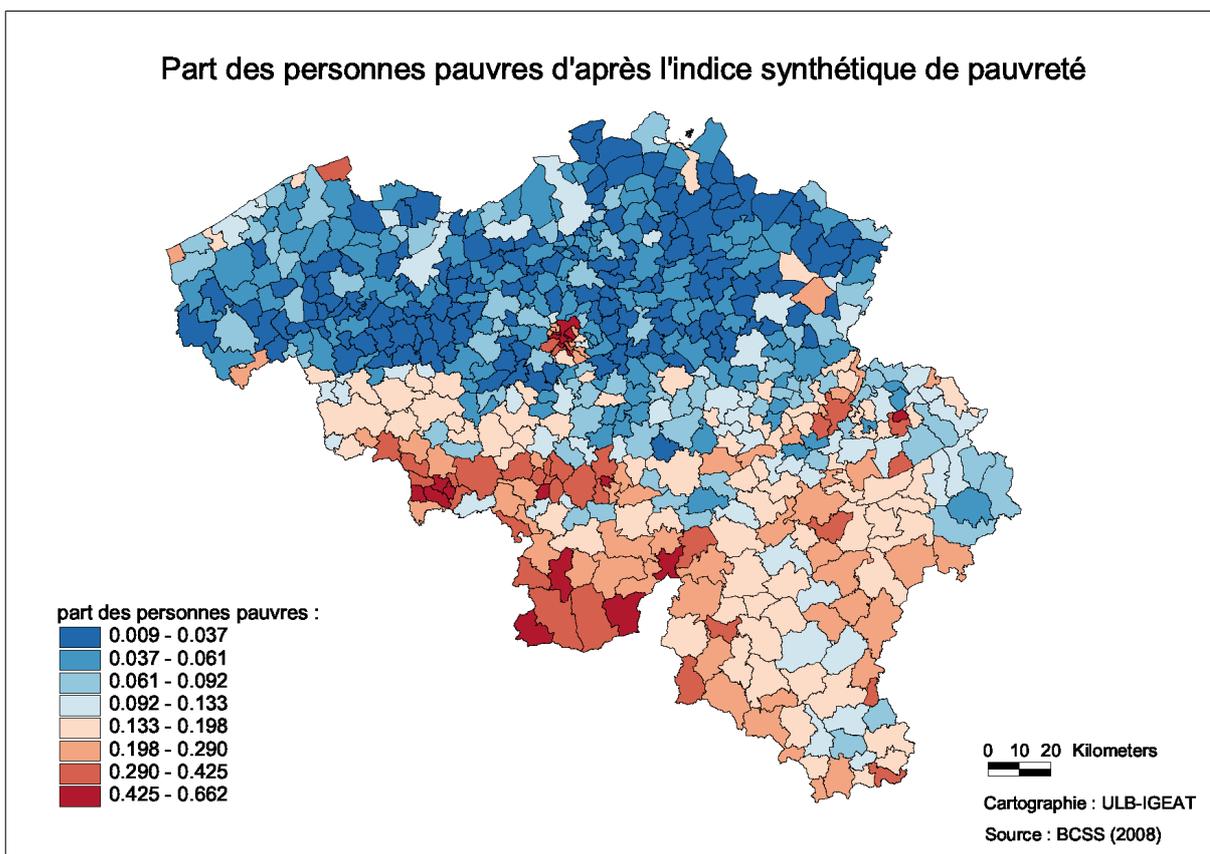
À l'inverse, nous pensons que l'indice synthétique de pauvreté a tendance à fortement surestimer la pauvreté dans la commune de Knokke-Heist et dans les régions frontalières à proximité du Luxembourg et de l'Allemagne.

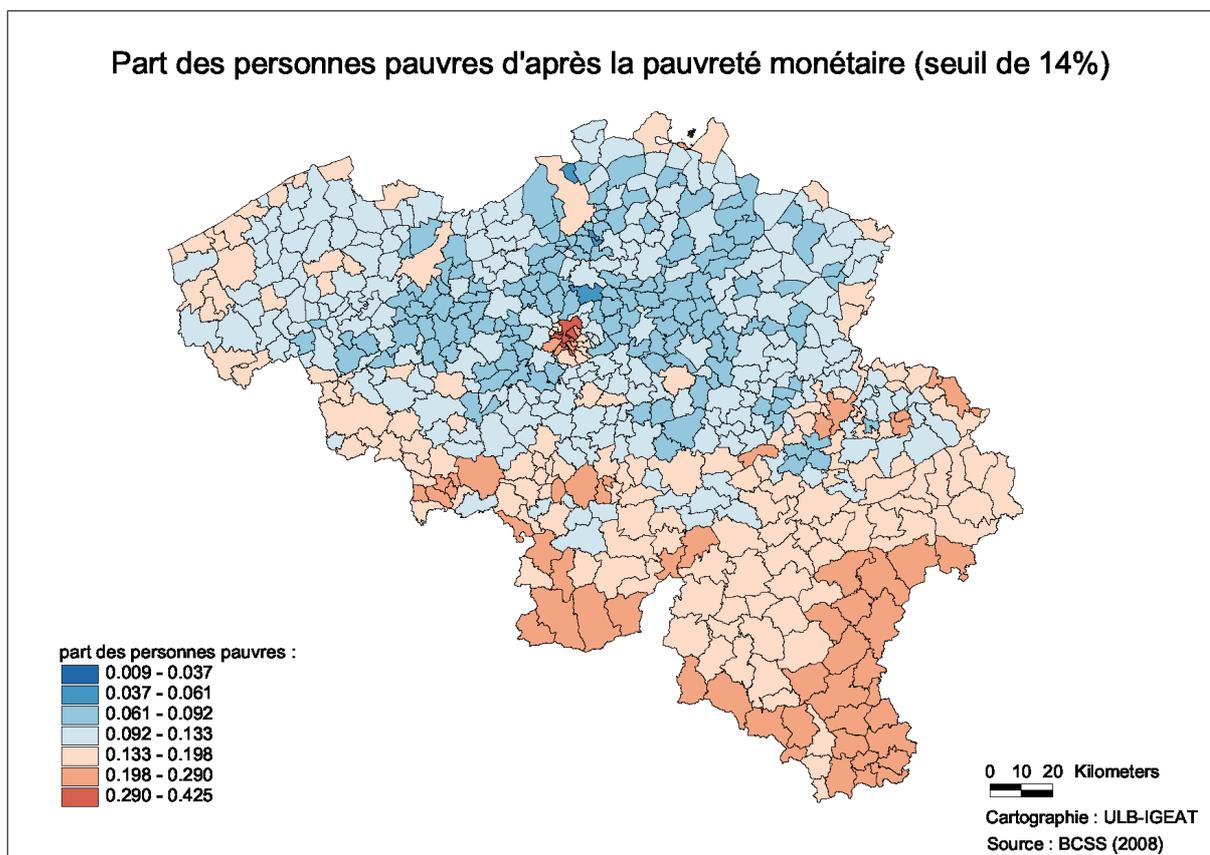
Concernant Knokke-Heist, la surestimation de la pauvreté est liée au fait que notre indice de coût du logement est tiré à la hausse par le prix de certaines catégories de logements luxueux dans cette commune. De ce fait, cet indice prend la valeur la plus élevée à Knokke-Heist<sup>43</sup> (de tout le pays), ce qui ne reflète probablement pas la réalité des prix de l'immobilier auxquels sont confrontés les personnes en difficulté qui résident dans la commune.

<sup>42</sup> Le taux de pauvreté dans la commune est dès lors le rapport entre le nombre de personnes pauvres et la population considérée.

<sup>43</sup> Pour rappel, il existe peu d'information détaillées (la taille, le nombre de pièces, ...) concernant les prix des logements mis en vente en Belgique. L'indice de coût du logement souffre de ce fait de défauts.

La pauvreté mesurée par l'indice synthétique des communes le long de la frontière Luxembourgeoise et de l'Allemagne (principalement les communes de Raeren et La Calamine) semble surestimée et ne correspond pas à ce à quoi l'on pourrait s'attendre. Ce phénomène est à mettre en rapport avec la carte de la section 8.1 qui renseigne la part des personnes pour qui la position socio-économique est inconnue dans la BCSS (après correction). Dans les communes à proximité d'Arlon, de Burg-Reuland et de Raeren, la part des personnes sur qui on ne dispose pas d'information varie de 14% à 22%. Ces ménages comprennent beaucoup de travailleurs frontaliers sortants dont le revenu du travail ou de pension ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'indice synthétique de pauvreté.





Sur les deux cartes précédentes, la part de personnes pauvres à l'échelle de la Belgique est de 14%<sup>44</sup>. La pauvreté monétaire (qui ne prend en compte que le revenu) réduit sensiblement les écarts en termes de pauvreté entre les « communes riches » et les « communes pauvres ».

À noter également qu'avec la seule prise en compte du revenu, les mêmes communes frontalières proches du Luxembourg et de l'Allemagne enregistrent des taux de pauvreté monétaire encore plus élevés et plus invraisemblables que l'indice synthétique de pauvreté. Dans un tel cas de figure, la prise en compte d'autres facteurs que le seul revenu dans le calcul de l'indice synthétique de pauvreté permet une meilleure estimation de la pauvreté.

Une carte de l'indice synthétique de pauvreté par secteur statistique est également présentée ci-dessous (cette carte est également reproduite en annexe 5 au format A4). Ce type de carte doit être considéré avec beaucoup de prudence. Une grande surface rouge peut indiquer un lieu où la densité de population est très faible et où de fait il existe un ou plusieurs ménages pauvres. Toutefois, cette grande surface rouge aura un impact insignifiant sur le taux de pauvreté dans la commune. À l'inverse, de très petites surfaces rouges dans des quartiers très peuplés représentent un grand nombre de personnes pauvres. Un très petit polygone rouge est donc très souvent plus important qu'un très grand ; d'où la nécessité de se méfier des impressions visuelles. Les surfaces blanches correspondent aux zones pour lesquelles nous n'avons pas de données pour des raisons de confidentialité (cela concerne des lieux peu peuplés).

<sup>44</sup> Pour l'indice synthétique de pauvreté, il s'agit de 13,9% précisément.

Part des personnes pauvres d'après l'indice synthétique de pauvreté (par secteur statistique)

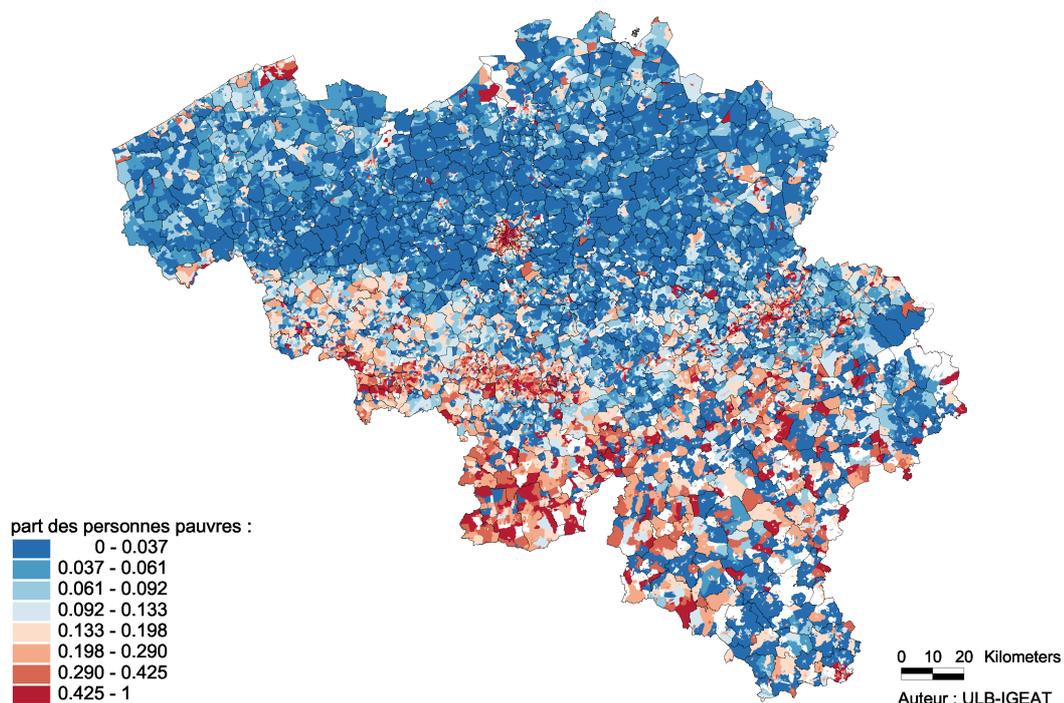
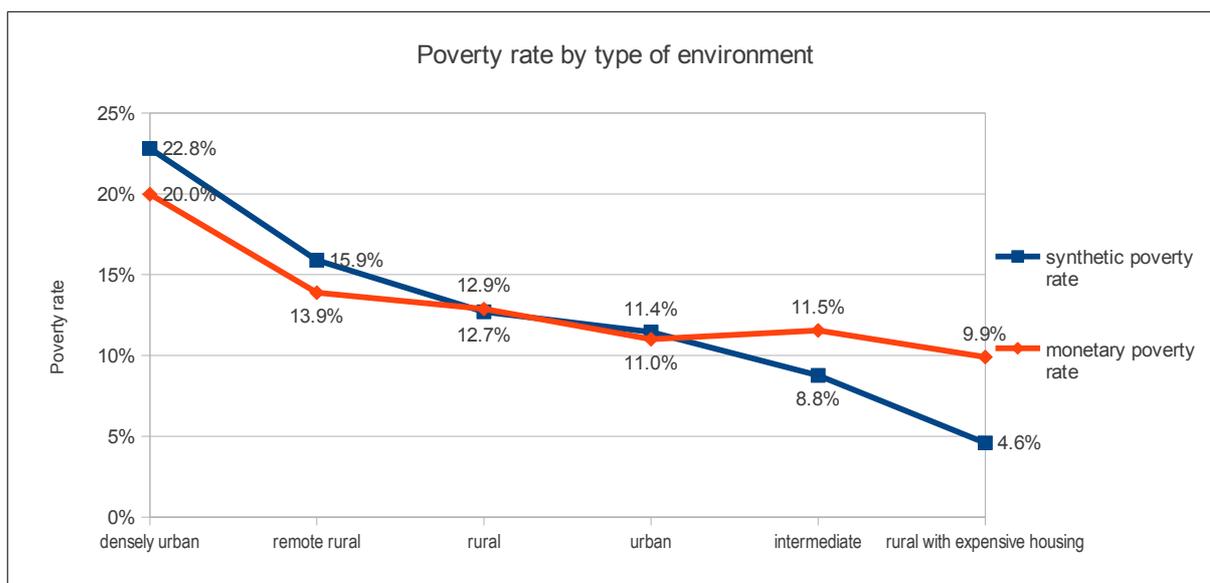


Tableau 12 : Comparaison de la pauvreté monétaire et de l'indice synthétique de pauvreté (estimé sur base de la BCSS)

		densely urban		urban		intermediate		rural with expensive housing		rural		remote rural		Belgium	
		synthetic poverty rate	monetary poverty rate	synthetic poverty rate	monetary poverty rate	synthetic poverty rate	monetary poverty rate	synthetic poverty rate	monetary poverty rate	synthetic poverty rate	monetary poverty rate	synthetic poverty rate	monetary poverty rate	synthetic poverty rate	monetary poverty rate
total	all	22.8%	20.0%	11.4%	11.0%	8.8%	11.5%	4.6%	9.9%	12.7%	12.9%	15.9%	13.9%	13.9%	14.0%
sex	male	21.7%	19.0%	10.6%	9.9%	8.0%	10.4%	5.2%	9.2%	11.4%	11.7%	13.8%	12.8%	12.9%	12.9%
	female	23.9%	20.9%	12.2%	12.1%	9.5%	12.6%	4.0%	10.6%	14.0%	14.0%	18.0%	14.9%	14.8%	15.0%
household type	one person household	34.9%	27.0%	20.7%	20.0%	20.8%	20.7%	41.6%	21.1%	27.9%	22.2%	34.6%	25.7%	28.5%	23.5%
	2 adults, no dependant children, both < 65 years	10.5%	10.7%	5.2%	7.5%	4.2%	8.6%	0.2%	8.0%	8.8%	9.6%	9.9%	10.3%	6.7%	9.1%
	2 adults, no dependant children, at least one ≥ 65 years	5.9%	14.3%	1.1%	17.5%	3.2%	19.4%	0.4%	20.6%	3.1%	20.6%	27.6%	24.0%	4.0%	17.9%
	other households without dependent children	7.2%	5.9%	4.3%	2.9%	3.5%	3.1%	0.2%	3.3%	3.8%	3.7%	5.7%	4.7%	4.4%	3.8%
	single parent household, 1 or more children	55.3%	46.8%	66.1%	29.8%	40.1%	34.7%	9.0%	25.8%	59.6%	38.4%	85.7%	37.2%	53.3%	38.6%
	2 adults, one dependent children	12.8%	11.1%	5.0%	4.8%	3.8%	5.3%	0.1%	4.5%	5.6%	6.0%	2.5%	6.9%	6.4%	6.7%
	2 adults, two dependent children	12.0%	11.1%	3.9%	4.7%	3.4%	5.2%	0.1%	4.5%	4.7%	6.3%	1.3%	6.9%	5.3%	6.5%
	2 adults, three or more dependent children	24.7%	22.3%	8.5%	9.4%	7.3%	10.0%	0.2%	7.6%	10.7%	12.3%	1.5%	11.4%	12.1%	13.5%
	other households with dependent children	26.2%	17.8%	11.9%	6.8%	7.3%	6.8%	0.9%	5.6%	8.3%	7.7%	2.9%	8.2%	13.1%	10.0%
collective household	15.7%	20.7%	5.5%	20.1%	5.8%	17.7%	4.8%	22.5%	9.9%	17.2%	14.5%	20.9%	9.3%	19.4%	
age	0-17	30.9%	26.8%	17.3%	11.4%	11.7%	12.6%	1.5%	9.0%	17.3%	14.7%	15.5%	14.3%	18.6%	16.5%
	18-24	30.1%	24.6%	18.7%	9.6%	11.0%	10.1%	4.0%	8.3%	15.1%	11.6%	13.5%	12.1%	18.5%	14.3%
	25-34	21.9%	18.1%	11.9%	6.9%	8.2%	7.2%	6.5%	5.4%	10.5%	8.3%	6.9%	8.9%	13.7%	10.9%
	35-44	21.2%	18.5%	11.7%	7.8%	8.0%	8.3%	5.5%	6.7%	11.0%	9.7%	9.6%	10.2%	12.8%	11.2%
	45-54	17.3%	16.0%	10.3%	7.4%	7.7%	7.9%	6.4%	6.9%	10.6%	9.2%	10.8%	10.3%	11.2%	10.1%
	55-64	17.5%	17.7%	9.3%	12.6%	8.3%	13.3%	6.3%	11.7%	13.6%	14.1%	18.8%	15.0%	12.0%	14.4%
	65-74	18.3%	17.4%	3.7%	16.8%	5.6%	17.5%	3.0%	18.2%	8.0%	18.4%	30.2%	21.7%	9.6%	17.6%
	75 and +	21.3%	17.3%	4.4%	19.5%	7.5%	20.4%	4.8%	23.1%	11.9%	21.3%	35.7%	26.2%	12.4%	19.6%
one person household	one person household aged 18-24	56.7%	55.6%	53.9%	36.3%	44.3%	37.6%	94.8%	37.5%	44.2%	40.6%	8.0%	45.0%	53.1%	47.8%
	one person household aged 25-34	28.8%	26.7%	25.3%	14.1%	22.3%	15.9%	71.5%	14.9%	22.2%	17.9%	10.6%	20.6%	27.2%	21.6%
	one person household aged 35-44	29.2%	25.9%	23.7%	13.8%	21.0%	14.9%	64.0%	14.1%	22.4%	17.1%	14.2%	18.6%	26.5%	20.0%
	one person household aged 45-54	27.2%	27.3%	26.2%	17.8%	25.1%	20.2%	67.0%	17.7%	27.2%	21.7%	22.4%	23.3%	27.7%	22.9%
	one person household aged 55-64	35.3%	29.6%	30.4%	23.6%	26.9%	24.2%	47.9%	20.8%	36.3%	25.1%	35.0%	26.0%	33.1%	26.3%
	one person household aged 65-74	44.0%	25.4%	11.1%	23.3%	15.3%	22.1%	13.9%	24.9%	27.2%	23.0%	51.1%	27.2%	27.1%	23.9%
	one person household aged 75 and +	39.2%	19.7%	9.4%	21.0%	14.7%	21.1%	12.7%	25.4%	26.6%	22.3%	52.5%	29.5%	24.8%	21.1%
worker status	irregular income (temporary work, occasional income, ...)	40.8%	21.6%	44.8%	11.3%	9.1%	10.5%	10.7%	8.7%	17.9%	11.5%	13.6%	12.0%	28.9%	14.4%
	manual worker	24.9%	13.2%	15.7%	5.3%	8.1%	5.0%	11.3%	4.4%	10.4%	5.6%	7.9%	6.1%	14.5%	7.3%

Tableau 13 : Comparaison de la pauvreté monétaire et de l'indice synthétique de pauvreté (estimé sur base de la BCSS) (suite)

	urbain dense		urbain		intermédiaire		rural avec foncier élevé		rural		rural profond		Belgique	
	indice synthétique de pauvreté	pauvreté monétaire												
<b>1. Occupé</b>														
1.1. Travail salarié	9.9%	6.2%	7.5%	2.6%	3.9%	2.5%	5.0%	2.1%	5.1%	2.9%	5.2%	3.0%	6.6%	3.5%
1.2. Occupé en tant qu'indépendant	14.6%	26.7%	7.7%	17.7%	10.0%	17.6%	7.6%	16.4%	7.7%	19.1%	8.6%	21.4%	10.1%	20.2%
1.3. Occupé en tant qu'aidant auprès d'un indépendant	18.8%	37.4%	12.5%	27.9%	13.3%	27.5%	4.3%	25.4%	11.3%	28.1%	4.3%	27.6%	12.5%	29.0%
1.4. Occupé en tant que salarié et comme travailleur indépendant/aidant	4.7%	5.5%	4.9%	3.0%	3.3%	3.1%	5.2%	2.8%	3.0%	3.2%	4.0%	3.6%	4.1%	3.6%
<b>2. Demandeur d'emploi (DE)</b>														
2.1. DE après travail à temps plein, avec allocation de chômage	61.0%	43.5%	52.3%	29.9%	38.9%	30.8%	21.7%	26.6%	56.7%	32.8%	56.0%	34.9%	52.6%	36.3%
2.2. DE après un emploi à temps partiel volontaire, avec allocation de chômage	47.7%	47.5%	25.2%	28.4%	19.2%	26.5%	9.9%	24.6%	24.1%	27.7%	13.5%	30.9%	31.2%	35.1%
2.3. DE après études, avec allocation d'attente ou allocation de transition	62.8%	59.9%	59.2%	42.7%	49.1%	45.5%	14.0%	32.4%	52.6%	45.3%	27.1%	43.2%	55.4%	51.4%
<b>3. Inactif</b>														
3.1. Interruption de carrière complète / crédit-temps complet	13.1%	16.6%	9.0%	12.3%	5.0%	11.3%	3.4%	10.6%	7.9%	12.6%	3.9%	16.4%	8.2%	13.2%
3.2. Dispense d'inscription comme demandeur d'emploi	49.6%	41.1%	40.5%	27.8%	27.1%	27.4%	17.9%	24.1%	52.7%	28.9%	61.7%	30.8%	41.5%	32.2%
3.3. Revenu d'intégration / aide financière	98.3%	87.3%	97.0%	78.6%	94.2%	78.0%	46.2%	70.5%	98.7%	76.9%	37.0%	70.6%	96.3%	84.1%
3.4. Bénéficiaire d'une pension sans emploi	20.4%	15.5%	4.4%	15.3%	6.7%	15.5%	4.2%	16.6%	10.7%	16.1%	31.1%	19.2%	11.4%	15.7%
3.5. Pré pensionné à temps plein	12.6%	11.6%	2.1%	11.3%	4.1%	11.9%	1.4%	11.0%	5.5%	12.5%	14.6%	13.0%	5.8%	11.8%
3.6. Enfants bénéficiaires d'allocations familiales	29.5%	25.7%	16.9%	11.0%	11.2%	12.1%	1.5%	8.9%	16.7%	14.2%	15.6%	13.9%	17.8%	15.8%
3.7. Incapacité de travail	29.2%	32.0%	30.8%	21.5%	18.1%	21.3%	17.6%	17.5%	27.5%	22.8%	14.0%	23.2%	25.5%	25.0%
<b>4. Autres</b>	21.4%	25.4%	11.5%	19.3%	7.8%	20.6%	1.6%	19.0%	11.9%	22.1%	20.6%	23.6%	13.3%	22.0%



La pauvreté est la plus intense dans les centres urbains, puis dans le rural profond, le rural, l'urbain, l'intermédiaire et le rural avec foncier élevé<sup>45</sup>.

Dans les tableaux 12 et 13, les catégories les plus touchées par la pauvreté en Belgique sont les bénéficiaires du revenu d'intégration (96,3%), les demandeurs d'emploi après études (55,4%), les ménages monoparentaux (53,5%), les demandeurs d'emploi après travail à temps plein (52,6%), les personnes dispensées d'inscription comme demandeur d'emploi (41,5%), les demandeurs d'emploi après un travail à temps partiel (31,2%), les personnes qui ont un travail irrégulier (28,9%), les isolés quelque soit leur âge (28,5%) et plus particulièrement les isolés qui ont entre 18 et 24 ans (53,1%) et les personnes en incapacité de travail (25,5%).

À l'inverse, les catégories les moins touchées par la pauvreté sont les ménages (hormis les isolés) sans enfants à charge (le taux de pauvreté varie de 4% à 6,7%), les ménages composés de deux adultes avec un ou deux enfants à charge (6,4% et 5,3%), les travailleurs qui conjuguent un emploi salarié et indépendant (4,1%), les prépensionnés à temps plein (5,8%) et les travailleurs salariés (6,6%).

De manière générale, les tendances mesurées par la mesure monétaire de la pauvreté et l'indice synthétique sont similaires. Néanmoins, dans certains cas de figures, les taux de pauvreté mesurés par les deux types d'indicateurs peuvent varier sensiblement. Pour les indépendants, les aidants, les ménages comprenant deux adultes (sans enfants à charge) dont au moins un a plus de 64 ans et les ménages collectifs<sup>46</sup>, la pauvreté mesurée par le revenu est sensiblement plus grande que celle mesurée par l'indice synthétique de pauvreté.

<sup>45</sup> À noter que lorsqu'on considère la pauvreté monétaire, la pauvreté est légèrement plus présente dans l'intermédiaire (11,5%) que dans l'urbain (11,0%). Pour le reste, le classement entre les différents environnements est le même que pour l'indice synthétique de pauvreté.

<sup>46</sup> À noter que l'échantillon EU-SILC n'inclut pas de ménages collectifs.

À l'inverse, la pauvreté mesurée par l'indice synthétique de pauvreté est plus intense pour les demandeurs d'emploi après travail à temps plein, les personnes dispensées d'inscription comme demandeur d'emploi, les bénéficiaires du revenu d'intégration, les ménages monoparentaux et les personnes qui ont des revenus irréguliers. Ce dernier ensemble de personnes souffrent donc davantage de pauvreté que ce que ne laisserait supposer la simple prise en compte de leurs revenus.

Dans ces différents cas, on peut supposer que l'indice synthétique de pauvreté prend mieux en compte les difficultés spécifiques auxquelles sont confrontés les ménages. Celles-ci vont au-delà du simple aspect monétaire (par exemple pour les personnes qui émargent au CPAS ou les ménages parentaux). Pour les indépendants et les aidants, on peut raisonnablement penser que les revenus enregistrés dans la BCSS sont inférieurs à leurs revenus réels ; l'indice synthétique de pauvreté corrige ce biais.

Les habitants des centres urbains sont toujours plus pauvres que la moyenne, et ce, que la pauvreté soit mesurée au moyen de la pauvreté monétaire ou de l'indice synthétique de pauvreté. À l'inverse, les ménages vivant dans les espaces intermédiaires ou dans le rural avec foncier élevé (à l'exception des personnes isolées) sont moins pauvres que la moyenne belge. Cette tendance reste généralement vraie dans l'urbain (en dehors des centres urbains) et dans le rural (hormis le rural profond) à l'exception des quelques catégories de personnes comme notamment les personnes qui sont en incapacité de travail et les ménages monoparentaux.

En revanche, dans le rural profond, la situation est davantage contrastée. Les personnes âgées (et les statuts associés comme les prépensionnés, les pensionnés et les dispenses d'inscription comme demandeur d'emploi), les isolées de plus de 64 ans et les ménages monoparentaux connaissent davantage de difficultés dans le rural profond que la moyenne belge. À l'inverse, les demandeurs d'emplois après un temps partiel volontaire ou après les études, les isolés de moins de 55 ans, les ouvriers, les personnes qui touchent des revenus irréguliers, les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS), les personnes en incapacité de travail et les grands ménages<sup>47</sup> sont moins pauvres en milieu rural profond que la moyenne (belge).

## 8.5 REPRODUCTION DES RÉSULTATS DANS LE FUTUR

Ce projet peut être aisément actualisé avec des données plus récentes disponibles auprès de la BCSS pendant une période d'environ 5 ans. Sur un tel laps de temps, on peut raisonnablement penser que les déterminants de la pauvreté évoluent peu et que les variables contextuelles telles que nous les avons estimées restent valides. Il est donc possible de reproduire les résultats en faisant à nouveau tourner le programme (en langage SAS) sur des données plus récentes détenues par la BCSS.

Les variables contextuelles pour toute la Belgique et le programme SAS utilisé avec les données de la BCSS sont disponibles auprès de l'équipe de recherche.

Au-delà d'une période approximative de 5 ans, il sera sans doute nécessaire de refaire l'étude dans son intégralité. Ceci signifie :

---

<sup>47</sup> Ceci comprend les ménages composés de « deux adultes avec au moins 3 enfants à charge » et les « autres ménages avec enfants à charge ».

- Étudier à nouveau les variables contextuelles qui peuvent être prises en compte. De nouvelles bases de données peuvent apparaître. En outre, nous avons parfois encore eu recours à des données du recensement 2001 pour la construction de certaines variables intermédiaires ; ce qui n'est plus envisageable dans le futur.
- Refaire la typologie de l'espace. Celle-ci dépend de la desserte en transports en commun et de la disponibilité en services et commerces. Or, ces structures évoluent avec le temps.
- Calculer un nouvel indice synthétique de pauvreté (le questionnaire EU-SILC évolue également).
- Faire une nouvelle prévision de l'indice synthétique de pauvreté sur base d'une enquête EU-SILC plus récente.
- Utiliser cette nouvelle prévision de l'indice synthétique de pauvreté pour calculer la pauvreté pour l'ensemble de la Belgique au moyen des données contenues dans la BCSS.

Une description succincte de la méthodologie utilisée pour réaliser ces différentes étapes est fournie dans ce rapport.

Par contre, la pauvreté monétaire peut aisément être estimée à l'avenir sur base des données contenues dans la BCSS (moyennant quelques traitements simples, notamment pour consolider les revenus pour l'ensemble du ménage). Il est néanmoins indispensable d'étudier et de prendre en compte le fait que les revenus d'une partie importante de la population ne sont pas enregistrés dans la BCSS : ne pas le faire introduirait un biais important dans les résultats en termes de pauvreté.

## 9. CONCLUSIONS

Dans le cadre de cette étude, l'équipe de recherche a dans un premier temps réalisé un très important travail de collecte et d'analyse de données. Celles-ci ont permis d'élaborer toute une série de variables contextuelles destinées à refléter les difficultés spécifiques auxquelles sont confrontés les ménages vivant en milieu rural. Lorsque cela était possible, nous avons toujours cherché à travailler à l'échelle territoriale la plus fine à savoir le secteur statistique.

Dans un deuxième temps, une typologie de l'espace a été créée. Avant de pouvoir étudier la pauvreté rurale ou urbaine, il était indispensable de définir à quel type d'espace appartenait chaque secteur statistique. Nous avons opté pour une typologie spécifique en lien avec la problématique traitée. Cette typologie n'a donc pas été définie en fonction de certaines activités ou d'un type d'occupation du sol mais plutôt d'un ensemble de déficits en matières de services et d'accessibilité.

Dans un troisième temps, nous avons cherché comment définir au mieux la pauvreté. Plusieurs pistes ont été explorées : les mesures courantes comme la pauvreté subjective, la pauvreté monétaire, la déprivation matérielle mais aussi un indicateur de budget disponible ou les dettes contractées par les ménages. Néanmoins, chacune de ces mesures de la pauvreté comporte des problèmes. Nous avons donc choisi de construire notre propre mesure de la pauvreté que nous appelons l'« indice synthétique de pauvreté ». Cet indice exploite au maximum la grande variété d'informations contenue dans l'enquête EU-SILC puisqu'il prend en compte un très large éventail de manifestations de la pauvreté (ou de l'absence de pauvreté) tout en attachant davantage d'importance à celles qui sont concentrées chez les bas revenus.

Sur base de l'indice synthétique de pauvreté et de notre typologie spatiale, nous dressons une série de nouveaux constats en termes de pauvreté grâce aux informations contenues dans l'enquête EU-SILC. Certes, la part de ménages pauvres est la plus élevée dans un environnement urbain dense mais les ménages qui résident en milieu rural occupent la seconde place. Ensuite, viennent les habitants dans les espaces que nous avons qualifiés d'urbains (en dehors des densités les plus fortes) et enfin ceux des espaces intermédiaires.

Il semble par contre que la pauvreté la plus intense soit moins présente en milieu rural. En effet, lorsqu'on considère les 10% des ménages les plus pauvres en Belgique, ceux-ci sont sous-représentés en milieu rural. En revanche, si on considère les 15% des ménages les plus pauvres, la situation du monde rural est nettement moins favorable : les ménages qui sont juste un peu moins pauvres (c-à-d ceux qui sont compris entre les 10% et les 15% les plus pauvres) sont surreprésentés dans le monde rural.

Toujours sur base de EU-SILC, les spécificités de la pauvreté dans les différents types d'environnement sont étudiées.

Par ailleurs, nous avons cherché à expliquer l'indice synthétique de pauvreté au moyen des variables disponibles dans la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS) et des variables contextuelles que nous avons construites. Grâce aux données individuelles contenues dans la BCSS, nous avons donc été en mesure de réaliser une prévision pour tous les ménages belges de leur indice synthétique de pauvreté. Les résultats de cette prévision semblent cohérents avec ceux de EU-SILC qui ont servi de modèle.

Sur cette base, nous présentons une carte de la pauvreté en Belgique par secteur statistique, par commune et une série de tableaux récapitulatifs. Si on se réfère à la typologie de l'espace, la part de ménages pauvres est la plus grande dans l'urbain dense, suivis par le rural profond (15,9%), le rural (12,7%), l'urbain (11,4%), l'intermédiaire (8,8%) et le rural avec foncier élevé (4,6%).

En Belgique, les catégories les plus touchées par la pauvreté sont les bénéficiaires du revenu d'intégration (96,3%), les demandeurs d'emploi après études (55,4%), les ménages monoparentaux (53,5%), les demandeurs d'emploi après travail à temps plein (52,6%), les personnes dispensées d'inscription comme demandeur d'emploi (41,5%), les demandeurs d'emploi après un travail à temps partiel (31,2%), les personnes qui ont un travail irrégulier (28,9%), les isolés quelque soit leur âge (28,5%) et plus particulièrement les isolés qui ont entre 18 et 24 ans (53,1%) et les personnes en incapacité de travail (25,5%).

Lorsqu'on examine les spécificités des différents types d'environnement, les personnes qui vivent en milieu urbain dense sont toujours plus pauvres que la moyenne belge, et ce, quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent. Les ménages vivant dans les espaces intermédiaires ou dans le rural avec foncier élevé (à l'exception des personnes isolées) sont moins pauvres que la moyenne belge. Cette tendance reste généralement vraie dans l'urbain (en dehors des centres urbains) et dans le rural (hormis le rural profond) à l'exception des quelques catégories de personnes comme notamment les personnes qui sont en incapacité de travail et les ménages monoparentaux.

En revanche, dans le rural profond, la situation est davantage contrastée. Les personnes âgées (et les statuts associés comme les prépensionnés, les pensionnés et les dispenses d'inscription comme demandeur d'emploi), les isolées de plus de 64 ans et les ménages monoparentaux connaissent davantage de difficultés dans le rural profond que la moyenne belge. À l'inverse, les demandeurs d'emplois après un temps partiel volontaire ou après les études, les isolés de moins de 55 ans, les ouvriers, les personnes qui touchent des revenus irréguliers, les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS), les personnes en incapacité de travail et les grands ménages sont moins pauvres en milieu rural profond que la moyenne belge.

En outre, les données contenues dans la BCSS permettent de mesurer les revenus enregistrés par les institutions de sécurité sociale (essentiellement les allocations sociales et les revenus du travail). Certes, les revenus obtenus sur base de la BCSS ne sont pas parfaitement identiques à ceux enregistrés dans EU-SILC mais les résultats fournis en termes de pauvreté monétaire par les deux méthodes sont fort proches. Cette étude permet donc également de raffiner les résultats officiels obtenus en termes de pauvreté (monétaire) sur base de EU-SILC car ils permettent de faire des croisements d'informations impossibles avec un échantillon de 6 300 ménages.

En conclusion, nous pensons que les résultats de cette étude sont globalement valides. Bien entendu, plus les résultats sont désagrégés à un niveau fin, plus le risque d'erreur est élevé. Ce risque est vraisemblablement plus faible pour la pauvreté monétaire que pour l'indice synthétique de pauvreté même si nous pensons que ce dernier indice est plus performant quant à la mesure de la pauvreté. Les résultats produits ici (tant pour la pauvreté monétaire que pour l'indice synthétique de pauvreté) livrent un aperçu des possibilités offertes par la base de données que nous avons constituée dans le cadre de cette étude. Les croisements possibles de variables sont nombreux et peuvent être définis en fonction d'une problématique ou d'un questionnement précis.

Même si nous pensons que la qualité des résultats produits ici est bonne de manière générale, celle-ci aurait pu être meilleure si certaines données complémentaires avaient été disponibles au niveau individuel (et ce plus particulièrement pour les ménages de pensionnés). Nous pensons particulièrement aux informations relatives à l'endettement, à la possession d'un véhicule, à l'état de santé, à l'état et au coût du logement. Le recensement décennal constituait à cet égard une source irremplaçable d'informations qui est à présent malheureusement perdue.

## 10. BIBLIOGRAPHIE

- Agyeman, J. & R. Spooner (1997) 'Ethnicity and the rural environment', in P. Cloke & J. Little (eds) *Contested Countryside Cultures*, London: Routledge.
- Attias-Donfut, C., Ogg, J., & F.-C. Wolff (2005). European patterns of intergenerational financial and time transfers. *European Journal of Ageing*, 2, 161-173.
- Auclair, E. & D. Vanoni (2004). The attractiveness of rural areas for young people. In B. Jentsch & M. Shucksmith (Eds.), *Young people in rural areas of Europe* (pp.74-104). Aldershot: Ashgate.
- Bailey, N., Flint, J., Goodlad, R., Shucksmith, M., Fitzpatrick, S., & G. Pryce (2003) *Measuring deprivation in Scotland: developing a long-term strategy*. Edinburgh: Scottish Executive Central Statistics Unit.
- Bailey, N., Spratt, J., Pickering, J., Goodlad, R., & M. Shucksmith (2004) *Deprivation and Social Exclusion in Argyll and Bute – Report to the Community Planning Partnership*, Scottish centre for Research on Social Justice, Universities of Glasgow and Aberdeen.
- Baur, J. & U. Burmann (2000). *Unerforschtes Land: Jugendsport in ländlichen Regionen*. Aachen: Meyer und Meyer.
- Bell, M.M. (2008) *Mobilizing the countryside: rural power and the power of the rural*. Paper for the Agrarian Studies Seminar Available online at <http://www.yale.edu/agrarianstudies/papers/22bell.pdf> Accessed 25 July 2011.
- Bertolini, P. & V. Peragine (2009) *Poverty and Social Exclusion in Rural Areas*, report to CEC Directorate General for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities. Brussels: CEC.
- Bevan, M., Croucher, K., Fletcher, P., Rhodes, D. & M. Riseborough (2006) *The housing and support needs of older people in rural areas*. London: Commission for Rural Communities. Available online at [http://www.northamptonshireobservatory.org.uk/docs/doc\\_CRC26-TheHousingandSupportNeedsofOlderPeopleInRuralAreas.pdf\\_140857080606.pdf](http://www.northamptonshireobservatory.org.uk/docs/doc_CRC26-TheHousingandSupportNeedsofOlderPeopleInRuralAreas.pdf_140857080606.pdf)
- Blommaert, J., Dewilde, A., Stuyck, K., Peleman, K. & H. Meert (2003) Space, experience and authority: exploring attitudes towards refugee centre in Belgium, *Journal of Language and Politics*, Vol. 2(2): pp.311-331
- Bowden, C. & M. Moseley (2006) *The quality and accessibility of services in rural England: a survey of the perspectives of disadvantaged residents*, Wolverhampton: ADAS.
- Buliung, R.N., Roorda, M.J. & T.K. Remmel (2008) Exploring spatial variety in patterns of activity travel behaviour: initial results from the Toronto Travel-Activity Panel Survey (TTAPS), *Transportation*, 35(6), pp. 697-722
- Burchardt, T., Le Grand, J. & D. Piachaud (2002) 'Degrees of Exclusion: Developing a Understanding Social Exclusion, in Hills, J., Le Grand, J. & D. Piachaud (eds) *Understanding Social Exclusion*. Oxford University Press, Oxford, pp. 30-43.
- Burchardt, T., Le Grand, J., & D. Piachaud (1999) Social Exclusion in Britain 1991-1995, *Social Policy & Administration*, 33(3), pp. 227-244
- Cass, N., E. Shove & J. Urry (2005) Social exclusion, mobility and access. *Sociological Review*, 53 (3) 539–555
- Castles, S., Booth, H. & T. Wallace (1984) *Here for Good. Western Europe's New Ethnic Minorities*. London: Pluto Press.

- Chakraborti N & J. Garland (eds) (2004), *Rural Racism*, Cullompton, Devon: Willan Publishing
- Chapman, P. Phimister, E., Shucksmith, M., Upward, R. & E. Vera-Toscano (1998) *Poverty and Exclusion in Rural Britain : The Dynamics of Low Income and Employment*, York: Joseph Rowntree Foundation/York Publishing Services.
- Cloke, P., Goodwin, M., Milbourne, P. & C. Thomas (1995) Deprivation, Poverty and Marginalisation in Rural Lifestyles in England and Wales. *Journal of Rural Studies* 11: 4 351-365
- Cloke, P., Milbourne, P., & C. Thomas (1994) *Lifestyles in rural England*. Rural Development Commission: Salisbury
- Comber, A., Brunsdon, C., & M. Phillips (2012). The Varying Impact of Geographic Distance as a Predictor of Dissatisfaction Over Facility Access. *Applied Spatial Analysis and Policy*, 1-20.
- Commins, P. (2004) Poverty and Social Exclusion in Rural Areas: Characteristics, Processes and Research Issues, *Sociologia Ruralis*, Vol. 44, No. 1, p. 60-75.
- Commission for Rural Communities (2005) *Rural disadvantage: Our first thematic study*. London: CRC Publication.
- Coombes M., Raybould S., Wong C. & S. Openshaw (1995) Towards an Index of Deprivation: A Review of Alternative Approaches, in Department of the Environment (ed.) *1991 Deprivation Index: A review of approaches and a matrix of results*, London: HMSO.
- Countryside Agency (2003) *Updating the English indices of deprivation 2000: Stage 1 consultation report. Response by the Countryside Agency*. Cheltenham: Countryside Agency.
- Currie, G., Richardson, T., Smyth, P., Vella-Brodrick, D., Hine, J., Lucas, K., Stanley, J., Morris, J., Kinnear, R., Stanley, J. (2009) 'Investigating links between transport disadvantage, social exclusion and well-being in Melbourne--Preliminary results', *Transport Policy*, 16(3), pp. 97-105
- Cyrus, N. (1994) Flexible Work for Fragmented Labour Markets: the Significance of the New Labour Migration Regime in the Federal Republic of Germany, *Migration*, 26, 97-124.
- Davico, L. & L. Staricco (2006) *Trasporti e società* (Transport and society) Rome: Carocci.
- Davis, J. & T. Ridge (1997) *Same Scenery, Different Lifestyle ; Rural Children on a Low Income*. London: The Children's Society.
- Dawney, L. (2007) *In A Strange Land: Supporting Integration of Migrants and Seasonal Workers in the Diocese of Hereford*. Report to the Diocese of Hereford Council for Social Responsibility.
- Dawney, L. (2003) *Belonging and Exclusion: Nationalism, Racism and the English Countryside*, MA dissertation, Exeter: University of Exeter.
- Dawney, L. (2008) *Racialisation of central and east European migrants in Herefordshire*, working paper, University of Sussex-Sussex Centre for Migration Research.
- Dax, T., I. Machold & C. Meisinger (2003) Rural development programmes and their impact on youth integration. In B. Jentsch & M. Shucksmith (eds), *Young People in Rural Areas of Europe*, Ashgate: Basingstoke, pp.74-104.
- De Ferranti, D., Perry, G.E., Foster, W., Lederman, D. & A. Valdes (2005) *Beyond the City: The Rural Contribution to Development*, Washington DC: The World Bank.

- De Lima P. & S. Wright (2009). Welcoming Migrants? Migrant Labour in Rural Scotland. *Social Policy and Society*, 8, pp 391-404. doi:10.1017/S1474746409004941.
- De Lima, P. (2011) *Community consultation on poverty and ethnicity in Scotland*, London: Joseph Rowntree Foundation.
- De Lima, P., Jentsch, B. & R. Whelton (2005) *Migrant workers in the Highlands and Islands. Research report*. Inverness: Highlands and Islands Enterprise.
- Delvaux, B., & Joseph, M. (2003), Les espaces locaux d'interdépendance entre écoles : étude de cas en Belgique francophone. Rapport de recherche, Charleroi : CERISIS.
- Department for Regional Development (2001) *Shaping Our Future: Regional Development Strategy for Northern Ireland 2025*, Belfast: Department for Regional Development.
- Department for Regional Development (2002) *Regional Transportation Strategy for Northern Ireland 2002 - 2012*, , Belfast: Department for Regional Development.
- Department for Transport (2005). *Focus on personal travel: 2005 edition*. London: Department for Transport.
- Department for Transport (2007). *Evidence based review on mobility: choices and barriers for different social groups*. London: Department for Transport.
- Department of Agriculture and Rural Development (2003) *A Guide to Rural Proofing: Considering the Needs of Rural Areas and Communities*, Belfast: Department of Agriculture and Rural Development.
- Dobbs, L. (2005). Wedded to the car: women, employment and the importance of private transport, *Transport Policy* 12(3): 266-278.
- Dodson, J., Gleeson, B., Evans, R., & N. Sipe (2007). Investigating the social dimensions of transport disadvantage II: from concepts to methods through an empirical case study. *Urban policy and research*, 25(1), 63-89.
- Duminica G. & A. Ivasiuc (2005) *One School for All? Access to Quality Education for Roma Children, research report*, Bucharest: Unicef Romania.
- Dunkley, C.M. & R. Panelli (2007) 'Preppy-jocks', 'rednecks', 'stoners', and 'scum': Power and youth social groups in rural Vermont. In: R. Panelli, S. Punch & E. Robson (Eds.) *Rural Young Lives: Global Perspectives on Rural Childhood and Youth*. New York: Routledge: 165-167.
- Farrington J & C. Farrington (2005) Rural accessibility, social inclusion and social justice: Towards conceptualisation . *Journal of Transport Geography* 13, 1–12 .
- Findlay, A.M., Stockdale, A., Findlay, A., & D. Short (2001). Mobility as a driver of change in rural Britain: an analysis of the links between migration, commuting and travel to shop patterns. *International Journal of Population Geography*, 7(1), 1-15.
- Francis, L. (1999). The benefits of growing up in rural England: A study among 13-15-year-old females, *Educational Studies*, 25(3), 335-341.
- Frawley, J., O'Meara, M., & J. Whirisky (2005) *County Galway Rural Resource Study*, Galway: Teagasc, Galway Rural Development Company.
- Freeman, C., Nairn, K., & J. Sligo (2003). 'Professionalising' Participation: From Rhetoric to Practice. *Children's Geographies*, 1(1), 53-70.
- Furlong, A. & F. Cartmel (1997). *Young people and social change: Individualisation and late modernity*. Buckingham: Open University Press.
- Furlong, A. & F. Cartmel (2007). *Young people and social change. New perspectives*. Maidenhead, NY: Open University Press.

- Geldens, P. & Bourke, L. (2008). Identity, uncertainty and responsibility: Privileging place in a risk society. *Children's Geographies*, 6(3), 281-294.
- Geus, De, M. (2003) *The End of Over-Consumption: Towards a Lifestyle of Moderation and Self-Restraint*, Utrecht: International Books.
- Giarchi, G. (2006). Older people 'on the edge' in the countrysides of Europe. *Social Policy and Administration*, 40, 705-721.
- Gilmour, H., Gibson, F., & J. Campbell (2004). Living alone with dementia: a case study approach to the understanding of risk. *Dementia*, 2 (3), 403-420.
- Glendinning, A., Nuttall, M., Hendry, L., Klöp, M. & Wood, S. (2003). Rural communities and well-being: a good place to grow up? *Sociological Review*, 51(1), 129-156.
- Graeme, H. & R. Morén-Alegret (2008). International Migration to Non-Metropolitan Areas of High Income Countries: Editorial Introduction. *Population, Space and Place*, Volume 14, Issue 6 473–477
- Gray, D. (2000) '*How much of a problem is rural transport in Scotland?*', Policy Paper Series 1, The Centre for Transport Policy.
- Gray, D., Farrington, J., Shaw, J., Martin, S., & D. Roberts (2001) 'Car dependence in rural Scotland: transport policy, devolution and the impact of the fuel duty escalator', *Journal of Rural Studies*, 17, pp. 113-125.
- Gray, D., Shaw, J. & J. Farrington (2006) Community Transport, Social Capital and Social Exclusion in Rural Areas, *Area*, 38 (1) 89-98.
- Gray, D., Shaw, J. & J. Farrington (2006). Community transport, social capital and social exclusion in rural areas. *Area* 38(1): 89-98.
- Grimmeau J.P., Leroux V., Wayens B. (2007), *Un demi-siècle d'évolution du commerce de détail à Bruxelles & Les commerces de proximité 1950-2006* – Observatoire du commerce n° 2, Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles.
- Grundy, E. (2006) Ageing and vulnerable elderly people: European perspectives. *Ageing and Society*, 26, 105-134.
- Guio, A.-C. (2009). Pauvreté monétaire en Belgique, en Flandre et en Wallonie en 2006. Discussion Paper de l'IWEPS, n°0803.
- Guio, A.-C. (2009). What can be learned from material deprivation indicators in Belgium and in its regions ? Discussion Paper de l'IWEPS, n°0901.
- Guio, A.-C., & Carpentier, S. (2009). Une tentative de mesure de la pauvreté au niveau local. Discussion Paper de l'IWEPS, n°0903.
- Haase T. & J. Walsh (2007) *Measuring rural deprivation, A report to the rural development advisory committee*, available online at <http://trutzhaase.eu/wp/wp-content/uploads/R-2007-Measuring-Rural-Deprivation.pdf>.
- Haase, T. & J. Pratschke (2005) *Deprivation and its Spatial Articulation in the Republic of Ireland – New Measures of Deprivation based on the Census of Population, 1991, 1996 and 2002*, Dublin: Pobal. Available online at <http://www.pobal.ie/media/Deprivationanditsspatialarticulation.pdf>.
- Halden, D., Farrington, J. & A. Copus (2002). *Rural accessibility*. Edinburgh: CRU.
- Halhead, V. (2006). Rural movements in Europe: Scandinavia and the accession states. *Social Policy and Administration*, 40, 596-611.
- Henderson, P., & R. Kaur (1999). Rural racism in the UK: examples of community-based responses. *Community Development Foundation, London*.
- Higgs, G. & S. White (2000) Alternatives to census-based indicators of social disadvantage in rural communities, *Progress in Planning*, 53(1), pp. 1-81.

- 
- Hills, J., Le Grand, J., & D. Piachaud (2002) (eds.) *Understanding social exclusion*. Oxford: OUP.
  - Hine, J. & F. Mitchell (2001) *The Role of Transport in Social Exclusion in Urban Scotland*, Edinburgh: Scottish Executive Central Research Unit.
  - Hine, J. & M. Greco (2003) Scatters and clusters in time and space: implications for delivering integrated and inclusive transport. *Transport Policy* 10 (4) pp. 299–306.
  - Hine, J., & F. Mitchell (2003) *Transport disadvantage and social exclusion*, Aldershot: Ashgate.
  - Hoggart, K. & C. Mendoza (1999) African immigrant workers in Spanish agriculture. *Sociologia Ruralis* 37 (4) pp. 538–562.
  - Huby M, Cinderby S, White P, & A. de Bruin (2009) "Measuring inequality in rural England: the effects of changing spatial resolution" *Environment and Planning A* 41(12) 3023 – 3037.
  - Innes, A., et al., (2005). Dementia care provision in rural Scotland: service users' and carers' experiences. *Health and Social Care in the Community*, 13, 354-365.
  - Jentsch B & M. Shucksmith (2004)(eds.) *Young People in Rural Areas of Europe* , Aldershot: Ashgate Publishing.
  - Jentsch B. & M. Shucksmith (Eds., 2004), *Young people in rural areas of Europe*. Aldershot: Ashgate.
  - Kamruzzaman, M. & J. Hine (2012) Analysis of rural activity spaces and transport disadvantage using a multi-method approach. *Transport Policy*, 19(1), 105-120.
  - Kamruzzaman, M., Hine, J., Gunay, B., & N. Blair (2011) Using GIS to visualise and evaluate student travel behaviour, *Journal of Transport Geography*, 19(1), 13-32.
  - Kasimis C., Papadopoulos, A, & E. Zacoboulou (2003) Migrants in rural Greece, *Sociologia Ruralis*, 43 (2), 167-184.
  - Kasimis, C. (2008) Survival and expansion: migrants in Greek rural regions. *Population, Space and Place* 14 (6) 511–524.
  - Kasimis, C. (2010) Socio-demographic imbalances in rural Europe and international mobility to rural areas: the case of Greece, *Sociological Review*, 2, 57-75.
  - Kasimis, C. & A. Papadopoulos (2005) The multifunctional role of migrants in the Greek countryside: implications for the rural economy and society. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 31 (1), 99–127.
  - Kasimis, C., Papadopoulos A. & C. Pappas (2010) Gaining from rural migrants : Migrant employment strategies and socioeconomic implications for rural labour markets, *Sociologia Ruralis*, 50 (3), 258-276.
  - Kesteloot, C., & Meys, S. (2008). Atlas van achtergestelde buurten in Vlaanderen en Brussel, actualisering, <http://geo.kuleuven.be/geography/projects/atlasdeprivednbh/>
  - Kesteloot, C., et al. (1996) Atlas van achtergestelde buurten in Vlaanderen en Brussel, Brussel: Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.
  - Knowles, R., Shaw, J. & I. Docherty (eds.) (2008). *Transport Geographies*. Malden: Blackwell.
  - Korintus, M. & P. Moss (2004). *Care work in Europe: current understandings and future directions*. London: Thomas Coram Research Unit, University of London.
  - Kraack, A., & J. Kenway (2002) Place, time and stigmatised youthful identities: bad boys in paradise. *Journal of Rural Studies*, 18(2), 145-155.

- Kwan, M.-P. (1999) Gender and Individual Access to Urban Opportunities: A Study Using SpaceTime Measures, *The Professional Geographer*, 51(2), 211-227.
- Kwan, M.-P. & J. Weber (2008) scale and accessibility: implications for the analysis of land use-travel interaction, *Applied Geography*, 28(2), 110-123.
- Labrianidis, L. (2004) *The future of Europe's rural peripheries*, Aldershot: Ashgate.
- Laegran, A. (2002) The petrol station and the Internet café: Rural technospaces for youth. *Journal of Rural Studies*, 18(2), 157-168.
- Laegran, A. (2007) Exploring masculinity, technology, and identity in rural Norway. In R. Panelli, S. Punch & E. Robson (Eds.), *Global perspectives on rural childhood and youth: Young rural lives*, New York: Routledge, pp. 29-39.
- Le Mesurier, N., (2006) The contributions of older people to rural community and citizenship. In: P. Lowe and L. Speakman (eds.) *The Ageing Countryside: the Growing Older Population of Rural England*. London: Age Concern England, pp. 133-146.
- Leavy, A. (2001) *The Socio-Economic Sustainability of Rural Areas in Ireland*, Report No.4497, Teagasc.
- Levitas, R. (1998) *The Inclusive Society ? Social Exclusion and New Labour*, London: Macmillan.
- Leyshon M (2003) *Youth Identity, Culture and Marginalisation in the Countryside*. PhD thesis, Exeter: University of Exeter.
- Little, J. (2002) *Gender and rural geography. Identity, sexuality and power in the countryside*. Harlow: Pearson Education Limited.
- Little, J. & M. Leyshon (2003) Embodied rural geographies: Developing research agendas. *Progress in Human Geography*, 27(3), 257-272.
- Little, J. & R. Panelli (2003) Gender research in rural geography. *Gender, Place and Culture—A Journal of Feminist Geography*, 10(3) 281-289.
- Lowe, P. & L. Speakman (2006)(eds.) *The ageing countryside the growing older population of rural England*. London: Age Concern England.
- Malcolm, D. (2004) "Outsiders within: the reality of rural racism" in N. Chakraborti & J. Garland (eds) *Rural Racism*, Cullompton, Devon: Willan Publishing
- Manthorpe J. & L. Livsey (2009): European challenges in delivering social services in rural regions: a scoping review, *European Journal of Social Work*, 12(1), 5-24.
- Manthorpe, J., Malin, N., & H. Stubbs (2004) Older people's views on rural life: a study of three villages. *International Journal of Older People Nursing in association with Journal of Clinical Nursing*, 13, 97-104.
- Mathews, H., Limb, M., & M. Taylor (1999). Reclaiming the street: the discourse of curfew. *Environment and Planning A* 31 (10), 1713–1730.
- Matthews, H., & F. Tucker (2007). On both sides of the tracks: British rural teenagers. views on their ruralities. In R. Panelli, S. Punch & E. Robson (Eds.), *Global perspectives on rural childhood and youth: Young rural lives* New York: Routledge, Taylor & Francis Group, pp. 95-105.
- Matthews, H., Taylor, M., Sherwood, K., Tucker, F., & M. Limb (2000). Growing-up in the countryside: Children and the rural idyll. *Journal of Rural Studies*, 16, 141-153.
- McCray, T. & N. Brais (2007) 'Exploring the Role of Transportation in Fostering Social Exclusion: The Use of GIS to support Qualitative Data', *Networks and Spatial Economics*, 7(4), pp. 397-412.
- McDonagh, J. (2006). Transport policy instruments and transport-related social exclusion in rural Republic of Ireland. *Journal of Transport Geography*, 14(5), 355-366.

- McGann, S., Ryan, A.A., & H. McKenna (2005). The challenges associated with providing community care for people with complex needs in rural areas a qualitative study. *Health and Social Care in the Community*, 11 (5), 462-469.
- McKay, S. & A. Winkelman-Gleed (2005) *Migrant Workers in the East of England*, London: Metropolitan University.
- McKay, S., Craw, M. & D. Chopra (2006) *Migrant workers in England and Wales: An assessment of migrant worker health and safety risks*, London: Health and Safety Executive.
- McLeod, C., & A. Hovorka (2008) Women in a transitioning Canadian resource town. *Journal of Rural and Community Development*, 3(1), 78-92.
- Meert H. (2008) *Mens, maatschappij en ruimte*, Antwerpen: EPO
- Meert, H. (2000) Arcadië onderuit? Woonzones met recreatief karakter als etalage-ruimte voor de witte producten van de Vlaamse woningmarkt, *Ruimte en Planning*, 20 (1), 36-50.
- Meert, H. (2000b) Rural community life and the importance of reciprocal survival strategies, *Sociologia Ruralis*, 40 (3), 319-338.
- Meert, H. (2001)(ed.) Poverty, social exclusion and coping strategies in rural Europe, *Belgeo special issue*, 1 (3), 130 p.
- Meert, H. & M. Bourgeois (2003) Vervoersarmoede op het Vlaamse platteland, in Vranken, J. et al. (eds.) *Armoede en Sociale Uitsluiting, Jaarboek 2003*, Acco, Leuven, p. 175-185.
- Meert, H. Mistiaen, P. & C. Kesteloot (1997) the Geography of survival: Household strategies in urban settings, *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 88 (2) pp. 169-181.
- Meert, H., Van Hecke, E., Bourgeois, M., Vernimmen, T. & G. Van Huylenbroeck (2002), Schijn bedriegt: armoede onder Belgische landbouwers bestaat wel degelijk, in Vranken J., De Boyser, K., Geldof, D. & G. Van Menxel (eds.) *Sociale uitsluiting en armoede. Jaarboek 2002*, Leuven-Den Haag: Acco, pp. 199-213.
- Meeus, B. (2011) *Migrant workers and postsocialism. A social reproduction perspective to work migration from North-East Romania*, unpublished PhD, Leuven: KULeuven.
- Milbourne, P. (1997) Hidden from View: Poverty and marginalisation in rural Britain, in Milbourne P (ed.) *Revealing rural Others: Representation, power and identity in the British countryside*, London and Washington: Pinter, pp 89 – 116.
- Milbourne, P. (2004) *Rural Poverty: Marginalisation and exclusion in Britain and the United States*, London: Routledge.
- Milbourne, P., (2007). Re-populating rural studies: migrations, movements and mobilities. *Journal of Rural Studies*, 23, 381-386.
- Miller, H.J. (2006) 'Social exclusion in space and time', in Axhausen, K.W. (ed) *Moving through nets: the social and physical aspects of travel*, Elsevier, Amsterdam, pp. 353–380.
- Mind (2007). *Rural issues in mental health*. London: Mind. Available online: [www.mind.org.uk/Information/Factsheets/Ruralissuesinmentalhealthmental.html](http://www.mind.org.uk/Information/Factsheets/Ruralissuesinmentalhealthmental.html).
- Moreton, R., Malhomme, E., & Taylor, P., (2005) *Rural lifelines: older people and rural social enterprise*. Woodstock: The Plunkett Foundation.
- Moseley, M. J., Parker, G., & A. Wragg (2004). Multi-service outlets in rural England: the co-location of disparate services. *Planning Practice and Research*, 19(4), 375-391.

- Moss, J., C. Jack & M. Fallace (2004) Employment location and associated commuting patterns for individuals in disadvantaged rural areas in Northern Ireland. *Regional Studies* 38 (2) pp. 121–136.
- Muilu, T., Gilbert, A., Phimister, E. & M. Shucksmith (2004). The changing rural context. in Jentsch, B. & M. Shucksmith (eds.) *Young people in rural areas of Europe*, Aldershot: Ashgate, pp. 26-62.
- Næss, P. (2008) Gender differences in the influences of urban structure on daily-life travel. In T. Priya and T. Cresswell (eds.) *Gendered Mobilities*, Aldershot: Ashgate, pp. 173–192.
- Nolan B. & Whelan C. (1996) *Resources, Deprivation and Poverty*, Oxford: Oxford University Press.
- Nugin, Raili (2008). Constructing adulthood in a world of uncertainties. Some cases of post-Communist Estonia. *Young*, 16(2), 185-207.
- Nutley, S. (1985) Planning options for the improvement of rural accessibility: use of the time- space approach, *Regional Studies*, 19(1), pp. 37-50
- Nutley, S. (2005) Monitoring rural travel behaviour: a longitudinal study in Northern Ireland 1979–2001, *Journal of Transport Geography*, 13(3), pp. 247–263
- OECD (1994) *Creating Rural Indicators*, Paris: OECD
- Onyx, J., Wood, C., Bullen, P., & L. Osburn (2005). Social capital: A rural youth perspective. *Youth Studies Australia*, 24(4), 21-27.
- Osti G. (2010) mobility demands and participation in remote rural areas, *Sociologia Ruralis*, 50 (3), 296-310.
- Oswald, F., Wahl, H., Mollenkopf, H. & O. Schilling (2003). Housing and life satisfaction of older adults in two rural regions in Germany. *Research on Ageing*, 25, 122-143.
- Overbeek, M., J. Vader & M. van der Elst (2007) *Nieuwkomers in het landelijk gebied*. Den Haag: LEI Wageningen UR.
- Pacione, M. (2004). The geography of disadvantage in rural Britain. *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie* 95(4): 375-391.
- Panelli, R., K. Nairn & J. McCormack (2002) “We make our own fun”: Reading the politics of youth with(in) community. *Sociologia Ruralis* 42 (2): 106-130.
- Parr, H. & G. Philo, (2003). Rural mental health and social geographies of caring. *Social and Cultural Geography*, 4, 471-488.
- Parr, H., Philo, C., and Burns, N., (2004). Social geographies of rural mental health: experiencing inclusions and exclusions. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 29, 401-419.
- Partridge, J. and N. James (2005) Commuting on the Canadian prairies and the urban/rural divide. *Canadian Journal of Administrative Sciences* 22 (1) pp. 58–72.
- Peleman, K. (2002). The impact of residential segregation on participation in associations: the case of Moroccan women in Belgium. *Urban Studies*, 39(4), 727-747.
- Pfau-Effinger, B., (2005). Welfare state policies and the development of care arrangements. *European Societies*, 7 (2), 321-347.
- Philip, L. & M. Shucksmith (2003) Conceptualising Social Exclusion in Rural Britain. *European Planning Studies* 11 (4) pp. 461-480.
- Philo, C. (1997) Of other rurals, in Cloke, P. and Little, J. (eds) *Contested Countryside Cultures*. Routledge: London 19 – 50.

- 
- Piachaud, D. (1987) Problems in the definition and measurement of poverty, *Journal of Social Policy*, 16: pp. 147-164.
  - Pinkerton, J., Hassinger, E. & D. O'Brian (1995), Inshopping by residents of small communities, *Rural Sociology*, Vol. 60, pp. 467-80.
  - Polverini, F. & G. Lamura (2005). Italy: quality of life in old age: In: A. Walker, (ed.) *Growing older in Europe*. Maidenhead: Open University Press, 55-82.
  - Powe, N. A., & T. Hart (2009). Competing for the custom of small town residents: exploring the challenges and potential. *International Journal of Retail & Distribution Management*, 37(9), 732-747.
  - Pucher, J. & J. Renne (2005) Rural mobility and mode choice: evidence from the 2001 National Household Travel Survey. *Transportation* 32 (2) pp. 165–186.
  - Pugh, R. (2004). Difference and discrimination in rural areas. *Rural Social Work*, 9(1), 255–264.
  - Pugh, R. (2006). Dual relationships: personal and professional boundaries in rural social work. *British Journal of Social Work*, 37 (8): 1405-142.
  - Pugliese, E. (1993). L'immigrazione in Italia. *Critica Marxista*, 1(2), 33-40.
  - Reimer (2004) Social exclusion in a comparative context. *Sociologia Ruralis*, 44 (1) 76-94.
  - Ringen, S. (1988) *Direct and indirect measurements of poverty*, Cambridge: Cambridge University Press.
  - Rogaly, B. (2009). Spaces of work and everyday life: labour geographies and the agency of unorganised temporary migrant workers. *Geography Compass*, 3(6), 1975-1987.
  - Room, G. (ed) (1995) *Beyond the threshold: the measurement and analysis of social exclusion*. Bristol: Policy Press.
  - Rugg, J. & A. Jones (2000) *Getting a Job, Finding a Home: Rural Youth Transitions* York: Policy Press/ Joseph Rowntree Foundation.
  - Rygh, E.M. & P. Hjortdahl (2007). Continuous and integrated health care services in rural areas: a literature study. *Rural and Remote Health*, 7, 766. Available from: <http://www.rrh.org.uk>.
  - Savage, M. (2003) A new class paradigm? Review article, *British Journal of Sociology of Education*, 23 (4), 535–541.
  - Savage, M. (2010), *Identities and Social Change in Britain since 1940: the Politics of Method*. Oxford: Oxford University Press.
  - Schäfer, N. (2010). The Spatial Dimension of Risk: Young People's Perceptions of the Risks and uncertainties of Growing Up in Rural East Germany. *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum: Qualitative Social Research*, 11(1), Art. 5, available online: <http://nbn-resolving.de/urn:nbn:de:0114-fqs100159>.
  - Scharf, T. & Bartlam, B., (2006). *Rural disadvantage quality of life and disadvantage amongst older people a pilot study*. Cheltenham: Commission for Rural Communities.
  - Schönfelder, S., Axhausen, K.W. (2003) 'Activity spaces: measures of social exclusion?' *Transport Policy*, 10(4), pp. 273-286
  - Scottish Executive, (2004). *Rural Scotland key facts 2004* [online]. Edinburgh: Scottish Executive, Available online: <http://www.scotland.gov.uk/library5/rural/rskf04-00.asp>.
  - Sheller M. & J. Urry (2006) The new mobilities paradigm. *Environment and Planning A* 38, 207–26.

- 
- Shucksmith, M. (2000) *Exclusive Countryside? Social Inclusion and Regeneration in Rural Britain* York: Joseph Rowntree Foundation.
  - Shucksmith, M. (2004), Young People and Social Exclusion in Rural Areas. *Sociologia Ruralis*, 44: 43–59.
  - Shucksmith, M. (2012) Class, power and inequality in rural areas: beyond social exclusion? *Sociologia Ruralis*, 52 (4), 377-397.
  - Shucksmith, M. & P. Chapman (1998). Rural development and social exclusion. *Sociologia Ruralis* 38(2): 225-242.
  - Shucksmith, M., et al., (2006). *First European quality of life survey: urban rural differences*, Vienna: Institute for Advanced Studies for European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions.
  - Solé, C. (1999). *The Impact of Immigration on South European New Receiving Countries*. In *Migrant Insertion in the Informal Economy, Deviant Behaviour and the Impact on Receiving Societies*. Brussels: European Commission. Targeted Socio-Economic Research (TSER) SOE-2-CT95-3005, 30-38.
  - Spencer, S., Ruhs, M., Anderson, B., & B. Rogaly. (2007). Migrants' lives beyond the workplace. *The experiences of Central and East Europeans in the UK*. Joseph Rowntree Foundation.
  - Stanley, J., Hensher, D., Stanley, J., Currie, G., Greene, W. & D. Vella-Brodrick, (2011) Social exclusion and the value of mobility, *Journal of Transport Economics and Policy*, 45 (2), 197-222.
  - Stenning, A., Champion, T., Conway, C., Coombes, M., Dawley, S., Dixon, L., Rayboud, S. & R. Richardson (2006). Assessing the local and regional impacts of international migration. *New Horizons Report to DCLG*. Newcastle, CURDS.
  - Storey P & J. Brannen (2000) *Young People and Transport in Rural Areas*, Leicester: Youth Work Press/ Joseph Rowntree Foundation.
  - Stradling, S. Carreno, M., Ferguson, N., Rye, T., Halden, D., Davidson, P., Anable, J., Hope, S., Alder, B. Ryley, T. & M. Wigan (2005). *Scottish Household Survey topic report: accessibility and transport*. Edinburgh: Scottish Executive.
  - Struthers, C. B., & J.L. Bokemeier (2000). Myths and realities of raising children and creating family life in a rural county. *Journal of Family Issues*, 21, 17-46.
  - Sturzaker, J. & M. Shucksmith (2011) 'Planning for housing in rural England: Discursive power and spatial exclusion', *Town Planning Review*, vol. 82, no. 2, pp. 169-193.
  - Swaffield, S., & J. Fairweather (1998). In search of Arcadia: the persistence of the rural idyll in New Zealand rural subdivisions. *Journal of environmental planning and management*, 41(1), 111-128.
  - Swindlehurst, H., (2005). *Rural proofing for health: a guide for primary care organisations*. Powys: Institute of Rural Health.
  - Townsend, P. (1987) Deprivation, *Journal of Social Policy*, 16 (2), 125-146.
  - Townsend, P. (1993) *The international analysis of poverty*. London: Harvester Wheatsheaf.
  - Townsend, P., Phillimore, P. & A. Beattie (1988) *Health and Deprivation: Inequality and the North*. London: Croom Helm.
  - Trussel D. & S. Shaw (2007) Changing Family Life in the Rural Context: Women's perspective of Family Leisure on the Farm, *Leisure Sciences*, 31: 434-449.

- 
- Tsakoglou, P. & G. Panppoulou (1998). Who are the poor in Greece? Analysing poverty under alternative concepts of resources and equivalence scales. *Journal of European Social Policy*, 8 (3), 213-236.
  - Uteng, T. P. & T. Cresswell (2008) (eds.). *Gendered mobilities*. Aldershot: Ashgate.
  - Valentine, G. (1997) A Safe Place to Grow Up? Parenting, perceptions of children's safety and the rural idyll. *Journal of Rural Studies* 13: 137-148.
  - Valentine, G. & S. Holloway (2001) A window on the wider world? Rural children's use of information and communication technologies. *Journal of Rural Studies*, 17: 383-394.
  - Van Acker, V., Allaert G., Bossauw K., Zwerts E. & F. Witlox (2011) "Mobiël Vlaanderen in een mobiel Europa". In: Noppe J., Vanderleyden L. & M. Callens (Red.) *De Sociale Staat van Vlaanderen 2011*. Brussel: Studiedienst van de Vlaamse Regering, pp. 311-363.
  - Van Hecke, E., Halleux, J., Decroly, J., & Mérenne-Schoumaker, B. (2009). Noyaux d'habitat et Régions urbaines dans une Belgique urbanisée (Monographie). Enquête socio-économique 2001. Bruxelles.
  - Vandermorten, C., Marissal, P., Van Hamme, G., Kesteloot, C., Slegers, K., Vanden Broucke, L., Ippersiel, B., de Bethune, S., Naiken, R. (2007). Analyse dynamique des quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges. Bruxelles : Service fédéral de la Politique des Grandes Villes. [http://mi-is.be/sites/default/files/doc/atlasfr\\_0.pdf](http://mi-is.be/sites/default/files/doc/atlasfr_0.pdf)
  - Vanderstraeten, L., Loopmans, M., & D. Vanneste (2008). Veelvormige marginaliteit: de geografische en sociale diversiteit van marginale woonvormen. *Behoorlijk wonen: een lokale wegwijzer*, IV3-3.
  - Vergunst, P. J. (2009). Whose socialisation? Exploring the social interaction between migrants and communities-of-place in rural areas. *Population, Space and Place*, 15(3), 253-266.
  - Walsh, J. A., (2000) Dynamic regional development in the EU periphery: Ireland in the 1990s, In D. Shaw, P. Roberts & J. Walsh (eds.) *Regional Planning and Development in Europe*, Ashgate, Aldershot, pp. 117-137.
  - Weber, J., & M.-P. Kwan (2003) 'Evaluating the effects of geographic contexts on individual accessibility: A multilevel approach', *Urban Geography*, 24(8), 647-671
  - Wenger G.C., Scott A. & D. Seddon (2002) The experience of caring for older people with dementia in a rural area: using services. *Aging & Mental Health* 6 (1), 30-38.
  - Wenger, G.C. (2001). Myths and realities of ageing in rural Britain. *Ageing and Society*, 21, 117-130.
  - Wu, B.M., & J. Hine (2003) A PTAL approach to measuring the changes in bus service accessibility, *Transport Policy*, 10(4), 307-320
  - Yonnet, J. (1997) *Le travail au noir dans l'agriculture*, Bruxelles : Office de Recherches Sociales Europeennes.

## 11. ABRÉVIATIONS

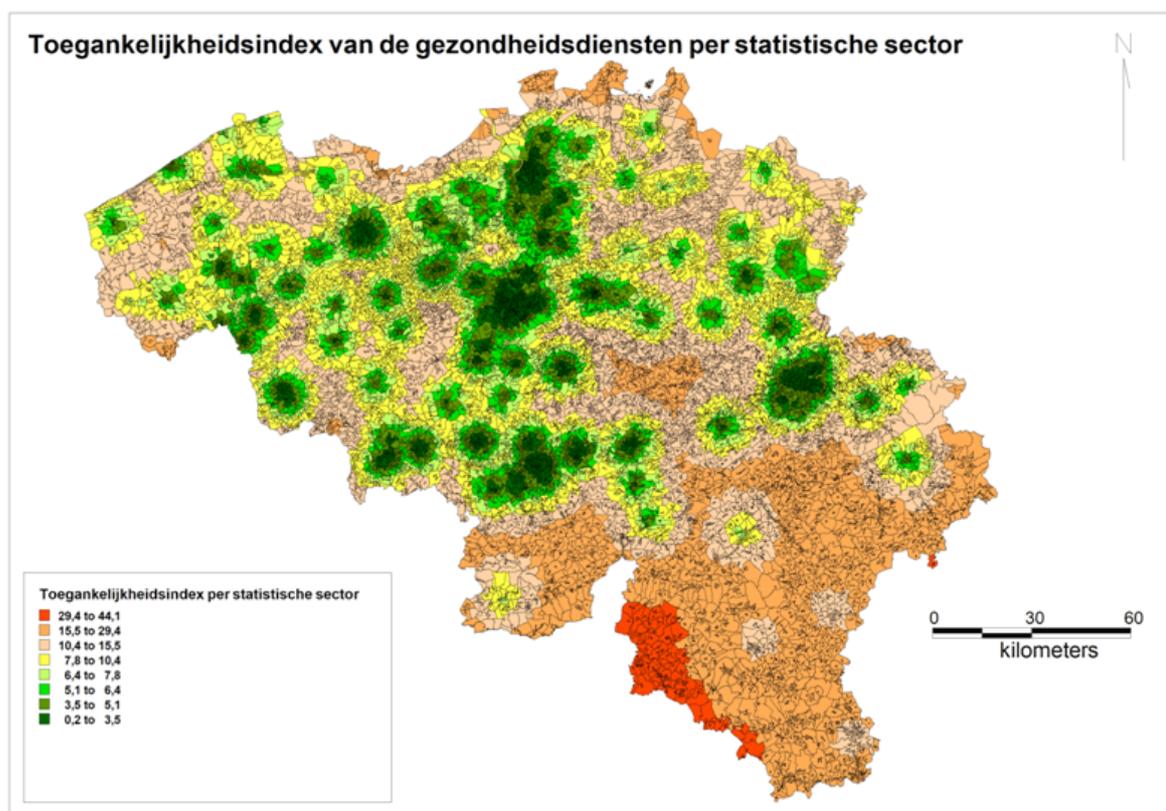
AFMPS : Agence Fédérale des Médicaments et des Produits de Santé  
BCSS : Banque Carrefour de la Sécurité Sociale  
CBSS : Crossroads Bank for Social Security (BCSS en anglais)  
CPAS : centre public d'action sociale  
DG : Deutschsprachigen Gemeinschaft  
DGSIE : Direction générale Statistique et Information économique  
ESE : Enquête socio-économique générale (2001)  
ETP : équivalent temps plein  
EU-SILC : European Union Statistics on Income and Living Conditions  
FWB : Fédération Wallonie-Bruxelles  
ONAFTS : Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés  
ONEM : Office national de l'emploi  
RIS : Revenu d'intégration sociale  
RWLP : Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté  
SIMD : Scottish Index of Multiple Deprivation  
SLRB : Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale  
SWL : Société Wallonne du Logement  
VG : Vlaamse Gemeenschap  
VMSW : Vlaamse Maatschappij voor Sociaal Wonen

## ANNEXES

### 1. LA DISTANCE MOYENNE PONDÉRÉE AUX DIFFÉRENTS SERVICES HOSPITALIERS

Les hôpitaux belges sont organisés en 18 services. Une personne vivant à la campagne et devant se rendre à l'hôpital ne pourra peut-être pas se rendre à l'hôpital le plus proche si elle a besoin d'un service de soin spécifique mais devra aller dans un hôpital plus éloigné disposant du service médical voulu. Nous avons donc cherché à prendre en compte la disponibilité des différents services de soin à partir du secteur statistique de résidence. Pour ce faire, nous avons estimé pour chaque secteur statistique une distance pondérée (à vol d'oiseau) à chacun des 18 services hospitaliers les plus proches. Comme pondérateur de la distance, nous avons cherché à estimer la demande pour ce service. À l'échelle de la Belgique, nous avons considéré que le nombre de lits existants pour chacun des 18 services en Belgique rencontrait la demande. Dès lors, nous avons pris comme pondérateur de la distance à un service, le rapport entre le nombre de lits existants en Belgique pour ce service hospitalier et le total du nombre de lits d'hôpital en Belgique.

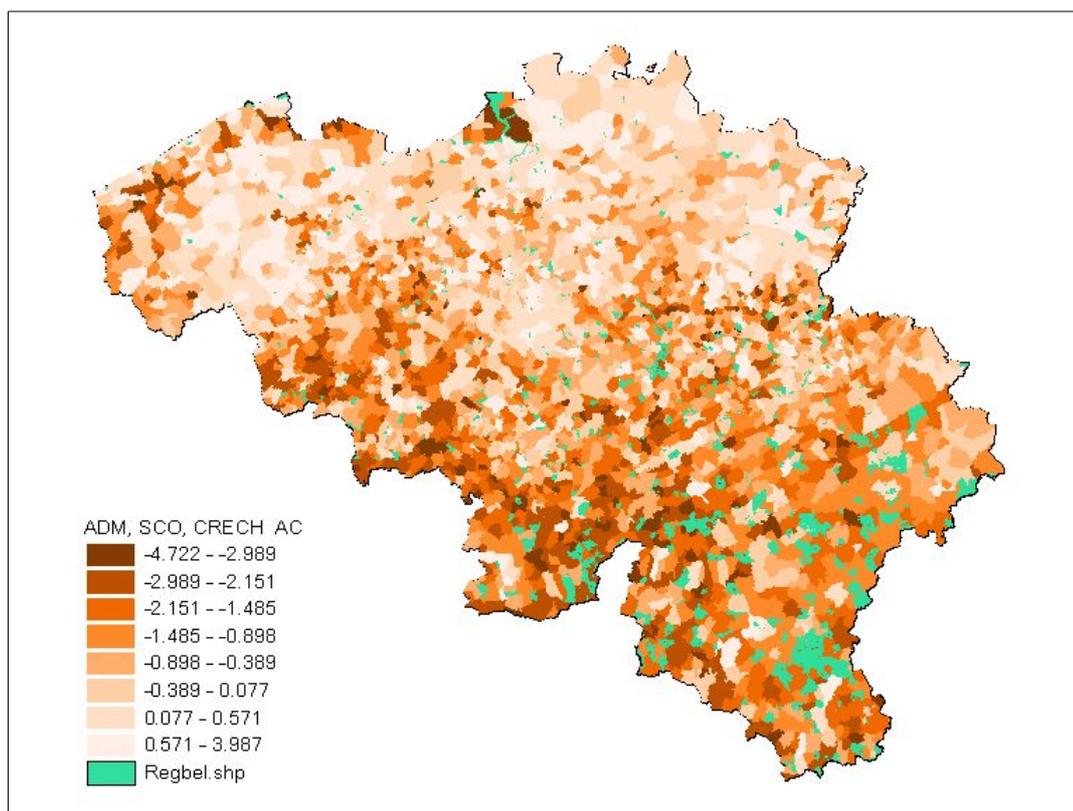
Cette distance moyenne pondérée aux différents services hospitaliers est cartographiée ci-dessous.



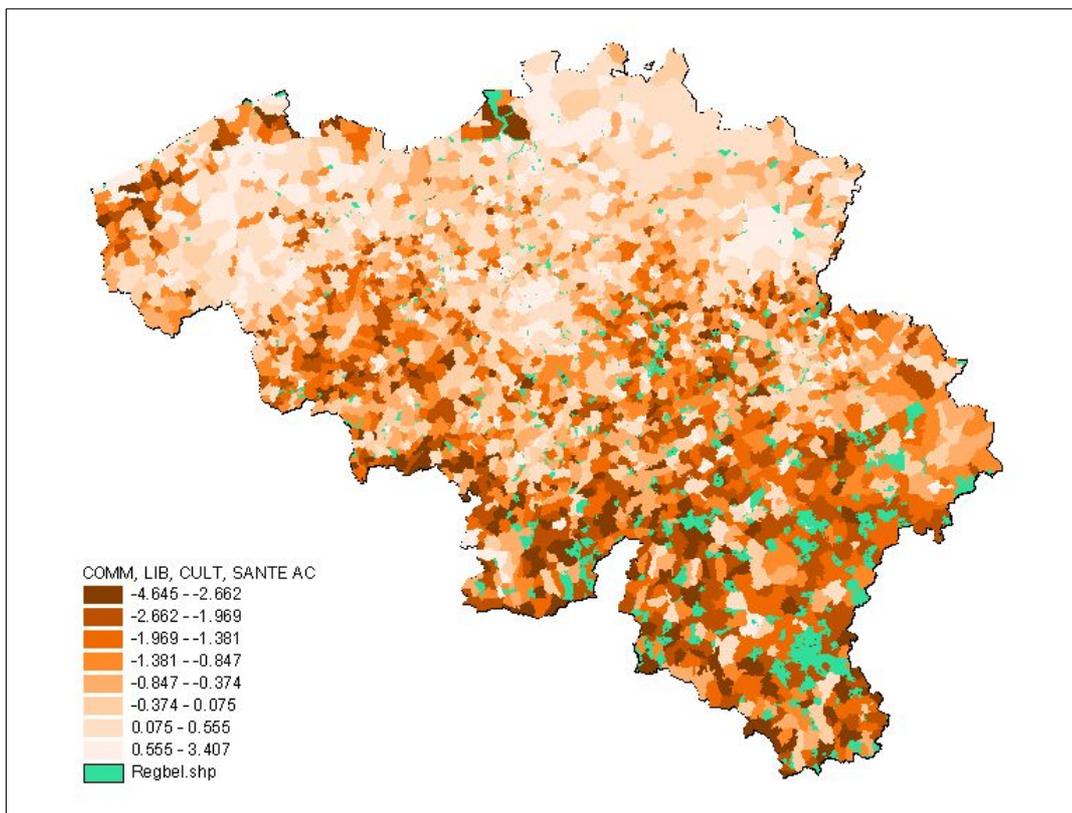
À Arlon par exemple, la distance moyenne pondérée aux différents services hospitaliers est plus faible que dans les communes voisines car la commune est équipée d'un hôpital. Néanmoins, comme l'hôpital ne dispose que de certains services, la distance moyenne pondérée n'est jamais aussi faible que dans les lieux où il existe tous les services hospitaliers à proximité.

Comme on peut le voir sur la carte, les régions plus isolées de la province de Luxembourg (et plus spécifiquement le long de la frontière française) sont les plus éloignées d'une offre complète de soins hospitaliers.

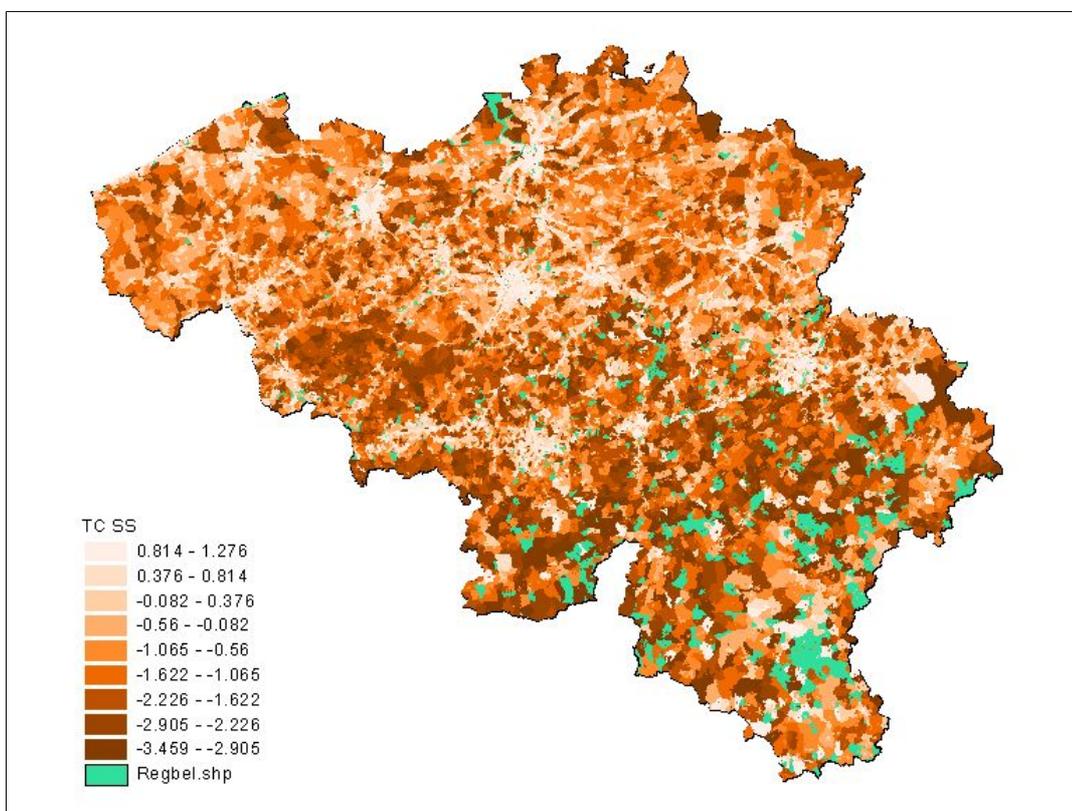
## 2. VARIABLES AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DE LA TYPOLOGIE RURALE



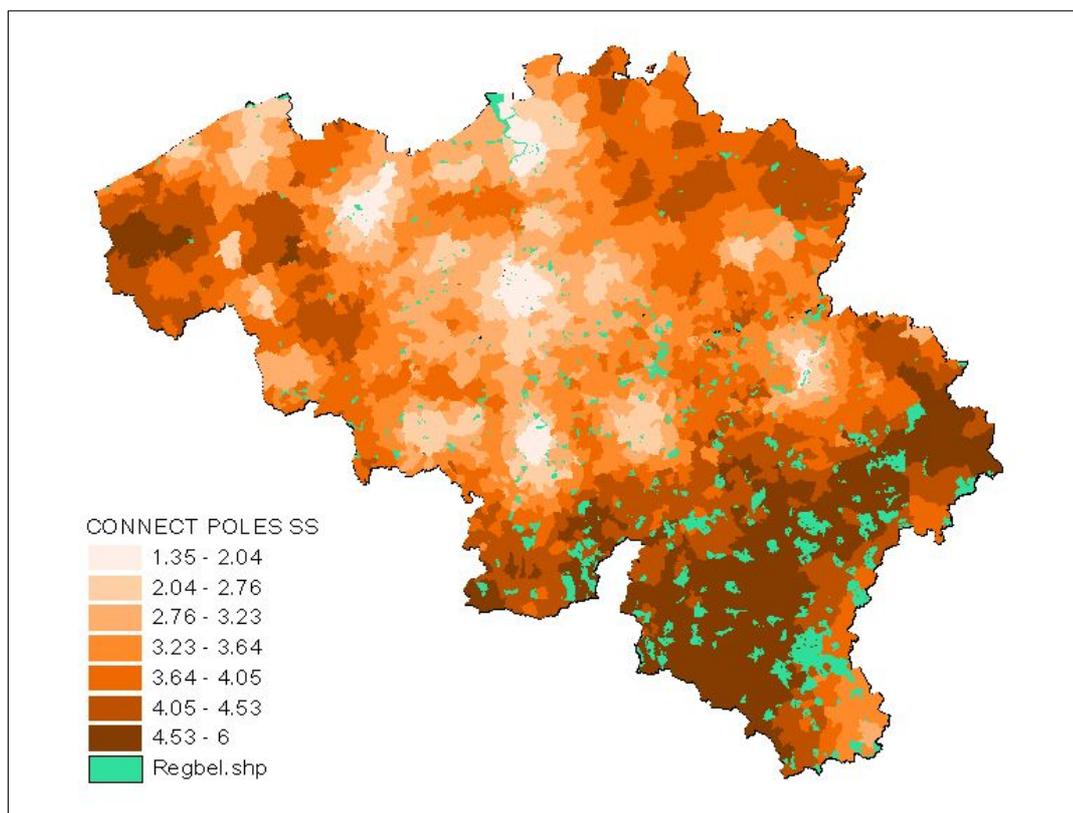
Appréciation de l'administration, les services sociaux et scolaires et les crèches



Appréciation des autres services (commerces, les professions libérales, la culture, les services de santé)



L'appréciation des transports en commun



Le niveau moyen de rayonnement commercial des pôles accessibles

### 3. RÉSULTATS DES RÉGRESSIONS LINÉAIRES

Voici la description des variables utilisées dans les régressions linéaires dont les résultats sont présentés aux sections suivantes :

- alloc\_chomage : part des allocations de chômage dans le revenu du ménage
- prepensionnr : part des prépensions dans le revenu du ménage
- pensionnr : part des pensions dans le revenu du ménage
- LN\_REV\_EQ : logarithme népérien de 1/10000 du revenu par unité de consommation du ménage
- indep\_agric : nombre de travailleur ayant le statut d'indépendant travaillant dans l'agriculture
- interim : nombre de personnes ayant perçu des revenus irréguliers (p.ex. : travail saisonnier, intérim sporadique, etc.)
- prof\_liber : nombre de personnes dans le ménage ayant le statut de profession libérale
- autre\_indep : nombre de personnes dans le ménage ayant le statut d'indépendant (hormis les professions libérales)
- ouvrier : nombre de personnes dans le ménage ayant le statut d'ouvrier
- employe : nombre de personnes dans le ménage ayant le statut d'employé (contractuel)
- fonct\_stat : nombre de personnes dans le ménage ayant le statut de fonctionnaire statutaire
- achomage : nombre de personnes percevant des allocations de chômage
- aRIS : nombre de personnes percevant le revenu d'intégration sociale

- isole : indique si le ménage est constitué d'une seule personne
- monopar : ménage monoparental
- ind\_calc\_SS : indice socio-économique de la Politique des Grandes Villes
- COM\_ETC\_SS : indice de satisfaction des facilités commerciales
- tx\_chom\_dec07 : taux de chômage dans la commune de résidence au 31/12/2007
- prix\_immob : indicateur relatif au coût d'accès au logement
- D\_COM : moyenne des distances aux commerces
- D\_SCOL : moyenne des distances aux écoles
- TC\_SS : qualité de la desserte en transports en commun pour le secteur statistique de résidence
- COMBI\_CR : indice du coût au logement
- log\_soc : part du logement social dans la commune de résidence
- LOG\_NB1HT : logarithme du nombre de passage de transports en communs atteignables en 1h

### 3.1 LES MÉNAGES DE PENSIONNÉS

	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta		
(constante)	-0.321	0.088		-3.627	0.000
LN_REV_EQ	-0.570	0.063	-0.289	-9.016	0.000
isole	0.268	0.054	0.160	4.944	0.000
monopar	1.280	0.335	0.119	3.826	0.000
ind_calc_SS	-0.221	0.041	-0.225	-5.395	0.000
tx_chom_dec07	3.905	0.602	0.266	6.488	0.000
D_COM	0.000	0.000	0.106	3.133	0.002
COMBI_CR	0.145	0.038	0.141	3.800	0.000

a. Variable dépendante : indpauv\_d

R<sup>2</sup> ajusté = 0.321

## 3.2 LES AUTRES MÉNAGES

### 3.2.1 Urbain dense

	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta		
(constante)	0.477	0.081		5.906	0.000
prepensionr	-0.589	0.197	-0.054	-2.985	0.003
pensionr	-0.599	0.098	-0.124	-6.108	0.000
LN_REV_EQ	-0.712	0.043	-0.412	-16.609	0.000
interim	0.206	0.067	0.056	3.063	0.002
prof_liber	-0.510	0.146	-0.063	-3.497	0.000
autr_indep	-0.278	0.065	-0.082	-4.282	0.000
ouvrier	0.091	0.039	0.048	2.353	0.019
employe	-0.231	0.039	-0.147	-5.968	0.000
fonct_stat	-0.205	0.049	-0.094	-4.211	0.000
achomage	0.227	0.043	0.103	5.233	0.000
aRIS	0.760	0.100	0.143	7.607	0.000
monopar	0.203	0.072	0.053	2.807	0.005
ind_calc_SS	-0.136	0.028	-0.119	-4.865	0.000
tx_chom_dec07	2.490	0.422	0.139	5.906	0.000
COMBL_CR	0.187	0.027	0.145	6.974	0.000

a. Variable dépendante : indpauv\_d

R<sup>2</sup> ajusté = 0.546

### 3.2.2 Urbain

	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta		
(constante)	0.177	0.102		1.739	0.082
prepensionr	-0.769	0.176	-0.106	-4.362	0.000
pensionr	-0.405	0.102	-0.107	-3.981	0.000
LN_REV_EQ	-0.614	0.053	-0.355	-11.526	0.000
interim	0.467	0.045	0.251	10.381	0.000
autr_indep	-0.400	0.060	-0.177	-6.680	0.000
employe	-0.200	0.042	-0.142	-4.705	0.000
fonct_stat	-0.225	0.045	-0.136	-4.957	0.000
achomage	0.172	0.056	0.075	3.076	0.002
aRIS	0.777	0.215	0.087	3.614	0.000
isole	0.278	0.086	0.081	3.239	0.001
monopar	0.685	0.105	0.168	6.538	0.000
ind_calc_SS	-0.193	0.039	-0.148	-4.904	0.000
tx_chom_dec07	2.762	0.681	0.117	4.056	0.000
D_COM	0.000	0.000	0.088	3.278	0.001
COMBL_CR	0.187	0.035	0.147	5.410	0.000

a. Variable dépendante : indpauv\_d

R<sup>2</sup> ajusté = 0.525

### 3.2.3 Intermédiaire

	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta		
(constante)	-0.057	0.073		-0.787	0.431
LN_REV_EQ	-0.613	0.036	-0.370	-16.784	0.000
indep_agric	0.640	0.103	0.129	6.218	0.000
interim	-0.188	0.061	-0.064	-3.083	0.002
ouvrier	0.128	0.028	0.096	4.619	0.000
achomage	0.253	0.042	0.129	5.959	0.000
aRIS	0.688	0.278	0.051	2.473	0.014
isole	0.349	0.073	0.099	4.808	0.000
monopar	0.380	0.085	0.093	4.463	0.000
ind_calc_SS	-0.151	0.039	-0.108	-3.851	0.000
tx_chom_dec07	4.620	0.543	0.246	8.507	0.000
log_soc	-0.029	0.007	-0.095	-4.045	0.000

a. Variable dépendante : indpauv\_d

R<sup>2</sup> ajusté = 0.408

### 3.2.4 Rural avec foncier élevé

	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta		
(constante)	-0.4192351	0.122		-3.440	0.001
LN_REV_EQ	-0.4253665	0.067	-0.354	-6.337	0.000
ouvrier	0.2554305	0.065	0.218	3.900	0.000
isole	1.1495764	0.180	0.352	6.372	0.000
monopar	0.4655309	0.161	0.162	2.899	0.004
D_SCOL	0.0000386	0.000	0.154	2.778	0.006

a. Variable dépendante : indpauv\_d

R<sup>2</sup> ajusté = 0.328

### 3.2.5 Rural

	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta		
(constante)	0.490	0.099		4.937	0.000
alloc_chomage	0.584	0.193	0.103	3.023	0.003
prepensionr	-0.586	0.209	-0.076	-2.805	0.005
pensionr	-0.424	0.108	-0.116	-3.935	0.000
LN_REV_EQ	-0.618	0.058	-0.362	-10.626	0.000
autr_indep	-0.342	0.068	-0.140	-5.058	0.000
employe	-0.212	0.037	-0.176	-5.691	0.000
fonct_stat	-0.154	0.048	-0.095	-3.188	0.001
achomage	0.155	0.063	0.079	2.469	0.014
aRIS	1.231	0.347	0.095	3.545	0.000
monopar	0.433	0.135	0.089	3.212	0.001
ind_calc_SS	-0.150	0.050	-0.103	-2.999	0.003
tx_chom_dec07	2.237	0.585	0.127	3.827	0.000
LOG_NB1HT	-0.115	0.024	-0.131	-4.859	0.000

a. Variable dépendante : indpauv\_d

R<sup>2</sup> ajusté = 0.480

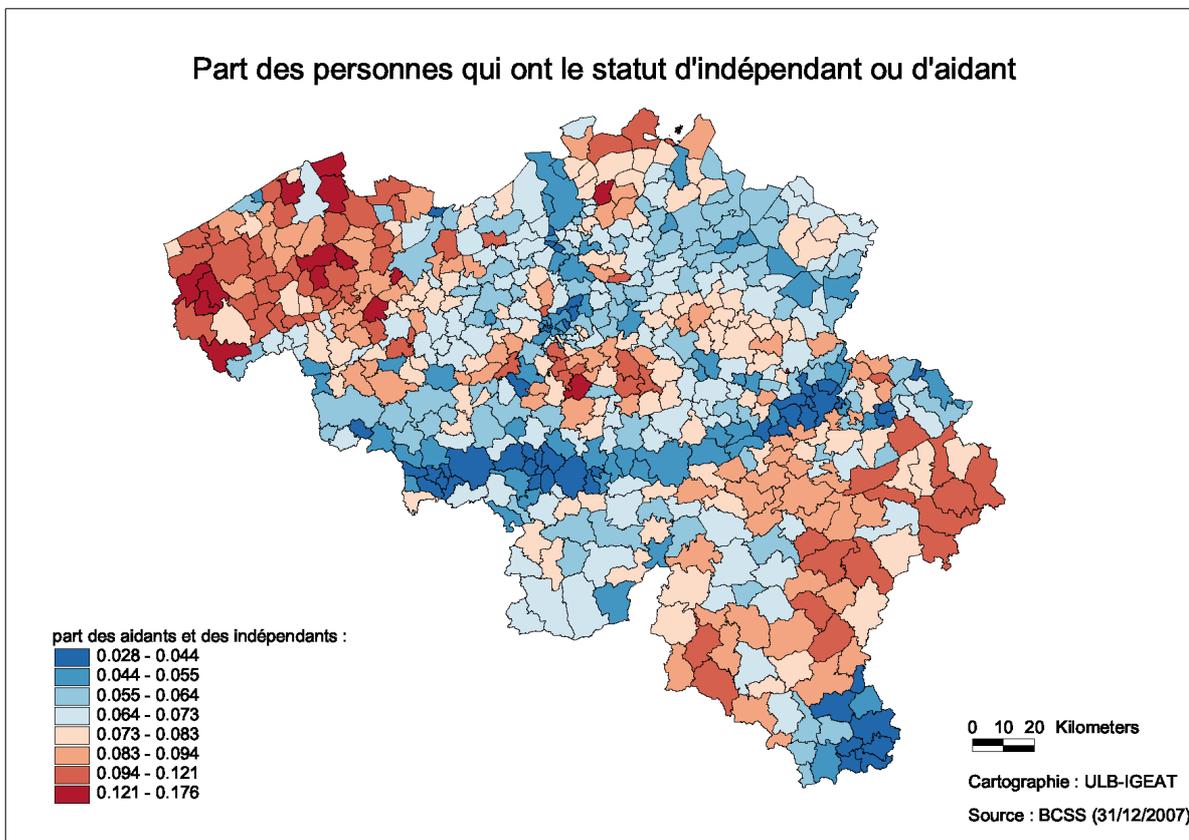
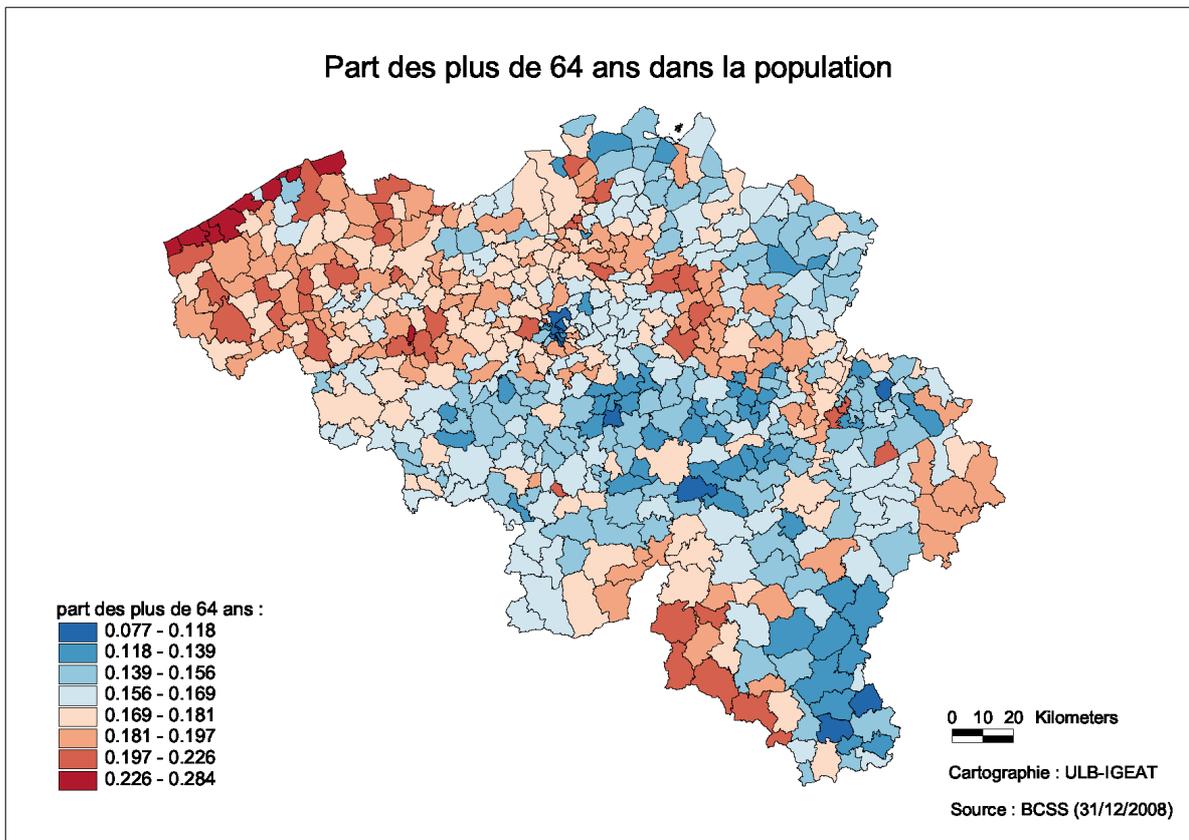
### 3.2.6 Rural profond

	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta		
(constante)	0.062499	0.095		0.656	0.513
alloc_chomage	1.642207	0.387	0.288	4.249	0.000
pensionr	0.634656	0.265	0.166	2.398	0.018
prof_liber	-0.803776	0.410	-0.128	-1.963	0.051
employe	-0.278753	0.085	-0.227	-3.288	0.001
fonct_stat	-0.225956	0.095	-0.162	-2.370	0.019
monopar	0.952002	0.446	0.141	2.134	0.034
LOG_NB1HT	-0.124419	0.052	-0.161	-2.388	0.018

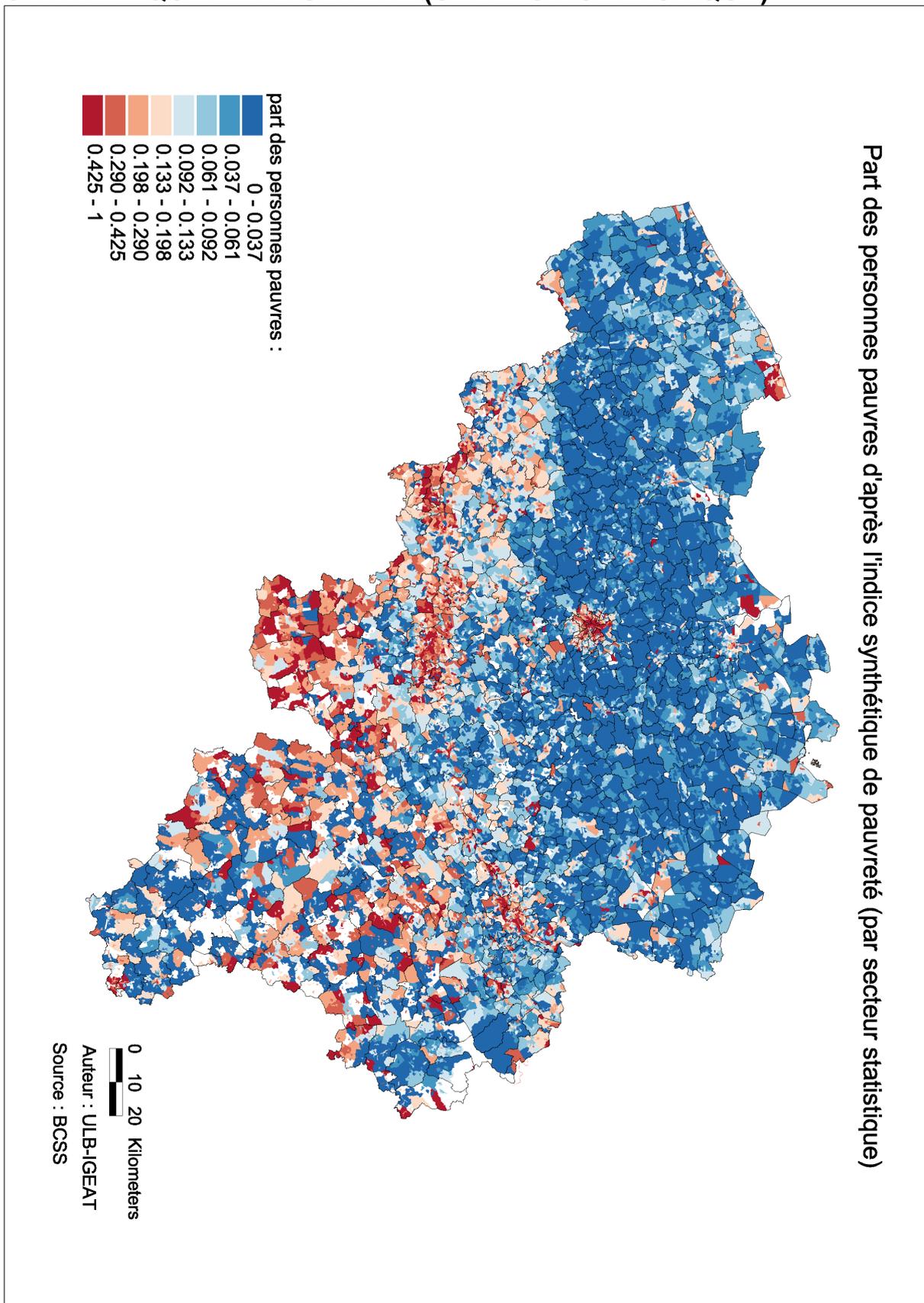
a. Variable dépendante : indpauv\_d

R<sup>2</sup> ajusté = 0.303

## 4. CARTES DE LA PART DES PERSONNES DE PLUS DE 64 ANS ET DES INDÉPENDANTS



## 5. PART DES PERSONNES PAUVRES D'APRÈS L'INDICE SYNTHÉTIQUE DE PAUVRETÉ (SECTEUR STATISTIQUE)



## 6. ESTIMATION DU NOMBRE DE PERSONNES PAUVRES PAR COMMUNE

Nom de la commune	personnes pauvres d'après l'indice synthétique de pauvreté	personnes pauvres d'après le critère de la pauvreté monétaire	population considérée	Nom de la commune	personnes pauvres d'après l'indice synthétique de pauvreté	personnes pauvres d'après le critère de la pauvreté monétaire	population considérée
Aalst	6424	7986	76183	Brugelle	555	443	3223
Aalter	1027	1787	18389	Brugge	8341	11413	113140
Aarschot	1389	2365	27616	Brunehaut	1096	1098	7421
Aartselaar	550	899	13838	Bruxelles	57362	36001	122558
Affligem	287	988	11882	Buggenhout	247	994	13672
Aiseau-Presles	2536	1711	10107	Bullange	402	840	4622
Alken	283	900	10844	Burdin	316	277	2801
Alveringem	242	825	4760	Burg-Reuland	668	607	2510
Amay	2458	1874	12789	Butgenbach	333	771	5000
Amblève	248	771	4461	Celles	739	658	5237
Andenne	5197	3638	23785	Cerfontaine	1248	755	4459
Anderlecht	37503	23452	88344	Chapelle-lez-Herlaimont	4383	2518	13562
Anderlues	6564	2089	11064	Charleroi	69861	46048	188055
Anhée	1198	980	6732	Chastre	340	655	6591
Ans	4979	4123	26470	Châtelet	12960	7324	33910
Anthistes	249	350	3885	Chaufontaine	1362	2333	20036
Antoing	1690	1078	7284	Chaumont-Gistoux	540	1119	10451
Antwerpen	53234	75653	428409	Chièvres	520	666	6196
Anzegem	169	1186	13846	Chimay	3298	2016	9485
Ardoise	191	1048	8819	Chiny	658	869	4232
Arendonk	358	1123	11135	Ciney	2410	2121	14630
Arlon	2586	3656	16427	Clavier	701	555	4057
As	685	572	7220	Colfontaine	10989	4679	18781
Asse	1970	2906	28481	Comblain-au-Pont	928	836	5164
Assenède	418	1423	12869	Comines-Warmon	3459	2862	14791
Assesse	375	571	6164	Courcelles	9832	5124	28620
Ath	4341	3427	26716	Court-Saint-Étienne	479	1000	9189
Attert	181	562	2476	Couvin	4722	2748	12770
Aubange	2504	2113	8068	Crisnée	200	232	2802
Aubel	208	551	3936	Dalhem	530	646	6121
Auderghem	5128	3603	25143	Damme	553	1259	10480
Avelgem	523	886	9405	Daverdisse	459	249	1296
Awans	760	934	8523	De Haan	1005	1776	11659
Aywaille	2428	1674	10596	De Panne	1980	1696	9658
Baarle-Hertog	210	305	1399	De Pinte	329	707	9976
Baelen	276	438	3859	Deerlijk	162	982	11057
Balen	770	1717	19705	Deinze	1400	2656	28073
Bassenge	1163	948	7898	Denderleeuw	1309	1316	17598
Bastogne	2201	2700	10919	Dendermonde	2454	4060	42527
Beaumont	1815	1307	6453	Dentergem	205	911	7952
Beauraing	2180	1401	8085	Dessel	220	775	8517
Beauvechain	382	562	6336	Destelbergen	630	1528	16939
Beernem	562	1442	14412	Diepenbeek	362	1265	17426
Beerse	317	1240	16064	Diest	708	2124	22303
Beersel	708	1978	22504	Diksmuide	875	2319	15564
Begijnendijk	186	642	9448	Dilbeek	2124	3650	38157
Bekkevoort	261	514	5811	Dilsen-Stokkem	839	2089	17481
Beloel	2818	1790	12903	Dinant	3823	2537	12441
Berchem-Sainte-Agathe	3961	3562	19484	Dison	6460	2985	13543
Beringen	2201	3854	40610	Doische	757	509	2774
Berlaar	316	1083	10492	Donceel	124	188	2794
Berlare	637	1438	14110	Dour	8377	3226	16031
Berloz	223	284	2777	Drogenbos	485	580	4654
Bernissart	4013	1830	11051	Duffel	874	1266	15713
Bertem	209	768	8937	Durbuy	2547	1613	10148
Bertogne	551	586	2471	Ecaussinnes	1425	1259	9986
Bertrix	1180	1235	7503	Edegem	385	1453	20839
Bever	117	201	2041	Eeklo	2068	2379	19225
Beveren	2534	4060	44573	Eghezée	1105	1290	14336
Beyne-Heusay	1572	1688	11381	Ellezelles	831	722	5631
Bierbeek	257	565	9062	Enghien	1103	1367	12067
Bièvre	780	544	2984	Ergis	1526	942	5518
Bilzen	1804	2941	28611	Erezée	877	464	2724
Binche	9116	5334	31392	Erpe-Mere	496	1499	18841
Blankenberge	2811	2893	17627	Erqueinnes	3516	1847	9022
Blégny	915	1245	12548	Esneux	1520	1686	12514
Bochoit	523	1280	11064	Essen	537	1681	14585
Boechout	689	1065	12005	Estaimpuis	1029	1218	8278
Bonheiden	476	1173	14131	Estinnes	1702	1191	7212
Boom	735	1669	15876	Etalle	269	782	3631
Boortmeerbeek	373	750	11399	Etterbeek	8601	7771	32582
Borgloon	541	1059	9943	Eupen	1590	2359	16246
Bornem	811	1543	19835	Evere	8483	6420	30201
Borsbeek	308	919	9812	Evergem	2158	2514	31426
Bouillon	1339	1201	5069	Faimes	225	277	3534
Boussu	10831	4301	19202	Farciennes	4467	2379	10091
Boutersem	303	522	7424	Fauvillers	305	351	1411
Braine-l'Alleud	4440	3389	35933	Fernelmont	333	661	6674
Braine-le-Château	531	875	9235	Ferrières	677	562	4335
Braine-le-Comte	3133	2433	19912	Fexhe-le-Haut-Clocher	217	278	2950
Braives	632	544	5516	Flémalle	4713	3754	24057
Brakel	339	1131	13656	Fléron	2636	2371	15555
Brasschaat	1105	3484	34382	Fleurus	6289	3610	21422
Brecht	861	2371	25808	Flobecq	382	387	3194
Bredene	1449	1517	15107	Floreffe	644	705	7363
Bree	404	1567	13803	Florennes	2340	1498	10459

Nom de la commune	personnes pauvres d'après l'indice synthétique de pauvreté	personnes pauvres d'après le critère de la pauvreté monétaire	population considérée	Nom de la commune	personnes pauvres d'après l'indice synthétique de pauvreté	personnes pauvres d'après le critère de la pauvreté monétaire	population considérée
Florenville	1201	969	4787	Ingelmunster	291	1085	10373
Fontaine-l'Évêque	5724	3202	16114	Ittre	310	606	5816
Forest	15118	10158	42868	Ixelles	18588	15046	57951
Fosses-la-Ville	1924	1323	9180	Izegem	695	2546	26176
Frameries	6029	3693	19704	Jabbeke	587	1343	13311
Frasnes-lez-Anvaing	1532	1342	10732	Jalhay	505	872	7720
Froidchapelle	1478	703	3391	Jemeppe-sur-Sambre	3264	2513	17552
Galmaarden	326	555	8149	Jette	8595	8043	40947
Ganshoren	4537	3913	20246	Jodoigne	1676	1664	12177
Gavere	415	974	11935	Juprelle	623	823	8288
Gedinne	828	751	4257	Jurbise	695	814	8685
Geel	1113	3375	34802	Kalmthout	417	1585	15847
Geer	345	284	2890	Kampenhout	180	853	10705
Geetbets	218	586	5727	Kapelle-op-den-Bos	374	557	8794
Gemboux	1590	2280	21222	Kapellen	1231	2095	24297
Genappe	1241	1622	13674	Kaprijke	190	700	5904
Genk	14379	6973	61688	Kasterlee	328	1501	17403
Gent	22812	34320	224474	Keerbergen	664	1068	12059
Geraardsbergen	1299	2892	30897	Kinrooi	658	1445	9711
Gerpinnes	1080	1337	11679	Kluisbergen	201	573	6259
Gesves	496	678	6372	Knesselare	299	869	7748
Gingelom	393	719	7736	Knokke-Heist	9864	5354	31720
Gistel	729	1248	11050	Koekelare	269	950	8153
Glabbeek	106	394	5141	Koekelberg	6865	4318	17004
Gook	175	682	8760	Koksijde	1542	2789	20222
Gouvy	807	866	3884	Kontich	1027	1443	19674
Grâce-Hollogne	3748	3196	20971	Kortemark	589	1545	11722
Grez-Doiceau	642	1225	11955	Kortenaken	237	660	7388
Grimbergen	1250	3013	33245	Kortenbergh	335	1360	17620
Grobbendonk	232	883	10448	Kortesse	520	728	7890
Haacht	608	923	13616	Kortrijk	3936	9160	71251
Haaltert	780	1296	17129	Kraainem	585	1005	10229
Habay	547	1145	5236	Kruibeke	934	1307	15044
Halen	328	912	8587	Kruishoutem	184	904	7892
Halle	961	2877	34468	Kuurne	286	1223	12328
Ham	370	800	9667	La Bruyère	244	667	8257
Ham-sur-Heure-Nalinnes	868	1374	13008	La Calamine	1599	1476	6870
Hamme	424	2582	22840	La Hulpe	919	770	6451
Hamoir	758	588	3463	La Louvière	24516	14309	73807
Hamois	789	689	6524	La Roche-en-Ardenne	1017	908	3957
Hamont-Achel	744	1636	10207	Laakdal	549	1143	14758
Hannut	1696	1634	14217	Laarne	160	1031	11534
Harelbeke	1170	2401	25775	Lanaken	1882	2550	18410
Hasselt	6732	7195	68988	Landen	617	1154	14697
Hastière	2646	1069	5058	Langemark-Poelkapelle	211	997	7609
Havelange	802	679	4763	Lasne	790	1691	12395
Hechtel-Eksel	419	1116	10576	Le Roeulx	1132	987	7661
Heers	459	651	6690	Lebbeke	498	1578	17245
Heist-op-den-Berg	2201	3648	38101	Lede	872	1425	17147
Hélicône	312	308	3067	Ledeberg	205	1025	9147
Hemiksem	202	759	9553	Léglise	580	663	3194
Hensies	2251	1110	6215	Lendeledede	79	475	5325
Herbeumont	393	279	1406	Lennik	159	686	8580
Herent	585	1235	18961	Lens	612	476	3811
Herentals	939	2504	25573	Leopoldsburg	627	1430	14048
Herenthout	790	937	8308	Les Bons Villers	866	996	8744
Herk-de-Stad	306	1088	11680	Lessines	3129	2357	17495
Herne	217	520	6371	Leuven	5473	9198	85451
Héron	665	471	4500	Leuze-en-Hainaut	2377	1851	12827
Herselt	604	1272	13717	Libin	599	609	4373
Herstal	8863	7053	35898	Libramont-Chevigny	1020	1543	9010
Herstappe	7	9	82	Lichtervelde	370	914	8293
Herve	1584	1938	16132	Liedekerke	879	916	11918
Herzele	612	1261	16745	Liège	56235	45476	174305
Heusden-Zolder	1122	3084	30200	Lier	2465	3465	32398
Heuvelland	413	1297	7659	Lierde	129	455	6368
Hoegaarden	192	519	6177	Lierneux	567	485	3141
Hoellaart	781	1012	9261	Lille	518	1445	15422
Hoeselt	236	844	9082	Limbourg	795	719	5399
Holsbeek	184	644	9201	Lincent	186	241	2979
Honnelles	1001	755	4814	Linkebeek	189	459	4349
Hooglede	220	1029	9669	Lint	378	480	7902
Hoogstraten	1240	2118	15496	Lintar	149	513	6915
Horebeke	29	211	2045	Lo-Reninge	102	597	3217
Hotton	906	731	4913	Lobbes	603	618	5419
Houffalize	812	841	4100	Lochristi	896	1827	19973
Houthalen-Hechteren	4537	2824	28903	Lokeren	1261	4034	37086
Houthulst	353	1149	9097	Lommel	920	2971	27849
Houyet	1181	677	4240	Londerzeel	709	1389	17141
Hove	341	457	8065	Lontzen	395	602	4066
Huldenberg	263	836	8868	Lovendegem	158	814	9130
Hulshout	310	857	9315	Lubbeek	169	875	13465
Huy	4753	3820	19237	Lummen	473	1156	13582
Ichtegem	824	1562	13247	Maarkedal	110	609	6313
Ieper	2204	4180	33833	Maaseik	631	2604	21059
Incourt	319	468	4411	Maasmechelen	2922	4418	32867

Nom de la commune	personnes pauvres d'après l'indice synthétique de pauvreté	personnes pauvres d'après le critère de la pauvreté monétaire	population considérée	Nom de la commune	personnes pauvres d'après l'indice synthétique de pauvreté	personnes pauvres d'après le critère de la pauvreté monétaire	population considérée
Machelen	778	1244	12337	Profondeville	967	1266	11081
Maldegem	785	2517	21617	Putte	362	1549	15443
Malle	762	1336	13750	Puurs	521	1194	15980
Malmédy	1320	1712	11103	Quaregnon	5694	4057	17785
Manage	5421	3737	21596	Quévy	995	821	7495
Manhay	561	464	2986	Quiévrain	3578	1431	6101
Marche-en-Famenne	2115	2521	16299	Raeren	907	1088	5219
Marchin	902	699	4998	Ramillies	371	629	5776
Martelange	356	241	954	Ranst	601	1591	17571
Mechelen	5469	9308	76190	Ravels	599	1566	10731
Meerhout	407	719	9365	Rebecq	1202	1161	9837
Meeuwen-Gruitrode	420	1170	12017	Remicourt	315	451	5042
Meise	265	1573	17821	Rendeux	492	419	2220
Meix-devant-Virton	400	418	2222	Retie	247	976	9746
Melle	419	902	10375	Riemst	527	1532	13340
Menen	2621	4080	31022	Rijevorsel	309	998	10489
Merbes-le-Château	985	699	3934	Rixensart	1189	2095	19891
Merchtem	848	1328	14636	Rocheftort	2258	1817	11430
Mérelbeke	978	1709	22171	Roeselare	4038	5946	55205
Merkspias	303	774	7784	Ronse	2665	3437	23443
Messen	134	155	874	Roosdaal	187	980	10667
Messancy	492	834	3631	Rotseelaar	669	1084	14897
Mettet	1890	1596	11800	Rouvroy	373	306	1624
Meulebeke	220	1236	10745	Ruiselede	115	698	4980
Middelkerke	1946	2859	17580	Rumes	556	621	4837
Modave	433	409	3622	Rumst	235	1075	14368
Moerbeke	240	614	5693	Saint-Georges-sur-Meuse	1219	810	6316
Mol	943	2841	31514	Saint-Ghislain	4753	3656	21770
Molenbeek-Saint-Jean	40511	22576	71652	Saint-Gilles	18302	11379	37096
Momignies	2179	958	4812	Saint-Hubert	797	821	5391
Mons	25591	18046	83406	Saint-Josse-ten-Noode	12968	7709	19579
Mont-de-l'Enclus	183	415	3318	Saint-Léger	224	454	2079
Mont-Saint-Guibert	320	627	6358	Saint-Nicolas	5300	4041	21341
Montigny-le-Tilleul	953	1068	9895	Saint-Vith	645	1378	7347
Moorslede	213	1249	10558	Sainte-Ode	421	467	2034
Morlanwelz	6106	2970	17977	Sambreville	7565	4491	26149
Mortsel	802	2072	23653	Schaerbeek	48862	28540	97531
Mouscron	8577	8099	48473	Schelle	459	569	7826
Musson	469	611	2596	Scherpenheuvel	696	1730	21933
Namur	17426	16438	102031	Schilde	1414	2022	17756
Nandrin	295	446	5500	Schoten	940	2836	31690
Nassogne	695	718	4841	Seneffe	1348	1396	10334
Nazareth	454	981	10819	Seraing	20823	12356	58388
Neerpelt	463	1518	13657	Silly	332	706	7749
Neufchâteau	893	1191	5598	Sivry-Rance	1365	842	4461
Neupré	429	863	9357	Soignies	3399	2991	24021
Nevele	379	1153	11072	Sombreffe	709	739	7569
Niel	200	745	8893	Somme-Leuze	999	658	4498
Nieuwerkerken	228	568	6538	Soumagne	2172	1868	15185
Nieuwpoort	1576	1811	10638	Spa	3390	1721	10016
Nijlen	1136	2195	20699	Spiere-Helkijn	198	267	1959
Ninove	2341	3448	35288	Sprimont	1209	1498	12570
Nivelles	4122	2886	23965	St-Amands	137	669	7672
Ohay	772	596	4286	St-Genesius-Rode	660	1894	16098
Olen	187	801	11264	St-Gillis-Waas	814	1806	17742
Olne	192	309	3663	St-Katelijne-Waver	534	1863	19414
Onhaye	760	423	2997	St-Laureins	274	993	6202
Oostende	8702	10477	66171	St-Lievens-Houtem	272	804	9291
Oosterzele	366	1075	12964	St-Martens-Latem	206	886	7827
Oostkamp	1044	2105	21563	St-Niklaas	7075	8164	68008
Oostrozebeke	103	822	7296	St-Pieters-Leeuw	2419	3053	30010
Opglabbeek	188	712	9439	St-Truiden	3599	4555	37555
Opwijk	529	951	12351	Stabroek	1019	954	17269
Oreye	195	352	3377	Staden	428	1498	10753
Orp-Jauche	582	701	7813	Stavelot	949	974	6332
Ottignies-Louvain-la-Neuve	3715	3736	27109	Steenokkerzeel	227	742	10858
Oud-Heverlee	115	706	10610	Stekene	1263	1650	16296
Oud-Turnhout	282	1076	11368	Stoumont	517	396	2808
Oudenaarde	540	2527	28339	Tellin	414	343	2289
Oudenburg	420	961	8732	Temse	898	2774	26264
Ouffet	297	270	2533	Tenneville	265	381	2342
Oupeye	3393	3053	22877	Ternat	701	1013	14508
Overijse	536	2409	21086	Tervuren	947	1581	17757
Overpelt	250	1049	12119	Tessenderlo	301	1259	16809
Paliseul	662	828	4736	Theux	1109	1341	11385
Pecq	585	697	5111	Thimister-Clermont	241	474	5083
Peer	412	1361	15168	Thuin	1945	1968	14135
Pepingen	102	372	4308	Tielt	1187	2340	18960
Pepinster	1431	1359	9232	Tielt-Winge	384	813	9995
Péruwelz	5837	2832	15759	Tienen	1535	3261	31321
Perwez	717	682	7470	Tinlot	234	199	2329
Philippeville	2119	1461	8227	Tintigny	272	534	2935
Pittem	152	874	6343	Tongeren	1538	3297	28657
Plombières	974	1183	7724	Torhout	1327	2123	19311
Pont-à-Celles	1411	1745	15932	Tournai	11221	10568	63209
Poperinge	635	2548	19217	Tremelo	253	1142	13685

Nom de la commune	personnes pauvres d'après l'indice synthétique de pauvreté	personnes pauvres d'après le critère de la pauvreté monétaire	population considérée
Trois-Ponts	337	403	2361
Trooz	1248	1050	7437
Tubize	3225	2552	21982
Turnhout	5970	4522	37771
Uode	12062	11695	63509
Vaux-sur-Sûre	423	826	3853
Verlaine	188	318	3556
Verviers	18066	12128	50794
Veurne	797	1494	11368
Vielsalm	1033	1118	6621
Villers-la-Ville	552	924	9474
Villers-le-Bouillet	886	595	5962
Vilvoorde	1474	3856	37031
Viroinval	2428	1136	5434
Virton	2002	1898	8964
Visé	3706	2689	15798
Viefteren	145	609	3514
Voeren	235	485	3187
Vorselaar	312	799	7237
Vosselaar	591	657	9783
Vresse-sur-Semois	798	517	2579
Waarschoot	517	795	7533
Waasmunster	364	1251	9947
Wachtebeke	105	625	6658
Waimes	668	1077	6260
Walcourt	2341	2198	17243
Walhain	310	515	5983
Wanze	1389	1383	12518
Waregem	1762	3638	34929
Waremmé	2128	1657	13929
Wasseiges	388	296	2502
Waterloo	1670	3015	25840
Watermael-Boitsfort	5564	3192	21161
Wavre	2824	3635	30811
Welkenraedt	1098	942	8712
Wellen	262	653	6934
Wellin	523	446	2775
Wemmel	1705	1675	14148
Wervik	415	2115	17169
Westerlo	722	1799	22896
Wetteren	750	2417	22830
Wevelgem	1198	2761	30276
Wezembeek-Oppem	502	1055	11380
Wichelen	236	859	10866
Wielsbeke	90	904	8816
Wijnegem	179	754	8603
Willebroek	1170	2143	22965
Wingene	398	1816	13030
Woluwe-Saint-Lambert	5549	6289	38457
Woluwe-Saint-Pierre	3868	4193	29818
Wommelgem	823	1073	11788
Wortegem-Petegem	86	561	6000
Wuustwezel	521	1933	17622
Yvoir	723	907	8306
Zandhoven	469	1151	11935
Zaventem	1391	2728	25877
Zedelgem	1076	2153	21478
Zele	435	2023	19849
Zelzate	1185	1280	11610
Zemst	193	1228	21178
Zingem	230	570	6812
Zoersel	1087	1676	20091
Zomergem	445	814	7810
Zonhoven	581	1592	19734
Zonnebeke	299	1454	11802
Zottegem	547	1922	24218
Zoutleeuw	201	685	7866
Zuienkerke	135	352	2677
Zulte	208	1347	14335
Zutendaal	184	616	6315
Zwalm	173	674	7778
Zwevegem	809	1935	23403
Zwijndrecht	996	1336	18007